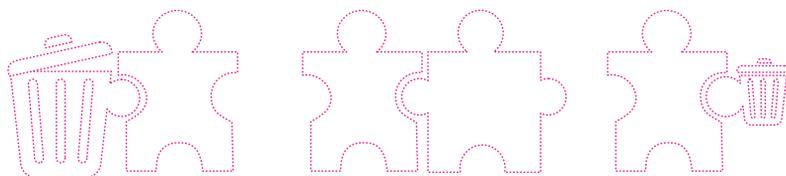


ACCOMPAGNER LE CHANGEMENT DE COMPORTEMENT CHEZ L'ADULTE



→ dans la prévention des déchets

L'Institut de formation et de recherche en éducation à l'environnement (Ifrée) a pour objet de répondre aux enjeux environnementaux et du développement durable par l'éducation. Il contribue à l'acquisition progressive d'une culture globale sur ces questions par son action auprès des acteurs relais : salariés et bénévoles associatifs, élus et techniciens des collectivités locales, enseignants, autres agents des services de l'Etat et porteurs de projets.

L'action de l'Ifrée repose sur deux axes :

- 1. soutenir les praticiens de l'éducation à l'environnement et au développement durable** (information, sensibilisation, formation...) dans leur capacité à mener des actions de qualité,
- 2. accompagner les acteurs organisés des territoires** dans leur mise en œuvre de politique d'environnement et de développement durable par l'aide à la décision et l'apport de son expertise.

Nous tenons à remercier très chaleureusement tous les acteurs qui ont accepté de témoigner de leur expérience à travers la présentation d'une action visant l'évolution des pratiques dans le domaine de la prévention des déchets, en répondant à la fois au questionnaire écrit et à l'enquête orale. Ils ont permis d'alimenter la partie « Ils racontent leur expérience » mais également d'identifier et d'illustrer les points de repères présentés dans la deuxième partie du livret.

Merci aussi à l'ensemble des personnes ayant répondu à nos sollicitations pour nous aider à défricher le thème, analyser les enquêtes et à nos relecteurs attentifs.

Directeur de publication : Jacques TAPIN, Ifrée
Coordination : Annie BAUER, Ifrée
Rédaction : Annie BAUER, Cécile MALFRAY, Ifrée

Personnes sollicitées sur le défrichage de la thématique :
Dominique BACHELART, Université de Tours (UMR CITERES)
Jean-Étienne BIDOU, Ifrée
Laureline BOURIT, Conseil en économie circulaire
Patrick HERVIER, référent prévention des déchets à France Nature Environnement
Lara MANG-JOUBERT, Consultante et formatrice, OXALIS-scop
Céline PELLERIN, Consultante en Environnement, AktEco

Groupe de travail sur l'analyse des enquêtes :
Annie BAUER, Cécile MALFRAY, Jean-Étienne BIDOU, Raoul GIRAND, Ifrée
Patrick HERVIER, référent prévention des déchets à France Nature Environnement

Relectures :
Dominique BACHELART, Université de Tours
Raoul GIRAND, Ifrée
Patrick HERVIER, référent prévention des déchets à France Nature Environnement

Aide à la réécriture : Estelle NARBONNE, Ifrée

Maquette originale : arpon - Adaptation et réalisation : ComVis
Impression : raynaud-imprimeurs.fr

Impression : novembre 2015 - Imprimé sur papier recyclé avec encres végétales

ISBN 978-2-913284-23-4

ISSN 2112-4965

Dépôt légal : novembre 2015



ACCOMPAGNER
LE CHANGEMENT
DE COMPORTEMENT
CHEZ L'ADULTE
DANS LA PRÉVENTION
DES DÉCHETS

ÉDITORIAUX



Poitou-Charentes dispose sur ses territoires d'une faune et d'une flore dont la richesse est à la fois un élément de patrimoine naturel, essentiel pour notre qualité de vie, mais aussi un argument pour l'attractivité de la Région. C'est pourquoi le rôle de l'Ifrée, acteur important dans le domaine de la protection de l'Environnement, mérite d'être souligné et mis en valeur.

L'accompagnement du changement de comportement pour une meilleure prévention des déchets présenté ici, avec des expériences variées et issues de toute la France (du Repair café aux ateliers « faire soi-même », du composteur collectif aux opérations foyers témoin) est un excellent moyen de faire de la pédagogie sur un sujet essentiel. Merci à toutes celles et ceux qui s'impliquent dans cette mission plus que jamais utile, au moment où les Nations-Unies se donnent rendez-vous à Paris pour sauver le climat.

Jean-François Macaire
Président de la Région Poitou-Charentes



Les résultats d'une démarche en faveur de la prévention des déchets ne se mesurent pas seulement avec la diminution des quantités produites. Les changements de comportement des usagers vers des pratiques moins génératrices de déchets sont également un point essentiel à observer. Aussi, afin de mesurer l'évolution de ces comportements dans la population depuis la mise en place des programmes et plans de prévention, ce livret aborde les théories du changement chez l'adulte et les façons de l'accompagner, de dépasser les freins et de donner du sens à l'action. L'ADEME salue la parution de ce livret qui présente également des expériences locales témoignant du foisonnement d'initiatives pour nous mener vers une économie préservant nos ressources.

Jean-François Mauro,
Directeur régional ADEME Poitou-Charentes



Réduire et valoriser.

Une évidence s'impose à tous : il faut réduire les déchets issus de nos consommations. Dans le même temps, il nous faut veiller à leur valorisation. De l'amendement agricole à la transformation énergétique ou en recyclant la matière, nos déchets ont de la valeur !

Le Département porte ces enjeux, notamment à travers l'animation du plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux. Auprès des collectivités en charge de la collecte et du traitement, il favorise les actions de prévention pour la réduction des déchets collectés et, il

accompagne la structuration des filières de valorisation.

Gilbert FAVREAU
Président du Conseil départemental des Deux-Sèvres

SOMMAIRE

ÉDITORIAL	2
INTRODUCTION	7
◎ ILS RACONTENT LEUR EXPÉRIENCE	9
Repair café Chemillé Centre social du chemillois (49)	10
Compostons au village de Noailly ! Association Madeleine environnement (42)	14
Composteur de quartier, site Sully Association Compostri (44)	18
Tuper'turbes ta poubelle Communauté de communes du Thouarsais (79)	22
Ateliers éco-consommation adultes par le CEDER à Camaret-sur-Aigues (84)	26
Programme éducatif de prévention des déchets en Charente Charente Nature (16)	30
Des poules pour réduire mes déchets SYBERT (25)	35
Bébé passe du jetable au durable et met la poubelle au régime SIRTOM de la région de Chagny (71)	39
Opération « Foyers Témoins » agents Conseil Départemental de la Côte-d'Or (21)	43
Opération « Foyers témoins » élus Sivom du Louhannais (71)	47
Concours « Un diner presque sans déchets » SEVADEC (62)	51

●	LE CHANGEMENT DE COMPORTEMENT, PLACE EN ÉDUCATION À L'ENVIRONNEMENT, THÉORIES ET MODÈLES	55
	Le changement de comportement, leitmotiv de l'éducation à l'environnement ?	57
	• Une éducation centrée sur la sensibilisation mais qui vise l'action	57
	• Les changements de comportement suffiront-ils ?	58
	• « Changer les comportements », un <i>a priori</i> désagréable	59
	Différentes théories investies en éducation à l'environnement pour activer le changement	59
	• Quand la communication se préoccupe de changer les gens	60
	• Attitudes, comportements et dissonance cognitive	60
	• La communication engageante	61
	• Des approches basées sur une progression en conscience	63
	Les styles d'apprentissage à l'œuvre dans les expériences d'accompagnement du changement	67
	• Le modèle de l'empreinte	67
	• Le conditionnement	68
	• Le constructivisme ou socioconstructivisme	69
●	L'ACTION, AU CŒUR DES EXPÉRIENCES QUI RECHERCHENT LE CHANGEMENT	71
	L'action comme modalité pour découvrir et comprendre	73
	Accompagner le passage à l'action : l'action comme finalité	75
	La liberté de choix comme condition du passage à l'action ?	75
	• Aider à choisir	76
	• Se préparer à agir	79
	• Agir au sens de mettre en œuvre	80
	• Consolider sa pratique, sa capacité à agir	81
	Identifier à quelle étape les participants ont besoin d'être aidés	82
	• Travailler sur les pratiques des participants pour identifier les besoins	83
	• Quand des freins sont exprimés et paraissent des impasses	84
	• Quand les freins ne sont pas exprimés	85
	Élargir le champ de conscience	86
●	CONCEPTION ET ANIMATION DU DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT DU CHANGEMENT	89
	Choisir l'entrée à privilégier	91
	• Au regard des motivations initiales	91
	• En prenant en compte les motivations qui naissent en cours de projet	92
	• En situant le changement possible	94

S'assurer des bonnes conditions de réalisation du changement	94
• Veiller à la composition et à la taille des groupes	94
• Soulager les contraintes inhérentes au dispositif	95
• Assurer la bonne mise en œuvre et le suivi	96
Offrir différents niveaux d'implication	96
• Permettre des niveaux d'implication variés dans le dispositif	96
• Faciliter l'implication de bénévoles dans le dispositif	97
• Les organisateurs : une implication spécifique	98
Cadre bienveillant, convivialité et échanges	98
• Proposer un cadre bienveillant propice aux échanges entre les participants	98
• Privilégier la convivialité et les échanges	99
La posture de l'animateur	100
• La place de l'animateur dans le projet	100
• Les différentes postures vis-à-vis des participants	101
• Se placer dans ou hors du groupe ?	102
• L'importance de l'empathie	103
◎ QUEL PUBLIC EST VISÉ PAR LE CHANGEMENT ?	105
Constituer son public direct	108
• Quel public vise-t-on ?	108
• Comment recruter le public visé ?	110
Élargir le public touché	112
• Comment activer l'effet levier	112
• Rôle d'ambassadeurs des participants	115
• Essaimage du projet	117
◎ DE LA MOBILISATION DE L'INDIVIDU ET DU COLLECTIF	119
L'intérêt des modalités de travail collectives	119
L'engagement dans un projet collectif	120
Porter les actions au niveau de la sphère publique	121
BIBLIOGRAPHIE ET RESSOURCES POUR ALLER PLUS LOIN	125

INTRODUCTION

Les éducateurs à l'environnement sont souvent confrontés à la volonté de changer les comportements individuels, mise en avant par les commanditaires de leurs actions. Pour les animateurs des plans de prévention des déchets qui, dans les territoires, doivent à la fois soutenir les activités et services concourant à produire moins de déchets et faire évoluer les comportements des consommateurs, c'est une réalité bien tangible. Mais comment aborder cette question du changement ? Comment l'accompagner quand on ne sait pas bien décrypter ce processus ?

Changer de comportement est un processus complexe pour la personne concernée et qui nécessite souvent d'être accompagné. C'est ce que proposent les actions recensées dans ce livret : accompagner des personnes, souvent réunies en groupe, dans un changement de pratique lié à la réduction de leurs déchets.

Après avoir donné quelques points de repères sur différentes théories existant dans ce domaine, nous analyserons la place de l'action aux différents stades du processus. Les chapitres suivants aborderont la conception et l'animation du dispositif d'accompagnement du changement, la définition et la mobilisation du public concerné et enfin, l'articulation de l'individu et du collectif dans ces démarches.

Le cas échéant, nous proposons des pistes pour dépasser les difficultés rencontrées par les animateurs en nous basant sur des cas concrets.

À partir du 1^{er} septembre 2015 les Plans Locaux de Prévention des Déchets (PLPD) sont devenus obligatoires pour les collectivités, ravivant l'enjeu du changement de comportement chez l'individu. L'ambition de ce livret est de contribuer à la réflexion dans ce domaine pour aider les animateurs à être davantage réflexifs sur leurs pratiques et ainsi mieux analyser voire dépasser les obstacles actuels.

Le propos de ce livret n'est pas celui d'une évaluation des politiques publiques en matière de prévention des déchets. Il ne s'agit pas d'estimer l'impact des expériences menées sur la réduction effective des déchets mais de porter le cœur de notre réflexion sur le changement de comportement chez l'adulte et sur les façons de l'accompagner. Cette question très délicate à évaluer, nous l'abordons dans le but de mettre en lumière ce qui est expérimenté par les acteurs de terrain et de participer à l'amélioration des pratiques en pointant des vigilances et des pistes à creuser.

Les expériences retenues sont des actions **visant à agir sur un comportement de prévention des déchets ménagers** (pris au sens large, c'est-à-dire agir sur le produit avant sa prise en charge sous forme de déchet par la collectivité, incluant donc le compostage domestique qui est déjà une forme de valorisation d'un déchet produit) **auprès d'un public adulte, pris à titre individuel** (c'est-à-dire hors du champ du changement dans les organisations, déjà traité dans le livret 3), que ce soit sur des pratiques personnelles ou professionnelles (l'exemple de l'opération « bébé durable » illustre ce dernier aspect). Les expériences décrites peuvent aussi intégrer l'investissement des individus dans un projet collectif (c'est le cas des deux actions liées au compostage collectif). L'ouverture sur les projets collectifs nous amène à traiter un peu concomitamment l'accompagnement du changement de comportement pur et simple et celui d'un changement de comportement pris comme le développement d'un projet personnel ou qui s'inscrit dans un projet collectif. La volonté de changement de comportement n'est pas toujours explicite dans le titre ou l'objectif donné par le porteur de projet, c'est nous qui l'avons identifié comme telle. Ces expériences s'appuient sur des compétences d'animation et agissent au contact du public (on exclut les programmes purement techniques qui ne permettent pas de tirer des enseignements utiles pour les pratiques d'animation).

Bien sûr les démarches de prévention des déchets (et encore plus dans le domaine de la gestion des déchets) sont étroitement liées à la mise en place de services et d'équipements permettant aux gestes et aux pratiques d'être efficaces (le réemploi des bouteilles en verre ne peut se dispenser d'un système de consigne ni de la filière qui va avec...). Mais soulignons que les mesures techniques seules ne suffisent pas et que l'accompagnement de la mise en place du comportement qui va avec (information, formation, sensibilisation, aide au passage à l'action...) soutient largement leur efficacité.

Ce livret propose donc de porter un regard sur la façon dont différentes expériences en matière de prévention des déchets agissent pour tenter d'enclencher des changements de comportement et de les confronter à nos grilles de lecture et notamment celle des approches éducatives.

ILS RACONTENT LEUR EXPÉRIENCE

Le « nouveau comportement » visé n'occupe pas toujours la même place dans les expériences présentées.

Des projets collectifs, fournissant un cadre permettant aux participants de réaliser concrètement le nouveau comportement (réparer, composter) :

- 1 . **Repair café Chemillé** - Centre social du chemillois (49)
- 2 . **Compostons au village de Noailly !** - Association Madeleine environnement (42)
- 3 . **Composteur de quartier, site Sully** - Association Compostri (44)

Des actions sous forme d'ateliers où l'on propose des réalisations que les participants peuvent refaire seuls chez eux :

- 4 . **Tuper'turbes ta poubelle** - Communauté de communes du Thouarsais (79)
- 5 . **Ateliers éco-consommation adultes** - par le CEDER à Camaret-sur-Aigues (84)
- 6 . **Programme éducatif de prévention des déchets en Charente** - Charente Nature (16)

Des actions où les participants testent des pratiques chez eux et se retrouvent pour des échanges et un suivi :

- 7 . **Des poules pour réduire mes déchets** - SYBERT (25)
- 8 . **Bébé passe du jetable au durable et met la poubelle au régime** - SIRTOM de la région de Chagny (71)
- 9 . **Opération « Foyers Témoins » agents** - Conseil Départemental de la Côte-d'Or (21)
- 10 . **Opération « Foyers Témoins » élus** - Sivom du Louhannais (71)

Une expérience où les participants construisent une action qu'ils pourront réinvestir chez eux :

- 11 . **Concours « Un diner presque sans déchets »** - SEVADEC (62)

Repair café Chemillé

Centre social du chemillois (49) – 6 784 habitants

Partenaires : réseau Repair café (appui technique, documentation, communication) ; association PING (intervention pédagogique)

Public visé : habitants du chemillois

Thèmes abordés : réparation, réutilisation, récupération (seconde vie)

Date/durée de l'action : tous les seconds samedis du mois de 9h à 12h30 depuis avril 2014 (sauf août), avec une rencontre entre bénévoles tous les deux mois en plus des Repair café

Contexte et histoire du projet

Suite à la mise en place de la « Quinzaine de la fabrique » – 15 jours de bricolage de type « Fablab » au centre social du chemillois, en avril 2013 – un groupe de 6 personnes militantes a souhaité faire perdurer la dynamique collective de ce temps de réparation et de réflexion autour de la consommation, et principalement du devenir des déchets.



cc - BY-SA Yvan Godreau

Dans le groupe, une personne a vu sur Facebook le concept de Repair café aux Pays-Bas : il n'y en avait alors que 4 dans toute la France. Le centre social du chemillois décide alors d'adhérer à l'association Repair café, ce qui a permis aux bénévoles de bénéficier d'un support « clé en mains » et du matériel adéquat pour démarrer l'activité et communiquer (label facilement identifiable, communication nationale, lisibilité sur les réseaux sociaux...).

Au début, une dizaine de bénévoles a répondu à l'appel passé par le groupe et le centre social, puis une équipe de 30 personnes s'est constituée petit à petit. La philosophie mise en avant est de « faire avec » et non « à la place de », en créant de la convivialité et en faisant passer un message de solidarité et de partage de connaissances et de compétences entre différentes personnes d'un même quartier ou territoire, autour des valeurs de consommation durable et locale.

Objectifs

- Permettre aux habitants de réparer leurs objets ensemble dans un esprit de convivialité.
- Éduquer de manière informelle les bénéficiaires autour de la notion de réduction des déchets : « Avant de jeter, on essaie de réparer ! »

● La vie du projet

Février 2014 : création du Repair café, rencontre des bénévoles, communication

12 avril 2014 : premier Repair café

13 décembre 2014 : Repair café autour du thème : « Fais-toi un cadeau, répare ton objet favori ! »

13 Juin 2015 : premier anniversaire du Repair café et développement des compétences en réparation d'écrans cassés de Smartphones, tablettes, etc.

12 septembre 2015 : Accueil d'associations locales de promotion d'alternatives pour « partager le lieu et l'énergie », qui se retrouvaient déjà de façon informelle dans le coin café : le Système d'Échange Local ; la Quincaillerie Collaborative (échange de boulons vis et autre) ; les incroyables comestibles (Fabrication de Bacs)

● Comment se passe une séance ?

Yvan Godreau, Animateur socio-culturel du Centre Social du chemillois, raconte...

Le Repair café se passe le samedi matin pour accueillir une forte mixité de personnes, dans un espace assez ouvert et coloré du centre social (ancienne usine aménagée en espace jeunesse). Dès l'arrivée, on a une vue d'ensemble sur les personnes qui travaillent sur les différents pôles (textile, bois, électronique, informatique, vélo, machine à coudre...).

Quand les personnes arrivent, je les salue et leur demande comment ils ont connu le Repair café, s'ils savent ce que c'est, puis je prends le temps de leur expliquer le concept. La présentation peut prendre 5 minutes. Je leur précise que les bénévoles sont passionnés et compétents mais qu'il n'y a pas d'obligation de résultat. Puis je leur demande de remplir un formulaire, je leur fais signer le règlement intérieur des Repair café et une décharge en cas de problème électrique. Je leur donne aussi un ticket qu'ils vont mettre sur leur machine. Ils prennent un café avec un bénévole pour échanger sur le Repair café, c'est comme ça qu'on donne « l'esprit Repair café ». Quand on est débordé on est deux à l'accueil : une personne s'occupe de faire remplir et signer les différents documents et la seconde explique le concept.

En attendant qu'un bénévole réparateur soit disponible, les bénéficiaires peuvent se promener pour voir ce qui se passe. Quand on prend en charge leur matériel, ils doivent être présents pour échanger et bricoler avec le réparateur. Nous ne sommes pas une entreprise de réparation, le réparateur a besoin de connaître la panne, d'échanger avec le propriétaire de l'objet. S'il y a des composants à racheter pour assurer la réparation de l'objet, c'est aux gens de le faire, même si les réparateurs peuvent conseiller, et aller voir les prix sur Internet avec eux par exemple. Puis la personne va noter sur son ticket si son objet a été réparé ou pas (sinon pourquoi) et s'il a pu bénéficier de conseils du réparateur et lesquels. Ensuite je l'invite à rester un peu, à se faire chauffer un café, à prendre sa place au Repair café en tant que bénévole...

En partant, la personne nous redonne son ticket et répond à un questionnaire de satisfaction (points à améliorer...). Je l'incite à mettre une pièce dans la cagnotte, en lui expliquant que c'est ce qui permet d'acheter le café et les gâteaux cuisinés par les bénévoles ainsi que le petit matériel de réparation.

Pour les bénéficiaires, le Repair café est un temps d'échange avec un réparateur. C'est un moment primordial pour changer leur regard sur leurs objets, la réparation, voire les réparateurs : ils peuvent prendre conscience qu'un objet peut s'ouvrir, que la réparation est possible, que le travail et le temps passé par les réparateurs est conséquent et qu'il peut expliquer les devis élevés des réparateurs professionnels...

Tous les deux mois, j'envoie un mail aux bénévoles pour proposer des dates de réunions (Framadate). On se retrouve au centre social pour échanger sur l'organisation générale des Repair cafés avec les bénévoles présents (entre 5 et 10). On évoque le matériel à acheter, la communication, l'amélioration du fonctionnement, la représentation du Repair café à telle ou telle occasion... C'est très concret et c'est l'occasion de se partager les tâches. En amont de chaque Repair café, je contacte aussi les repair'acteurs afin de savoir qui sera disponible sur tel ou tel pôle : sans les repair'acteurs, pas de Repair café !

Conférence sur l'obsolescence programmée

Organisée dans les locaux du Repair café, elle était animée par Thomas Bernardi de l'Association PING de Nantes. Ce temps était important pour créer une culture commune, pour ne pas dire de bêtise, pour voir ce qui est acté et ce qui ne l'est pas. Il a permis aux bénévoles et aux bénéficiaires d'entendre tous les mêmes choses pour avoir un discours qui ne soit pas trop différent d'un réparateur à l'autre, et de se faire une idée encore plus précise de leurs moyens d'agir sur leurs objets.

C'était un temps fort du Repair café mais cette conférence a aussi permis de faire venir environ 60 personnes extérieures. Nous avons réalisé une communication plus large, pas seulement destinée aux participants du Repair café. Elle s'est tenue

en fin de Repair café donc il y avait encore des réparations en cours. Les personnes présentes ont pu apprécier l'ambiance et voir les objets qui peuvent être réparés à cette occasion.

À 11h30, on a poussé les établis sur le côté, j'ai présenté l'intervenant et notre Repair café. Puis j'ai proposé aux personnes présentes de prendre 5 minutes pour réfléchir à 5 objets qu'elles avaient chez elles à réparer et de les écrire sur un papier. Je leur ai précisé qu'elles pourraient ensuite en discuter avec les réparateurs. Je les ai également invité à faire le lien entre leurs objets (inutilisés, cassés ou remplacés) et l'obsolescence programmée (pour lancer la réflexion).

L'intervenant a fait une présentation d'une demi-heure (avec un diaporama) puis il y a eu un temps d'échange de ¾ d'heure. J'avais demandé une intervention courte pour favoriser les échanges entre les participants. L'idée défendue est que chacun peut partager ses connaissances, que l'intervenant n'est pas le seul à détenir le savoir. Un bénévole s'occupant de la démarche qualité d'une industrie a apporté un contrepoint à l'idée que tous les industriels chercheraient à programmer l'obsolescence de leurs produits et un éclairage sur le cadre législatif existant. Un débat contradictoire s'est ainsi ouvert. Le débat a aussi porté sur l'obsolescence programmée de mode (pas que technique). Cela a entraîné des échanges importants autour de la société de consommation, l'achat d'objets jetables peu chers mais dont les composants sont de mauvaise qualité, et les sacrifices que nous sommes prêts à faire pour aller vers plus de sobriété. L'objectif est d'en prendre conscience et de voir comment nous pouvons faire changer les choses en tant

que consommateur. Ce qui importe, c'est de savoir qu'on est capable, qu'on peut agir notamment en réparant ses objets, en reconnaissant aussi nos limites pour ne pas culpabiliser les gens.

Internet présentant ce qui est réparable et ce qui l'est moins, ce qui est durable ou non. Puis les gens ont rangé leurs chaises, pris un café et échangé avec les réparateurs.

Ensuite j'ai conclu en parlant du Repair café et en donnant des adresses de sites

● **Éléments d'évaluation - Résultats obtenus**

Plus de 100 personnes ont fréquenté le Repair café depuis avril 2013, environ 15 bénéficiaires par samedi, allant au-delà des types de publics habituels du Centre social avec une mixité sociale et générationnelle. Plus de 30 bénévoles sont présents à tour de rôle au Repair café pour amener leurs compétences, mais aussi accueillir les personnes, préparer le café, animer le coin enfant, et échanger avec d'autres sur les réparations et s'entraider.

Il est important de noter ici que nous ne demandons pas à chaque bénévole de venir chaque mois : ils s'inscrivent d'eux-mêmes. Ainsi nous espérons garder l'envie du bénévolat, que ça ne devienne pas une contrainte.

Environ 15 structures de la région sont venues nous visiter pour mettre en place une action sur leur territoire.

● **Moyens financiers et humains**

Pour la création du contenu et l'achat des tablettes :

- Budget global de cette action : 40 € d'adhésion à l'association nationale « Repair café », hors temps de travail de l'animateur
- Origine du financement : le lieu et un salarié sont mis à disposition par le Centre social
- Moyens humains : 6h/mois pour l'animateur du Centre social (une réunion avec les bénévoles tous les 2 mois et participation à certaines séances du Repair café).

Contact

Yvan GODREAU

Association centre social du chemillois (Chemillé-Melay – 49)

Animateur socio-culturel

Tél. : 02 41 30 50 55

yvan.godreau@centresocial-chemille.asso.fr

<http://www.repaircafe.csc49.fr>

Compostons au village de Noailly !

Association Madeleine environnement (42) – (790 habitants à Noailly)

Partenaires : Région Rhône-Alpes : partenaire financier ; Communauté de communes de la Côte Roannaise (aujourd'hui fusionnée avec Roannais Agglomération) : partenaire technique et communication ; mairie de Noailly (maire, première adjointe, secrétaire de mairie, cantonniers) ; école de Noailly (instituteurs et cantinières) ; centre de loisirs de Noailly (directrice et animatrices) ; les deux restaurateurs du bourg

Public visé : habitants de Noailly et plus spécifiquement ceux qui n'ont pas de jardin (centre bourg)

Thème abordé : compostage

Date/durée de l'action : janvier 2012 – février 2013

Contexte et histoire du projet

Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés impose la réduction des déchets ménagers résiduels en mettant particulièrement l'accent sur la valorisation des fermentescibles. Parallèlement, la Côte Roannaise, territoire périurbain-rural au sein duquel la communauté de communes travaille à favoriser le compostage individuel depuis 7 ans, entame un programme global de promotion du compostage.



© Madeleine Environnement

Le village de Noailly possède un centre bourg dont les habitations ne disposent pas de jardin ; de ce fait, les habitants ne se sentent pas concernés par le compostage individuel. L'objectif de ce projet consiste donc à accompagner les habitants à mettre en place et à suivre un site de compostage semi-collectif. Il a été porté par l'association Madeleine environnement qui souhaite aller au-delà des programmes de sensibilisation en gérant des projets concrets et participatifs. Le projet de Noailly a d'ailleurs servi de base à l'élaboration d'un guide pour la mise en place participative d'un compostage collectif.

Objectifs

À court terme : sensibilisation à la pratique du compostage, de manière individuelle ou semi-collective

À moyen terme : mise en œuvre concrète et gestion quotidienne, par les habitants, d'un site de compostage semi-collectif

À long terme : rendre les citoyens conscients de leur savoirs et savoir-faire en matière de compostage afin qu'ils se positionnent comme référents pour reproduire ce type de réalisation sur d'autres communes

🕒 La vie du projet

Janvier 2012 : rencontre et concertation avec les partenaires locaux du projet ; présentation du projet en conseil municipal

Février 2012 : présentation du projet aux habitants

Mars 2012 : réunion publique d'information, élargie aux villages voisins et ateliers sur le compostage ; interventions dans toutes les classes de l'école maternelle et primaire sur le compostage et mise en place d'un lombricomposteur dans la classe de maternelle

Avril 2012 : réunion participative, en présence de la presse locale, pour décider de la mise en place d'un composteur collectif (localisation, fonctionnement et gestion du composteur et outils associés), distribuer les « bio-seaux » et réfléchir à l'achat d'un broyeur et à la mise en place de séances de broyage

Avril 2012 : réalisation de panneaux explicatifs sur le fonctionnement du site de compostage collectif, inauguration du site et atelier de broyage

Mai 2012 : fête des voisins autour du site de compostage et fête du compost (atelier broyage et spectacle éducatif sur le jardin et le compostage)

Juin-Juillet 2012 : ateliers publics de gestion et de retournement du compost

Septembre 2012 : réunion participative bilan intermédiaire

Novembre 2012 : atelier compostage et broyage

Décembre 2012 : réunion bilan du projet

Février 2013 : interventions pédagogiques au centre de loisirs périscolaire pour appropriation de la gestion du site

Avril 2013 : parution d'un guide technique et méthodologique de mise en place du compostage collectif en milieu rural, envoyé à toutes les collectivités locales de la Loire et disponible sur le site Internet de l'association.

🕒 Comment se passent les réunions et les animations ?

Valérie Suter, éducatrice environnement - chargée de projets à Madeleine Environnement, raconte...

Réunion de présentation du projet aux habitants (février 2012)

Pour cette première réunion, j'ai préparé la salle avec l'élu(e) de Noailly qui était à l'origine de la

demande. On avait mis en place une vingtaine de chaises à un bout de la salle (immense) et, entre l'entrée et les chaises, disposé des tables avec un composteur, du compost, des petites bêtes (la faune des décomposeurs) dans des boîtes

loupes, un thermomètre à compost, des outils spécifiques pour retourner le compost, des panneaux et des livres sur le compostage...

Nous accueillons ensemble les arrivants puis nous discutons avec eux autour des objets exposés. Ce sont des choses que les gens peuvent toucher, prendre en main, ce qu'ils font spontanément.

Au bout d'un quart d'heure, je présente un diaporama avec les objectifs du projet et comment on allait procéder en termes de prise de décision et de participation du public. Je les interpelle par des questions sur leurs pratiques de compostage et en leur demandant leur avis : il s'agit pour moi de récolter les premiers ressentis de façon très simple, au cours de la présentation.

Puis on dérive sur les règles du compostage, mais tout en continuant à parler de leurs propres expériences, afin qu'ils puissent s'appuyer dessus. Je précise qu'on a mis ce projet en place pour que d'autres gens puissent composter mais aussi pour donner plus d'information sur le compostage et permettre à ceux qui l'ont mis en place de le faire mieux fonctionner... Ils me répondent vite que ça va être compliqué de faire participer les gens à Noailly.

On termine cette première rencontre en annonçant les prochaines étapes : la réunion publique d'information et les ateliers sur le compostage programmés à la suite, en mars. Puis on échange autour d'un verre de l'amitié en retournant voir les petites bêtes, les outils, le compost... Je sens que les personnes l'observent avec un autre regard après avoir entendu tout ce qui s'est dit : par exemple, ils cherchent la trace des déchets bruns dont la présence est indispensable pour que ça ne sente pas mauvais...

C'est sur les ateliers pratiques que j'ai vraiment le sentiment d'accompagner le changement : lors de l'inauguration du site où on démarre le composteur avec eux, puis lors des ateliers où on fait des choses concrètes sur le site : compost, broyage, retournement... C'est à ce moment-là que le message passe le mieux.

Ateliers publics de gestion et de retournement du compost (juin-juillet 2012)

Les ateliers sont annoncés par article de presse, affichage dans le village et publipostage aux habitants de Noailly. Mais les participants viennent plutôt des villages alentours, en particulier des élus communautaires qui cherchent à mettre ça en place dans leurs villages. Ce sont des ateliers de sensibilisation au compostage où le site est utilisé comme support. Ils portent sur l'entretien d'un compost, et permettent en même temps de réaliser l'entretien effectif du site de compostage. On apporte toujours le même matériel : des livres sur la maturation du compost, des outils de retournement, un thermomètre à compost, un hygromètre... Je commence par expliquer le fonctionnement du site et rappeler le cadre dans lequel se déroule le projet. Puis on ouvre le composteur, on regarde le compost (son aspect, la présence de champignons et de petites bêtes...) et on fait un diagnostic ensemble. On rappelle ce qu'on peut mettre dans un composteur et on précise qu'il faut un équilibre des apports entre déchets bruns et secs et déchets verts. On insiste sur le fait que le compost doit être humide et aéré, d'où la nécessité de bien le brasser après chaque apport pour que l'air y rentre.

L'atelier se déroule ensuite de manière collaborative, sous forme d'échange permanent autour des bonnes pratiques de chacun. Les gens me demandent par exemple pourquoi je mets beaucoup d'orties, et on parle du fait que ce sont des activateurs biologique. Mais j'apprends aussi des choses des participants : les gens qui ont 70 ans et ont composté toute leur vie en savent plus que moi !

Chacun participe selon ses possibilités : 4 ou 5 pelletées chacun ou encore un petit apport d'eau pour les personnes très âgées qui ne peuvent pas retourner le compost à la fourche.

● Éléments d'évaluation - Résultats obtenus

Environ 200 personnes différentes (1/3 adultes, 2/3 enfants) ont été concernées par une activité du projet, soit 25% de la population de Noailly. Sur les manifestations, on a remarqué la venue de beaucoup de jeunes parents, dont l'intérêt a sans doute été éveillé par les animations que leurs enfants ont eues dans les écoles. 60 bio-seaux ont été distribués (soit 1 foyer sur 7).

Aujourd'hui, les personnes investies dans le projet continuent à composter, mais de façon individuelle, chez elles.

Le site de Noailly vivote et semble avoir une utilisation limitée, car après la fusion de la communauté de commune (12 000 habitants) à Roannais Agglomération (100 000 habitants), cette dernière s'est déchargée de la gestion des composteurs partagés aux mairies, plutôt insatisfaites de récupérer ce dossier sans enveloppe financière à la clé.

De plus, aucun habitant, même parmi les plus investis dans le projet, n'a souhaité devenir officiellement référent du site pour être un relais entre les habitants et l'association. Et ce malgré de nombreuses relances et campagnes à base de flyers « wanted : personnes relais locaux compostage ». Au final, c'est le centre de loisirs, qui a bénéficié d'interventions pédagogiques sur le compostage, qui avait projeté de s'en occuper. Malheureusement, il a fermé depuis.

Néanmoins, d'autres sites collectifs ont été mis en place dans les villages alentours à partir de 2013 : plus de 7 sites de compostage partagé ont ainsi été créés sur l'ouest roannais.

En 2014, l'association Madeleine environnement a été missionnée par la nouvelle collectivité Roannais Agglomération (100 000 habitants) pour effectuer le suivi des sites de compostage collectif, en partenariat avec la technicienne en charge des déchets, avec qui nous travaillions déjà sur l'animation de ces sites.

● Moyens financiers et humains

- Budget global de cette action : environ 14 000 €
- Origine du financement : Région Rhône-Alpes 80% (appel à projet), communauté de communes (mise à disposition des bacs de compostage et du technicien), mairie de Noailly (aide technique des agents) ; autofinancement
- Moyens humains : 45 jours de chargée de projet

Contact

Valérie SUTER

Éducatrice environnement - chargée de projets

Madeleine Environnement

Saint-Haon-Le-Châtel (42)

Tel/fax : 04.77.62.11.19.

www.madeleine-environnement.fr

madeleinenvironnement@yahoo.fr

Composteur de quartier, site Sully

Association Compostri (44) – 590 000 habitants (Nantes Métropole)

Partenaires : Myriame Auger et Antoine La Plane, habitants porteurs du projet ; l'équipe de quartier Malakoff-Saint-Donatien, les services des espaces verts (SEVE) et urbanisme de la Ville de Nantes ; le Pôle de proximité et le Service des déchets de Nantes Métropole ; la mission Plan Climat Energie Territorial (PCET) – Agenda 21 de Nantes métropole

Public visé : habitants du quartier de Sully à Nantes

Thème abordé : compostage

Date/durée de l'action : novembre 2013 à octobre 2014 : mise en place du projet (11 mois). Depuis, le composteur est toujours en fonctionnement.

Contexte et histoire du projet

L'association Compostri accompagne les habitants de la métropole nantaise dans la mise en place de composteurs collectifs au sein de leurs quartiers. Elle organise pour cela des réunions publiques à raison d'une par mois pour informer les habitants intéressés sur la pratique du compostage partagé et leur proposer un dispositif d'accompagnement. Elle travaille en étroite collaboration avec les services techniques, mais aussi les services de relation avec les quartiers et de développement durable de Nantes métropole.



© Compostri

Ici, les 2 habitants porteurs du projet avaient tous les deux pour motivation de valoriser leur matière organique près de chez eux. Habitant en appartement en plein centre-ville, ils souhaitaient découvrir comment un tel projet pouvait se mettre en place. Alors qu'ils étaient voisins, ces deux habitants ne s'étaient jamais rencontrés avant leur venue à la réunion d'information organisée par Compostri.

Objectifs

- Valoriser la matière organique et sensibiliser à la pratique du compostage en ville
- Créer un espace de convivialité et de rencontre
- Permettre aux habitants d'investir l'espace public autour d'un projet collectif

● La vie du projet

Novembre 2013 : des habitants du quartier de Sully contactent Compostri (ils ont entendu parler de l'association et souhaitent en savoir plus)

Mi-novembre 2013 : participation à une des réunions d'information organisée par Compostri

Décembre 2013 : Compostri informe l'équipe de quartier du projet sur le secteur concerné

Février 2014 : Compostri organise une rencontre avec les habitants motivés ; les habitants rencontrent les petits commerçants du quartier pour relayer l'information, dont le gérant du bar-restaurant et l'association de quartier Amical Sully qui souhaitent participer à cette démarche

De février à mars 2014 :

- Phase technique menée par l'équipe de quartier et les services de la Ville de Nantes (pôle de proximité) : choix des emplacements potentiels, détermination de la faisabilité (projet urbain...) et définition des échéances possibles
- Réunion d'information et de mobilisation des habitants et témoignage d'autres sites de compostage (affichage, boitage, relais auprès des associations du quartier, pot offert), explication du fonctionnement (adhésion collective, soutien de la Ville...)
- Interventions lors du printemps des voisins le 23 mai et du vide-grenier du quartier le 15 juin
- Présentation et validation du choix de l'emplacement avec les participants identifiés ; détermination de la taille du composteur à installer par Compostri en fonction du nombre de foyers intéressés ; présentation du projet global lors de réunions de quartier pour les services techniques

De juin à septembre 2014 :

- Aménagement de la place (enlèvement du banc, de la cabine téléphonique, déplacement du garage à vélo...) par les services de la Ville ; travaux sur le lieu choisi, préparation du terrain et évolution de cet espace, approvisionnement en broyat (déclaration de travaux effectuée par la Ville)
- Mise en place d'une convention d'usage (convention cadre existante avec la Ville de Nantes) entre les habitants et Compostri
- Planification de la date d'installation et de mise en route du composteur collectif ; distribution des bio-seaux et des consignes succinctes de tri aux participants

4 octobre 2014 : Installation avec les services techniques, quelques habitants et Compostri

Octobre 2014 : formation des référents de sites ; mise en route et organisation des « rendez-vous du compost » avec le bar et une association de cuisine

Décembre 2014 : premier retournement du compost ; temps de bilan (observations, ajustements, nouvelles consignes...) et occasion de boire un pot au bar qui participe au projet

Mars 2015 : second retournement du compost (tout fonctionne)

Mai 2015 : première distribution du compost

● Comment se passe l'accompagnement du projet ?

Léa Lacrampe, responsable projet, animatrice et maître composteur, raconte...

Lors de nos réunions mensuelles nous accueillons des habitants qui souhaitent lancer un projet de compostage dans leur quartier, copropriété... chacun présente son projet et dit comment il veut être accompagné et quelles sont ses échéances. On décrit les différentes étapes (choix du lieu, information des voisins, soirée de lancement du projet...). On prévoit un témoignage sur une expérience similaire qui s'est bien passée. Dans ce cas, les personnes voulaient que cela se mette en place rapidement. Nous avons donc convenu que je prendrais contact avec les services de la Ville pour identifier tous ensemble les lieux potentiels sur le quartier.

A chaque fois que j'ai des échanges mails relatifs au projet je mets tout le monde en copie, les porteurs de projet sont toujours destinataires, je ne les laisse jamais en situation d'attente sans savoir. On explique les évolutions, les éventuels contretemps rencontrés... Ils sont partie prenante.

Une fois le composteur partagé installé, les habitants s'inscrivent à tour de rôle pour aller l'ouvrir une fois par semaine. On appelle ce temps « les rendez-vous du compost ». Selon les sites, les gens vont s'inscrire sur un outil informatique de type « Doodle » ou remplir un calendrier papier qui reste sur le lieu du composteur partagé. Chaque famille qui s'inscrit adhère au site de compostage (entre 1 et 5 euros par an, ici c'est 2 euros par an). Cela nous permet de connaître le nombre de familles inscrites et qu'elles puissent payer une adhésion collective à l'association Compostri (50 euros par an). Celle-ci couvre la mise à disposition du composteur, l'accompagnement technique à la mise en place et au suivi du compost, l'assurance des habitants qui utilisent le composteur et la vie du réseau des composteurs : une rencontre par trimestre, où

en moyenne une vingtaine de référents de site et guides composteurs sont présents.

Sur le site, il faut ouvrir le cadenas, soulever le couvercle du composteur et enlever la petite bâche de protection. Chacun apporte son biosceau, dépose ses déchets fermentescibles et mélange avec un croc (griffe). Il y a 3 bacs : un premier pour le broyat (bois broyés), un second pour les apports volontaires et un troisième dédié à la maturation du compost avant récupération. Chaque site s'organise comme il le souhaite : certains vont compter les biosceaux ou les foyers participants, d'autres non.

Pour les personnes qui viennent pour des raisons exclusivement environnementales, ces « rendez-vous du compost », qui ont une dimension sociale évidente, peuvent être vécus comme une contrainte. Il est donc important que ce soit flexible, on voit ensemble ce qui marche et ce qui marche moins (horaire, durée...). De septembre à mai, c'est plutôt le samedi en fin de matinée et ça dure environ une heure. En soirée, il y a la contrainte de la luminosité (lampadaire nécessaire à proximité, les personnes âgées ne vont pas sortir le soir...). A partir du passage à l'heure d'été, les « rendez-vous du compost » sont calés un soir de la semaine : il fait jour, c'est agréable et cela évite d'être bloqué pour partir en week-end. Ils sont aussi ponctués par des temps fort comme le retournement du compost (du second bac vers le troisième bac) tous les 3 mois et la distribution du compost en fin de cycle.

Ces lieux restent des espaces ouverts qui contribuent à la vie du quartier. Ces rendez-vous conviviaux permettent de créer du lien entre les personnes d'un même composteur (il y a des entraides qui se mettent en place comme la garde d'enfants) et entre les différents sites de compostage (par système de parrainage).

Certains sites fêtent les anniversaires de la mise en place du composteur... cela peut aussi être l'occasion d'organiser ou de relancer la fête du quartier ou la fête des voisins !

● **Éléments d'évaluation - Résultats obtenus**

Le projet est réussi car le site de compostage collectif a été mis en place, il mobilise plus de personnes que prévu, « les rendez-vous du compost » fonctionnent bien et lors du retournement, il y avait du monde et de la convivialité.

Suite au premier porte-à-porte, réalisé par les habitants moteurs accompagnés d'une personne de Compostri, une vingtaine de foyers a été mobilisée. Quelques mois plus tard ce sont 36 foyers qui souhaitent utiliser cet équipement collectif.

Plus de 75% des personnes ne compostaient pas avant le projet et étaient loin de cette pratique.

Le projet a permis au gérant du bar restaurant du quartier, qui participe au compostage, de réactiver une idée qu'il a depuis longtemps pour le mur contre lequel est aujourd'hui accolé le composteur partagé : réaliser avec les habitants, encadrés par un professionnel, une grande fresque pour raconter l'histoire du quartier. Ce projet n'était pas arrivé jusqu'à l'équipe de quartier il y a 4 ans. Sa mise en œuvre va tout à fait dans le sens de la réappropriation d'une esthétique du quartier.

● **Moyens financiers et humains**

- Budget global de cette action :
Composteur et petit matériel (cadenas, griffe, fourche, arrosoir) : 2 500 €.
Travaux d'aménagement : 8 000 € (coût exceptionnel, lié aux travaux déjà programmés par la Ville sur le lieu, réalisés à l'occasion de la mise en place du composteur). En général, la préparation du sol qui va accueillir le composteur ne coûte rien, si ce n'est du temps.
Gestion projet (dont animation) : 2 500 € (temps des salariés de Compostri)
Communication, pot... : 200 €. **Suivi du site et animation : 1 500 € par an.**
- **Origine du financement** : Service déchets de Nantes Métropole (subvention d'investissement et de fonctionnement). Action soutenue par la Ville de Nantes sur la partie animation/lien avec les habitants.
- **Moyens humains** : 4 salariés mobilisés soit 1,5 ETP / an pour 25 projets (accompagnement à la mise en place, suivi des sites et animation du réseau des bénévoles : référents et guides composteurs).

Contact

Léa LACRAMPE, remplacée par **Vincent LEGALL**
responsables projets / animations et maître composteur
Association Compostri (Nantes - 44)
Tél. : 09 82 45 22 21
vincent.legall@compostri.fr
<http://www.compostri.fr/>

Tuper'turbes ta poubelle

Syndicat Mixte du Pays Thouarsais puis Communauté de communes du Thouarsais (79) – 36 000 habitants

Partenaires : Graine Poitou-Charentes ; Association la Colporteuse

Public visé : habitants du Thouarsais, en particulier ceux qui ne viennent pas sur les manifestations écologiques

Thème abordé : gestes de prévention des déchets

Date/durée de l'action : 1 animation de 2h environ par trimestre, soit 8 depuis 2012

Contexte et histoire du projet

Le Syndicat du Pays Thouarsais (qui a intégré la Communauté de communes du Thouarsais depuis 2014) s'est engagé en 2009 dans un Programme Local de Prévention des Déchets ayant pour objectif de diminuer la production de déchets ménagers de 7% par habitant d'ici 2014. Dans ce but, la collectivité a cherché à cibler tout type de public, en particulier les personnes qui ne se déplacent pas sur les événements « grand public », et a décliné diverses actions, telles des rencontres sur un format d'animation d'un tout nouveau genre. La collectivité propose ainsi de se rendre au domicile d'un habitant intéressé qui reçoit un groupe de personnes proches (amis, voisins, famille...) afin de leur faire découvrir les thématiques du compostage, du réemploi d'objets, de l'éco-consommation et du tri. Les animatrices ont créé à cet effet un jeu de société pour aborder ces thèmes de façon ludique et conviviale. Elles ont sollicité les savoir-faire de deux structures partenaires pour aboutir à une formule la plus pertinente possible : le Graine Poitou-Charentes pour travailler sur la posture d'animation dans cette configuration nouvelle d'intervention et l'association La Colporteuse pour réaliser le test de la première session. Une moyenne de 7 personnes par rencontre est recherchée afin de créer une cohésion de groupe et d'encourager les échanges entre les participants. L'existence d'une charte d'engagement formalise et encadre le partenariat entre l'accueillant et la collectivité, représentée par l'animatrice.



Objectifs

- Partager avec des habitants un moment convivial autour d'une animation originale.
- Échanger sur les questions liées à la réduction et au tri des déchets, au jardinage

écologique, au réemploi, à l'éco-consommation...

- Apporter des connaissances sur des gestes simples et faciles à adopter

● La vie du projet

- Réflexion sur le concept puis le format des rencontres : de mai à juin 2012
- Partenariat avec La Colporteuse pour co-organiser la première rencontre : juillet 2012
- Création du jeu (plateau, questions, cartes postales d'engagement) : de septembre à novembre 2012
- Prestation de formation-action par le GRAINE Poitou-Charentes pour aider l'équipe à concevoir et mettre en œuvre l'animation : septembre 2012
- Décision du nom définitif : septembre 2012
- Conférence de presse : novembre 2012
- Première rencontre (pendant la Semaine de Réduction des Déchets) : 23 novembre 2012
- Réunion bilan : décembre 2012

● Comment se passe une séance ?

Sonia Deveaux, animatrice à la Communauté de Communes du Thouarsais, raconte...

J'arrive au domicile de la personne « hôte » une demi-heure avant les autres invités. J'organise l'espace en installant le jeu sur une grande table et, dans un espace à part (table basse...), des objets insolites comme des autocollants « Stop Pub », une couche lavable, un gobelet réutilisable ainsi que des photos ayant pour vocation d'interpeller les personnes (photos de Peter Menzel sur des familles du monde entier, présentées dans l'outil pédagogique « A Table ! » édité par le CRDP Lorraine).

Quand les invités arrivent, c'est la personne « hôte » qui les accueille. Je suis en retrait, je les salue seulement et propose aux gens intrigués par l'étalage des objets et des photos de prendre le temps de les regarder.

Lorsqu'ils ont fini, je leur propose de s'installer autour de la table de jeu. Je me présente, j'explique qui je suis, ma structure, pourquoi je suis là et ce que je leur propose de faire durant cette soirée. Je précise qu'il s'agit d'un jeu, qu'il va durer 1h30 et se dérouler dans la convivialité. Je

leur demande alors de constituer deux équipes et leur explique les règles en présentant le plateau et les différentes catégories de questions.

Le jeu s'inspire du principe du « Trivial poursuit » avec des questions et des « défis », à la différence qu'on change systématiquement d'équipe après chaque question. Les défis sont au nombre de 6 et les équipes les relèvent en même temps :

- « Jardinage/compostage » : classer trois bacs de compost selon leur stade de maturité ;
- « Ré-emploi/réutilisation/réparation » : recoudre un bouton ;
- « Faire soi-même » : une lessive à base de savon de Marseille ;
- « Tri » : mettre des déchets dans les bonnes poubelles identifiées par des pictogrammes ;
- « Achat responsable » : ranger correctement des aliments avec des pictogrammes dans un réfrigérateur ;
- « Insolite » : identifier un objet insolite en lien avec la réduction des déchets (ex : mini-gourde de compote lavable).



A l'issue du jeu, je propose à chacun d'adopter un geste et de le noter sur une carte postale que je leur distribue. S'ils n'ont pas d'idée ou l'air perdu, je les aide en leur proposant un geste que nous avons fait ensemble au cours d'un défi. Comme la plupart des personnes ont pris des notes sur un petit carnet distribué en début de partie, elles savent le plus souvent ce qu'elles veulent choisir. Le compostage ou la lessive faite maison sont assez prisés. La discussion continue après le jeu, autour des cartes postales.

Dans le déroulé du jeu, un échange se crée parfois entre les participants autour d'une question. Si les échanges deviennent tout à fait hors sujet, je ramène alors au jeu en proposant la question suivante. Je suis attentive aux signes de lassitude, et je garde la possibilité de faire évoluer les règles pour accélérer les choses si besoin. Je propose par exemple que toutes les cases deviennent des cases « défis ». Le jeu s'arrête une fois que tous les défis ont été réalisés. On compte alors les points.

Enfin, je remercie l'accueillant et les participants, je prends les coordonnées de chacun et leur propose de recevoir cette animation chez eux. Mais pour le moment, les personnes ayant participé à ces sessions, bien qu'ayant apprécié le moment partagé, n'ont pas souhaité les réaliser chez elles par la suite. Puis je m'éclipse laissant alors la possibilité aux échanges de se poursuivre sans moi.

🕒 **Éléments d'évaluation - Résultats obtenus**

Cette animation a touché 63 personnes depuis 2012. Les seuls retours obtenus sont ceux des personnes accueillant l'animation, que ce soit des responsables de groupes constitués ou des particuliers. Ils indiquent un renforcement des pratiques allant déjà dans le sens d'un effort de réduction : ils trient mieux et plus (l'animation semble être utile pour clarifier les consignes de tri), essaient de réduire les emballages ou d'utiliser davantage de produits ménagers à base de vinaigre blanc et de bicarbonate. Pour un élu en charge d'un groupe en structure hospitalière, l'animation a contribué à un plus grand investissement sur ce thème par la suite : il s'est inscrit dans la commission « déchets » de la communauté de communes.

🕒 **Moyens financiers et humains**

- Budget global de cette action : plateau de jeu + outils techniques = 300 €
- Origine du financement : partagé entre le service déchets ménagers (prévention) et le service énergie-climat.
- Moyens humains : 140 heures de mise en forme de l'outil

- 1 chargé de communication pour la création des visuels
 - 1 animatrice pour les rencontres
- Pour l'animation 10 à 12 heures par an pour 4 animations

Contact

Sonia DEVEAUX

Animatrice éco-gestes, tri / prévention des déchets

Communauté de Communes du Thouarsais (Thouars, 79)

Tel : 05 49 66 68 68

sonia.deveaux@thouars-communaute.fr

*Cette action est présentée dans une fiche de la base OPTIGEDE
(<http://www.optigede.ademe.fr>) qui a servi de source pour certaines rubriques.*

Ateliers éco-consommation adultes

CEDER (Centre pour l'Environnement et le Développement des Énergies Renouvelables), reconnu Espace Info->Énergie par l'Ademe et les Régions Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Partenaires : CCAS de Camaret-sur-Aigues (84) – 2 652 habitants

Public visé : groupe d'adultes du CCAS pratiquant différentes activités manuelles, entre 12 et 20 personnes selon les ateliers

Thèmes abordés : récupération d'emballages et « faire soi-même »

Date/durée de l'action : 5 ateliers de 2h30 chacun de juillet 2012 à juin 2013

Contexte et histoire du projet

Le CEDER est un partenaire régulier des actions en faveur de l'environnement de la commune de Camaret-sur-Aigues, engagée depuis plusieurs années dans la démarche d'Agenda 21. En 2011, elle a sollicité le CEDER pour l'organisation d'une « Semaine de l'énergie » afin de sensibiliser à l'éco habitat et aux économies d'énergie dans l'habitat, avec une mobilisation importante des élus, citoyens, associations, institutionnels. La commune a ensuite œuvré pour des aides en faveur de l'habitat (construction, énergies renouvelables, rénovation) et réalisé, avec le CEDER, un guide de la démarche d'éco construction et d'éco rénovation.



© CEDER

Une dynamique d'ateliers s'est aussi engagée avec la chargée de mission précarité du CEDER pour des publics en difficulté sur le thème des économies d'énergie (animations autour d'éco gestes sur l'énergie). Ces ateliers s'inscrivaient dans une démarche globale issue d'une volonté politique forte qui souhaitait s'adresser aussi à un public plus modeste, pas forcément propriétaire de son logement mais prêt à s'investir. C'est dans la poursuite de ces ateliers qu'a pris forme le projet autour de l'éco consommation avec l'atelier d'adultes du CCAS.

Objectifs

- Sensibiliser à l'environnement et aux déchets
- Proposer des actions « changement de comportement » dans une démarche d'Agenda 21

- Mobiliser les citoyens autour d'actions simples et concrètes en donnant une deuxième vie aux déchets
- Permettre à chacun, notamment les citoyens les plus modestes, de s'investir et d'agir à son niveau
- Faire connaître le CEDER comme acteur local en faveur de l'environnement

● La vie du projet

Juillet 2012 : visite guidée d'une exposition de sensibilisation autour de l'éco consommation animée par le CEDER auprès d'élus et de citoyens, à l'occasion de la présentation de l'Agenda 21. Une demande d'animations autour du changement de comportement dans les gestes de tous les jours émerge alors du service communication et du CCAS qui travaille avec un groupe d'adultes.

Octobre 2012 : première rencontre avec le groupe et choix de l'atelier (fabrication de sacs en emballages cousus, en lien avec la pratique du patchwork par le groupe lors d'ateliers couture).

Décembre 2012 : atelier « furoshiki » (fabrication de sacs temporaires ou emballages cadeau avec un carré de tissu selon des techniques traditionnelles japonaises).

Avril 2013 : atelier produits ménagers (fabrication de 6 produits différents à partir de produits de base tels que vinaigre d'alcool, bicarbonate, sel, savon de Marseille, cendres de bois, huile d'olive, citron et huiles essentielles).

Juin 2013 : atelier cosmétiques naturels (fabrication de 4 produits différents : gel antibactérien pour les mains, dentifrice, baume à lèvres et gommage au rhassoul).

● Comment se passe une séance ?

Perrine Dyon, responsable de projet éco consommation et communication au CEDER, raconte...

Le premier atelier a eu lieu au mois d'octobre. Il a été annoncé lors de la session précédente et par une affichette. J'arrive donc lors d'un atelier couture, pour présenter l'atelier fabrication de sacs avec des emballages. La responsable du CCAS est présente, ainsi qu'une adhérente du CEDER venue avec moi pour m'aider dans l'animation du groupe.

J'avais amené une mini exposition, avec beaucoup de documentation, des sacs de démonstration, du matériel... pour permettre aux participantes de voir dans quel contexte elles allaient évoluer. J'installe tout ça avant

l'arrivée des dames du groupe. Puis celles-ci arrivent, installent les machines à coudre et l'animatrice du CCAS leur présente la démarche et le CEDER, en expliquant qu'on faisait des choses un peu différentes mais qui collaient bien avec ce qu'elles avaient l'habitude de faire. Je commence par une présentation un peu plus institutionnelle du CEDER qui dure 15 à 20 minutes : nos missions, nos activités, nos événements comme la grosse foire biologique qu'on organise, nos guides qu'elles peuvent emmener, notre publication régulière... La salle est installée en mode conférence, les dames me font face, les



bras croisés. Je leur présente alors le domaine de l'éco consommation en m'appuyant sur la mini exposition et en essayant de les faire réagir. J'appuie sur le « éco » avec le renvoi vers « économique » et « écologique », et sur « consommation » pour leur montrer que ça réfère à des gestes de tous les jours et que derrière les gestes de consommation d'un produit il y a l'énergie, le transport... Je décline toutes les thématiques qu'il y a derrière la consommation et ensuite je leur demande ce qu'elles font déjà. Il y en a qui osent parler et d'autres moins. J'essaie de rebondir sur leurs propos et de les valoriser, en disant qu'elles font déjà des choses bien et en demandant si elles ont d'autres choses à partager.

Pour finir, avant de passer à l'atelier proprement dit, je leur fais un petit cadeau : je leur donne soit un calendrier des fruits et légumes de saison qu'on a réalisé avec le réseau (c'est un magnet à mettre sur le frigo), soit un petit guide sur l'éco consommation qui présente le thème de façon ludique avec des jeux, des devinettes, des blagues, des BD... J'insiste sur le fait que je ne le donne pas à tout le monde, que je ne le remets que de la main à la main et je leur dis que ça leur permettra de découvrir l'éco consommation et de jouer avec leurs enfants, leurs petits-enfants, leurs proches...

Puis je les invite à passer dans la salle d'à côté, où les machines sont installées. On rentre dans le pratico-pratique, je leur dis que les déchets peuvent avoir une deuxième vie et qu'on va faire

des sacs avec des emballages. Je leur présente les différents types d'emballages dont on va se servir, je leur dis lesquels vont être les plus faciles à coudre, lesquels vont le mieux tenir. Je leur explique les petites astuces qu'on a trouvées pour éviter que ça se déchire trop facilement. Je leur montre les premières étapes pour commencer à fabriquer le sac. Puis elles vont fouiller pour choisir le modèle de leur sac et les emballages qu'elles souhaitent travailler.

Avec l'adhérente on tourne sur les postes pour voir où elles en sont, les conseiller techniquement sur la réalisation et répondre aux questions qu'elles se posent. On attend que toutes aient fini leur sac, puis un goûter est proposé au cours duquel les échanges continuent et où tout le monde montre ses réalisations. Ensuite il y a le rangement du matériel, qui est aussi un temps où certaines demandent des derniers conseils pour finir seules.

Je leur propose de prendre des documents si elles en ont envie, pour garder une trace de ce dont on a parlé et de ce qu'on a fait à cet atelier. Il y a la plaquette de l'association, des programmes avec les prochains événements : stands, visites, conférences, foire biologique... Je leur dis qu'on peut s'y retrouver, qu'il y aura d'autres ateliers, pour donner une suite, un prochain rendez-vous, pour montrer que les changements de comportement peuvent aller plus loin que ce qu'on a vu aujourd'hui.

Je conclus en leur demandant ce qu'elles ont retenu de l'atelier, pour essayer de faire une synthèse et qu'elles aussi aient des mots à mettre sur ce qu'elles ont fait. À la fin, les réactions sont enthousiastes : il y a de grands sourires, elles disent : « c'était super, j'adore, j'ai plein d'idées, je vais mettre des emballages de côté, je vais demander autour de moi de le faire. » Les gens sont très contents qu'on leur montre quelque chose qu'ils peuvent faire et de repartir avec quelque chose qu'ils ont fait eux-mêmes.

🕒 Éléments d'évaluation - Résultats obtenus

Le fait de fabriquer ensemble des sacs en produits de récupération a permis aux participantes de s'autonomiser sur cette activité et leur a donné l'envie de la poursuivre par elles-mêmes, ce que nous avons pu constater au cours des ateliers suivants quand elles ont amené leurs créations. Elles ont développé cette pratique au-delà de nos espoirs avec :

- des matières recyclées que nous n'avions pas abordées (sacs d'oreillers en plastique, échantillons de tissus récupérés par exemple) ;
- des cadeaux aux animatrices du CEDER sur des sacs très bien finis et très « pro » ;
- l'essaimage de la fabrication de sacs ou autres avec la famille (petits enfants, enfants...) ou amis proches ;
- la commande de sacs en emballages par les proches de certaines participantes aux ateliers.

Aujourd'hui l'action à Camaret-sur-Aigues est terminée et elle n'est pas reconduite par la nouvelle municipalité pour laquelle elle n'apparaît plus comme prioritaire. Mais cette expérience nous a permis de proposer des cycles similaires ou encore plus larges à d'autres partenaires (communes ou centres sociaux) qui ont très bien fonctionné également. Cette première action à long terme a vite fait du bouche à oreille et aujourd'hui, le CEDER est clairement identifié comme intervenant ou « formateur » de relais dans le changement de comportement et l'éco consommation. Une action à plus long terme devrait émerger d'ici l'automne avec la commune de Vaison-la-Romaine.

🕒 Moyens financiers et humains

- Budget global de cette action : 2 077 € (préparation, déplacement et intervention inclus : aujourd'hui ce serait un tiers plus cher car nous avons augmenté nos tarifs horaires qui étaient sous-estimés)
- Origine du financement : Commune de Camaret-sur-Aigues (pas de prise en charge possible sur notre plan d'action financé par l'Ademe, car hors région Rhône-Alpes)
- Moyens humains : 2 personnes : 6 jours d'une salariée + 1 jour d'une bénévole

Contact

Perrine DYON

Responsable de projet éco consommation et communication
CEDER

15 avenue Paul Laurens - 26110 NYONS

Avenue Gabriel Péri - BP 90 - 84110 VAISON-LA-ROMAINE

Tel : 04 75 26 22 53 ou 04 90 36 39 16

perrine.dyon@ceder-provence.org

Programme éducatif de prévention des déchets en Charente

Charente Nature (16) - Département de la Charente : 365 000 habitants

Partenaires : soutien technique et financier : Calitom (service public des déchets), GrandAngoulême, Conseil général de la Charente, Ademe ; partenaires pédagogiques : Centres sociaux...

Public visé : adultes, habitants de la Charente

Thèmes abordés : réutilisation, réparation, anti-gaspillage, faire soi-même

Date/durée de l'action : ateliers d'1h30 à 2h : programmation à l'année depuis 2009 ; Faites de la Récup : un week-end tous les 2 ans depuis 2010

Contexte et histoire du projet

Dès la mise en place du tri sélectif, dans les années 1990, l'association Charente Nature est impliquée sur la question des déchets, notamment par des animations en direction des scolaires. Dans le cadre de l'élaboration du 1^{er} Plan départemental de gestion et d'élimination des déchets ménagers et assimilés, les élus envisageaient la construction d'un deuxième incinérateur d'ordures ménagères, tandis que d'autres



© Sabine Duffault

projets controversés de centres d'enfouissement voyaient le jour. Partant du principe que « le meilleur déchet est celui que l'on évite », un petit groupe de bénévoles s'est alors mobilisé pour imaginer des alternatives. Avec une salariée, ce « groupe prévention déchets » propose depuis 2001 des actions auprès des habitants, impliquant les collectivités.

En 2005 et 2006, Charente Nature a organisé une manifestation d'envergure départementale sur la prévention des déchets : la « Journée de la Réparation ». Au fil du temps, il est apparu essentiel de créer un événement rassembleur, mais cette fois en proposant des animations sur tous les thèmes liés à la prévention : il a pris la forme d'une « Faites de la Récup ».

Parallèlement un programme d'ateliers est né en 2009 dans le cadre des actions menées auprès des centres sociaux. A l'occasion d'une expérimentation d'accompagnement d'un groupe d'habitants sur le thème de la prévention, l'association a commencé à travailler sur les produits ménagers et leurs alternatives. Un premier événement a été organisé sur le sujet avec des stands de démonstration, à la façon de la Faites de la récup, mais il semblait possible d'aller plus loin dans la démarche éducative avec un public captif. Des ateliers réguliers ont alors été mis en place dans le but de favoriser un changement de pratiques en mettant les personnes en situation d'expérimenter par elles-mêmes.

● Objectifs

- Permettre le changement de pratiques par l'expérimentation auprès d'un public adulte sur des thèmes de la vie quotidienne
- Faire le lien entre environnement, santé et économie (moins de déchets, moins de rejets toxiques, solutions moins onéreuses)
- Sensibiliser aux pièges de la consommation et apporter des alternatives
- Faire appel aux savoirs et savoir-faire des personnes et favoriser les échanges entre elles
- Connaître les acteurs impliqués dans la production des déchets

Pour la Faites de la Récup :

- Sensibiliser à la problématique de la gestion des déchets et faire connaître les acteurs de la prévention
- Permettre de découvrir des systèmes d'échange différents
- Apprendre et échanger des savoir-faire à travers des ateliers pratiques
- Favoriser les échanges entre les acteurs du territoire participant à la prévention des déchets (centres sociaux, écoles, associations, etc.)

● La vie du projet

Pour la Faites de la Récup :

Année N-1 :

- Le « groupe prévention déchets » évalue l'édition précédente (questionnaires, enquêtes, sondages), réfléchit à la programmation et identifie des partenaires potentiels
- Réunion avec les principaux partenaires pour définir les objectifs de la manifestation et recherche d'une commune d'accueil
- Rencontre avec la commune d'accueil et définition du partenariat

Année N :

- Réunions de programmation (3 par an) avec les principaux partenaires
- Réunions avec les bénévoles et partenaires pour organiser les interventions, répartir les tâches, accompagner les ateliers nécessitant une préparation, etc.
- Actions de communication (dépliants, média, conférences débats, etc.)
- Organisation de la logistique (salle, stands, matériel, restauration, etc.)

● Comment se passent les ateliers et la Faites de la récup' ?

Sylvie Caillaud, chargée de mission éducation à la prévention des déchets et au DD à Charente Nature, raconte...

Un atelier autour des produits ménagers :

Le jour de l'atelier, j'arrive en avance, accompagnée d'un membre du groupe de bénévoles, avec des caisses de produits ménagers qu'on pose sur une table. Il y a un

café, l'animatrice de la structure est présente, et le bénévole qui m'accompagne discute de manière informelle avec les participants pendant qu'on prépare. On prend le temps de débattre, c'est joyeux. Les gens regardent dans

les caisses, commencent à faire des réflexions sur les produits ménagers classiques et les pictogrammes de danger (agrandis au format A5) que j'ai posés à côté. J'ai une vingtaine de produits pour nettoyer la moquette, décaper le four, laver la salle de bain, la vaisselle, désinfecter, etc. De l'autre côté de la table, je pose le vinaigre blanc, le bicarbonate et la lingette microfibrés. Les gens commencent à parler de leurs pratiques, on les laisse échanger en restant neutre. Souvent, c'est l'animatrice de la structure qui invite les personnes à s'installer autour des produits. Ils sont entre 8 et 15 participants, parfois plus. Je me présente, le bénévole aussi, je présente Charente Nature (parfois avec un diaporama), le déroulé et l'esprit de l'atelier : on va expérimenter, fabriquer ensemble et réfléchir aux manières de faire autrement.

Ensuite j'invite les participants à découvrir l'étiquetage des produits : je leur demande d'en choisir un dans l'ensemble des produits classiques. L'idée c'est qu'ils apprennent à regarder au dos. Je ne leur demande pas de lire l'intégralité de l'étiquette mais de dire quelque chose qui les frappe. Quelqu'un décrit un pictogramme du produit qu'il a choisi : je lui demande si c'est le même que la reproduction agrandie que je montre à tout le monde. Je demande si d'autres personnes ont le même et s'ils connaissent sa signification. Puis je passe tous les pictogrammes en revue en les expliquant et en attirant leur attention sur « l'effet cocktail » des mélanges. Je fais attention à ne pas leur faire peur, et à ne pas être moralisatrice. Je préfère insister sur les pictogrammes et l'importance de déposer ces produits en déchetterie.

Après une discussion sur les dangers des produits, je leur demande s'ils ont des astuces pour les remplacer. Quand je sens que c'est le bon moment pour commencer à tester, je sors mon éponge pour aborder la question du



© Pierre FANTIN

nettoyage. J'ai à côté de moi une bassine d'eau avec du vinaigre, que j'ai remplie avant le démarrage de l'atelier. Je montre alors une première recette à base de bicarbonate et de liquide vaisselle, qui remplace déjà 4 ou 5 produits. J'en profite pour donner aux gens mes propres astuces, comme de mettre le bicarbonate en poudre dans une salière ou un pot d'épice.

Au début de l'atelier, c'est plutôt nous qui faisons les manipulations devant les personnes, avant de les inviter à les faire elles-mêmes : c'est important de commencer par présenter le bicarbonate et qu'ils puissent le voir, le sentir et le toucher, découvrir son aspect abrasif.

Puis je sors un tapis basique en polypropylène acheté en supermarché, que je salis tous les jours à mon bureau. Tout en plaisantant, je leur explique que nous allons faire des taches d'huile, de café, de vin et les détacher ensemble. Une personne vient ensuite tacher le tapis et je lui demande comment s'y prendre pour le détacher. La personne met du sel, du bicarbonate, de l'eau gazeuse. Puis je lui donne la lingette microfibrés, elle frotte et la tâche s'en va. En faisant eux-mêmes, ils comprennent qu'avec des produits de base comme le bicarbonate et le vinaigre blanc, on nettoie quasiment tout.

Pour terminer l'atelier, on fabrique ensemble un échantillon d'un produit que les participants pourront ensuite refaire chez eux. Je leur

précise que je leur donnerai un livret de recettes fait par l'association (A4 recto/verso en livret). Ce document permet de garder une trace et ils peuvent ainsi rester concentrés sur l'animation. Je ne le donne jamais au début de l'atelier, sinon ils ne sont plus attentifs.

Cette mise en pratique permet d'aborder les questions de mélanges et de quantités, qui reviennent souvent. Cela permet aussi de dédramatiser si on se trompe, car ces produits ne sont ni chers ni dangereux. J'ai préparé des bouteilles de bières en verre vides que j'ai nettoyées (j'ai enlevé l'étiquette) car le verre tient mieux sur une table que le plastique. Ils y versent le mélange de bicarbonate et de vinaigre avec l'entonnoir, on complète avec de l'eau et on leur donne un bouchon et une étiquette. Ils sont contents de repartir avec quelque chose qu'ils ont fait. Si j'ai le temps, je fais un tour de table pour recueillir leurs impressions et tenter d'évaluer si certains sont prêts à changer des choses chez eux.

La Faites de la récup :

La Faites de la Récup est un évènement qui mobilise bénévoles, salariés et partenaires sur 2 années de préparation. L'objectif est d'inviter les habitants à un évènement festif de 2 jours sur la thématique de la prévention des déchets... sans l'appeler comme tel ! L'idée est de proposer au public plusieurs ateliers pour tester de nouvelles pratiques en un même lieu et de faire connaître des acteurs de la prévention des déchets (associations, collectivités, centres

sociaux...).

Parmi la trentaine d'ateliers proposés en 2014 (Repair café, gratifieria, fabrication de bijoux en papier de récupération avec le centre social et une habitante, fabrication de jouets en matériaux de récupération avec l'association Ludamuse...), l'association « L'Esprit Claire » animait par exemple l'atelier mode. Les gens venaient avec des habits à relooker, l'animatrice avait apporté des tissus et tout ce qu'il faut pour accrocher, couper, coudre... et refaire un habit nouveau dans un ancien que les personnes ne voulaient plus.

Lors de la dernière édition de la Faites nous avons voulu permettre au public de faire davantage le lien entre les ateliers et la gestion des déchets. Pour cela, nous avons conçu avec les collectivités une animation spécifique. Sous un tivolì, nous avons posé sur une table des sacs noirs (de vraies poubelles), et nous les avons ouverts devant le public. Les animateurs (techniciens de collectivités) ont extrait des déchets des sacs et interpellé le public pour savoir si on aurait pu éviter de retrouver cet élément dans cette poubelle. Ils en profitaient pour expliquer qu'il existe des solutions en Charente (filiales), mais qu'elles sont sous-employées. C'est également l'occasion d'aborder la notion de gaspillage des ressources.

Sur chaque atelier, les personnes sont accompagnées par l'animateur dans leur expérimentation, nous pensons que c'est important ça permet de lever certaines craintes, de poser des questions, ça aide pour pouvoir remettre en pratique chez soi et ça donne du sens.

● **Eléments d'évaluation - Résultats obtenus**

- Ateliers : 200 personnes par an
- Faites de la Récup : 2 000 personnes en 2014 (¾ déjà sensibles et ¼ de curieux : habitants du lieu où elle se déroule, personnes venues pour la gratifieria (espace de gratuité)).

La 2^e Faites de la récup a fait l'objet d'un gros travail de mise en place d'outils pour vérifier l'atteinte de nos objectifs : charte pour les intervenants (appropriation de la

philosophie) ; questionnaire à destination du public, des intervenants et des partenaires pour mesurer les ressentis par rapport aux objectifs ; observation par des bénévoles de la participation du public dans les ateliers (éléments déclencheurs pour aller vers le changement de pratique) ; carte de répartition géographique des participants ; échanges au niveau de l'espace accueil sur le ressenti des participants ; caractérisation des déchets générés par la manifestation ; réunion bilan avec tous les intervenants. Un questionnaire en sortie de la « Faites » a montré que les participants se sentaient confortés dans leurs orientations vers une moindre production de déchets à l'issue des actions proposées. Les animateurs remarquent une évolution des questionnements d'une session à l'autre, de « comment trier » vers « pourquoi tant de déchets et comment en faire moins ? ».

● Moyens financiers et humains

- Budget global de cette action : Ateliers : 25 700 € en 2014 (pour 25 projets, incluant la création de démarches et d'outils pédagogiques) ; Faites de la Récup' : 55 700 € (sur 2 années)
- Origine du financement : Conseil Départemental de Charente, Ademe, Calitom, GrandAngoulême, Ville d'Angoulême, Région Poitou-Charentes
- Moyens humains : 1 chargée de mission pour les 2 projets (1 200 h/an soit 170 jours) ; bénévolat : 600 h/an (85 jours) pour la Faites de la Récup et 270 h/an (38 jours) pour les ateliers

Contact

Sylvie CAILLAUD

Chargée de mission éducation à la prévention des déchets et au Développement durable

Charente Nature (16)

Tél. : 05 45 91 89 70

scaillaud@charente-nature.org

<http://www.charente-nature.org>

Des poules pour réduire mes déchets

SYBERT (syndicat mixte de Besançon et de sa région pour le traitement des déchets - 25) – 230 000 habitants

Partenaires : Bureau d'étude Inddigo : accompagnement technique du projet ; Association TRI : stage de construction de poulailler en matériau de récup ; Couvoir comtois : producteur local de poules ; Musée des maisons comtoises : co-organisateur de la soirée bilan ; Diversions magazine : réalisation de la vidéo bilan ; La Madeleine PROUST : humoriste et marraine de l'opération ; L&M : création graphique

Public visé : Tous les habitants du territoire ayant un espace vert (rural comme urbain), plus ou moins sensibles à la réduction des déchets (16 foyers retenus)

Thèmes abordés : déchets fermentescibles, déchets verts et alimentation animale

Date/durée de l'action : préparation depuis novembre 2012 ; menée de l'opération : mars à juin 2013

Contexte et histoire du projet

Le SYBERT, Syndicat mixte de Besançon et sa région pour le traitement des déchets, s'est engagé dans un Programme Local de Prévention des déchets (PLP) depuis septembre 2010. En 2012, les communautés de communes et l'agglomération du territoire du SYBERT étaient sur le point de passer à la mise en place de la redevance incitative (au poids et/ou à la levée). Un des objectifs du SYBERT est de proposer aux habitants des solutions pour réduire le poids de leur poubelle et limiter ainsi le montant de leur redevance ordures ménagères. Inscrite au PLP parmi d'autres actions répondant à cette préoccupation, l'opération « des poules pour réduire mes déchets » proposait de remettre au goût du jour une vieille méthode pour valoriser ses déchets alimentaires. Il s'agissait de proposer à 16 foyers de s'engager dans une aventure très accompagnée pour réussir l'installation de poules dans leur jardin et de mesurer leur contribution à la réduction des déchets verts de la maison.



© Jack Varlet

Objectifs

- Communiquer largement sur les gestes de réduction des déchets par une action originale.
- Montrer que l'on peut réduire le poids de sa poubelle au travers de multiples gestes, tels l'alimentation animale.

● La vie du projet

Novembre 2012 : Création des supports de communication ; Réflexion sur le questionnaire de candidature ; Définition des critères de choix des foyers retenus ; Consultation pour l'accompagnement technique et contact avec un producteur local de poules (avec L&M, Inddigo et Couvoir comtois)

Janvier 2013 : Envoi du communiqué de presse ; Diffusion des affiches pour le « casting »

1^{er} mars 2013 : Choix des foyers retenus ; Rédaction charte d'engagement (avec Inddigo)

Mi-mars : Rencontre avec les familles ; Formation pour l'accueil des poules ; Stage de fabrication des poulaillers (avec Inddigo et l'Association TRI)

23 mars : Événement de lancement de l'opération avec distribution des poules (avec le Couvoir comtois et la Madeleine Proust) et début des pesées

Mai 2013 : Rencontre intermédiaire avec les familles lors d'une visite d'une exposition de poules

Juin 2013 : Recueil des pesées, bilan de l'action et événement de clôture de l'opération (avec le Musée des maisons comtoises et la Madeleine Proust) avec une omelette géante en présence des familles, élus et presse locale

● Comment se passent les premières rencontres ?

Elodie Geneste, chargée de communication au Sybert, raconte...

La première rencontre avec les foyers participants à l'opération, début mars, s'est tenue dans une salle mise à disposition par le grand Besançon, en présence de l'élu en charge de la prévention du Sybert, la personne du bureau d'étude qui nous accompagne, ma collègue responsable de la prévention et moi-même. Pendant les 3 heures de la réunion, une animatrice a proposé des animations autour de la prévention des déchets aux enfants des familles présentes.

Au début, un « accueil café » permet à chacun de se rencontrer, se présenter et commencer un échange informel entre familles autour de leurs motivations, leurs communes d'origine... Ensuite les personnes sont invitées à s'asseoir. Après une introduction de la réunion par l'élu présentant les objectifs du syndicat et les finalités de l'opération, je poursuis en expliquant

les missions de prévention des déchets auxquelles elle répond et en détaillant aussi les autres aspects de la prévention et les gestes qui y sont liés. C'est important car il n'est pas encore entré dans les mœurs que la réduction, c'est avant tout le déchet qu'on ne produit pas. Les gens pensent d'abord au tri pour réduire leurs déchets, ce que le sondage du démarrage a confirmé. On a donc amené un complément d'information sur les gestes permettant d'éviter la production de déchets en amont. On leur a également expliqué que l'opération « poules » se situe à la frontière entre réduction et valorisation : comme pour le compostage, on n'intervient pas en amont de la production du déchet, même s'il ne va pas dans la poubelle. On rappelle que cette action fait partie des solutions proposées pour maîtriser (voire réduire) le montant de la redevance incitative

mise en place pour le ramassage des ordures ménagères sur l'ensemble des collectivités dépendant du syndicat. Après un tour des questions, je laisse la parole à ma collègue de la prévention des déchets qui explique comment vont se passer les pesées, comment utiliser un peson avec la tare, comment bien remplir le fichier Excel... Puis le bureau d'études présente les aspects techniques de l'opération : les différents types de poules, comment les accueillir et bien s'en occuper, ce qu'on peut ou pas leur donner à manger, les maladies possibles, leurs prédateurs et comment les en protéger, le nettoyage du poulailler...

Une fois les présentations terminées, en fin de matinée, on convie les familles au déjeuner-buffet. On demande alors à chacun de passer derrière le bureau pour signer sa charte. Ma collègue et moi-même ainsi que le bureau d'études étions présents pour répondre aux questions que les gens n'avaient pas osé poser dans la salle. Beaucoup de personnes souhaitaient aller plus loin : avoir des références de livres, des plans pour fabriquer des poulaillers, des réponses techniques concernant l'accueil des poules... Pendant le déjeuner-buffet, les gens choisissaient de s'asseoir ou de rester debout, allaient les uns vers les autres... Avec ma collègue et le responsable du bureau d'études, on faisait le tour des groupes pour savoir si tout allait bien, s'ils savaient déjà où ils allaient mettre le poulailler, mais aussi pour se remémorer les

profils des participants, leur motivation et faire connaissance avec chacun. C'était un moment privilégié.

Cette première rencontre s'est clôturée après leur avoir donné rendez-vous pour un stage de fabrication des poulaillers la semaine suivante et l'évènement de lancement de l'opération 15 jours plus tard. Nous leur avons aussi donné nos coordonnées (tél et mail) et précisé qu'ils pouvaient nous joindre pour tout problème. 5 familles sur les 16 ont participé au stage de fabrication de poulailler : certains foyers avaient déjà un abri de jardin et d'autres ont acheté un poulailler.

Après cette première rencontre, une personne a pris l'initiative de créer une page Facebook où tous se sont inscrits et où ils ont pu échanger au fur et à mesure de l'expérience. On a fait le choix de ne pas y participer afin de les laisser entre eux sur ce réseau.

Lors de la réunion de lancement, le 23 mars chez le producteur de poules le Couvoir comtois, la Madeleine Proust était présente, pour remettre les poules aux familles en faisant un petit cérémonial : comme elle connaissait bien la région, elle jouait un peu sur les noms des communes... Comme l'opération en tant que telle était un peu décalée (il y en avait très peu à l'époque), on a souhaité aller au bout de l'effet décalé en introduisant ce côté humoristique.

🕒 **Éléments d'évaluation - Résultats obtenus**

L'opération a permis de mieux faire connaître le Sybert

Un sondage réalisé en 2011, 2013 et 2015 auprès d'un panel de 1000 personnes a mesuré que le Sybert a augmenté sa notoriété de 20 points. Parmi les opérations qui ont fait connaître le Sybert, l'opération « poules » arrive en 2^e position après les campagnes de compostage collectif.

L'opération a eu un effet levier sur la diffusion de la pratique

En 2013, 12% des personnes interrogées indiquaient donner leurs restes de repas aux animaux. Elles sont 24% en 2015. De plus, une rupture de stock de poulaillers semble

avoir été observée dans les jardinerie ! Cependant, le mouvement a aussi pris de l'ampleur au niveau national et les effets doivent se combiner.

Les participants ont maintenu cette nouvelle pratique et elle impacte bien leurs déchets collectés

Les foyers participants ont gardé leurs poules et ont même agrandi leur cheptel. Tous ont réduit significativement leur production de déchets.

Exemple d'une famille participante :

Avant, la redevance classique calculée en fonction du nombre de personnes (ici 4 personnes) leur coûtait 193 € par an. Avec la redevance incitative, on leur a attribué un bac de 120 L (prévu pour une famille de 3 ou 4 personnes) dont le coût annuel pour 16 levées constatées (soit 1 920 L d'OMR) a été de 158 €. Grâce aux poules et autres gestes de prévention, la famille a pu demander de passer sur un volume de bac gris de 80 L (prévu pour une famille de 1 ou 2 personnes) dont le coût annuel pour 18 levées constatées (soit 1 440 L d'OMR) est estimé à 105 €.

Résultats chiffrés de cette opération :

- 0,36 tonne de déchets détournés vers l'alimentation animale durant les 3 mois de l'expérimentation (déchets compostés non pris en compte).
- En moyenne, près de 50% de la poubelle grise peut être détournée vers les poules et le composteur (à 50-50).
- Ramené sur un an, l'expérience révèle qu'une poule peut picorer en moyenne 48 kg, variant entre 15 kg et 135 kg selon les foyers (habitudes alimentaires différentes, composition de la famille, appétit de la poule...).

🕒 Moyens financiers et humains

- Budget global de cette action : 18 000 € (rémunération des prestataires, achat des poules, communication et réceptions, hors temps de travail du Sybert)
- Origine du financement : subvention ADEME (PLP)
- Moyens humains :
 - Chargée de prévention SYBERT : 20 jours prévus sûrement 40 réalisés
 - Chargée de communication SYBERT : 20 jours prévus sûrement 40 réalisés
 - Grosse mobilisation en termes d'énergie sur 6 mois.

Contact

Elodie GENESTE

Chargée de communication

SYBERT

Tel : 03 81 65 02 38

elodie.geneste@sybert.fr

Cette action est présentée dans une fiche de la base OPTIGEDE

(<http://www.optigede.ademe.fr>) qui a servi de source pour certaines rubriques.

Bébé passe du jetable au durable et met la poubelle au régime

SIRTOM de la région de Chagny (71) – 30 500 habitants

Partenaires : Relais des Assistantes Maternelles (RAM), Caisse d'Allocations Familiales (CAF), Protection Maternelle et Infantile (PMI), Centre social de Chagny

Public visé : Assistantes maternelles ; parents avec de jeunes enfants

Thème abordé : matériel réutilisable

Date/durée de l'action : depuis septembre 2012

Contexte et histoire du projet

Dans le cadre de son programme local de prévention des déchets 2010-2015, le Syndicat Intercommunal pour le Ramassage et le Traitement des Ordures Ménagères (SIRTOM) a voté la mise en place d'une redevance incitative sous forme de tarification au volume de déchets produits. Cela impliquait la mesure du nombre de levées de bacs poubelles, qui ont donc été équipés de puces. Lors de la campagne d'installation des puces, les habitants ont émis des remarques que les personnels ont relayées au SIRTOM. Parmi celles-ci, l'interpellation des assistantes maternelles qui produisent des volumes importants de déchets dont elles n'ont pas forcément le contrôle.



© Anne Parizot

La chargée de mission prévention des déchets du syndicat se tourne alors vers la coordinatrice des politiques départementales de prévention des déchets pour imaginer des solutions à proposer aux assistantes maternelles. Elles s'interrogent sur le contenu d'une poubelle d'assistante maternelle (essentiellement des couches ! mais aussi des pots, des lingettes...) et la manière de le réduire.

C'est de là qu'est né le projet « bébé durable », qui a ensuite été présenté à la PMI et à la CAF pour valider la cohérence de l'action avec leurs préconisations et leurs critères de contrôle des assistantes maternelles.

Une fois l'assentiment de ces deux structures obtenu, la chargée de mission a pris contact avec les relais d'assistantes maternelles pour leur présenter le projet. En parlant des couches lavables avec les responsables des relais, ceux-ci nous alertent sur la crainte que ce type d'équipement suscite chez les assistantes maternelles, en citant le cas de l'une d'elles qui a refusé la garde d'un bébé ayant des couches lavables. Cela a orienté le projet vers l'idée de commencer par de petits changements et d'autres sujets

ont été privilégiés, tels que les gourdes à compotes réutilisables et les lingettes réutilisables.

Les consignes de tri ont aussi été rappelées grâce à une petite affiche envoyée directement à chaque assistante maternelle ou jointe au courrier mensuel adressé par les relais à toutes les assistantes maternelles qui dépendent de leur secteur.

● Objectifs

- Faire prendre conscience de la production des déchets
- Proposer une alternative aux produits jetables

● La vie du projet

- Rencontre des différents partenaires (CAF, RAM, PMI, centre social)
- Sensibilisation des assistantes maternelles dans les RAM sur les produits durables
- 3 réunions publiques (novembre 2012, avril 2013, juin 2015) : rencontre entre les assistantes maternelles, les parents et le SIRTOM avec démonstration de couches lavables et gourdes à compotes
- Début des essais de gourdes à compotes (par 21 enfants chez 8 assistantes maternelles)
- Animation de stands « bébés durables » lors de bourses de puériculture
- Animation d'un atelier cuisine des chocolats de Noël avec les assistantes maternelles
- Animation d'un atelier cuisine de restes à destination des familles en difficulté
- Bilan
- Début du test des lingettes lavables par les assistantes maternelles à leur demande : réunion publique d'information, inscription des personnes intéressées, acquisition des lingettes par le syndicat, distribution en porte-à-porte, attente des retours d'expérience
- Recherche de nouveaux produits durables et utiles à faire tester aux familles et aux assistantes maternelles

● Comment se passent les animations ?

Anne Parizot, chargée de mission au SIRTOM, raconte...

Une réunion d'information au Relais

Assistante Maternelle :

J'arrive au RAM en avance et j'installe les couches lavables, les lingettes et les gourdes.

La responsable du relais accueille les participantes, me présente et rappelle le thème de la rencontre.

Je me présente, j'explique l'opération « bébé durable », les attentes du syndicat et comment cela s'inscrit dans les besoins qu'elles ont fait

remonter : trouver des astuces pour réduire le volume de leur poubelle et donc le coût de leur redevance. Je leur précise bien je ne suis pas là pour leur donner des leçons mais pour leur proposer des objets, des astuces.

Ensuite on manipule les objets et elles posent des questions. Je demande si certaines ont déjà utilisé certains produits et je les laisse parler. Le but est de partir de leurs expériences et de créer un échange avec elles et aussi entre elles.

Les questions portent principalement sur le coût

(souvent à leur charge), le stockage et l'entretien des objets (lavage...). J'emmène mes échantillons de couches lavables et je fais une démonstration sur le poupon du relais : elles veulent toucher, voir, manipuler. Je leur propose de faire comme si on changeait un vrai bébé et elles manipulent chacune leur tour. A chaque fois, pratiquement la moitié des participantes veulent essayer.

On termine la séance en buvant le café ensemble, car c'est important que ce soit un moment convivial à vivre et pas un cours sur les produits durables.

Je les informe qu'une réunion publique sera organisée prochainement et les invite à y participer, ce qu'elles font pour la plupart. Ces réunions sont conçues pour élargir le projet aux assistantes maternelles qui ne viennent pas au relais (on en touche 1 ou 2 de plus). Elles sont moins intimes à cause de la présence d'élus, de parents, etc. et en général les assistantes écoutent mais ne posent pas de questions.

Une réunion publique d'information :

Une fois que les personnes sont installées, c'est le président ou le vice-président du SIRTOM qui introduit la réunion en présentant le rôle du syndicat, la taxe incitative, le contexte du projet. J'interviens après pour présenter les produits réutilisables. Les produits sont sur la table et c'est moi qui les manipule, mais je les laisse à disposition pour que les personnes puissent venir les toucher à la fin de la réunion. Je fais la démonstration de l'utilisation de la couche lavable, avec tous les accessoires nécessaires. J'explique aussi les économies qu'on peut faire, le coût, l'entretien...

Ensuite, les élus présents dans la salle posent souvent des questions, qui ne sont pas du tout les mêmes que celles des assistantes maternelles. Ils sont dubitatifs devant les couches lavables, ils évoquent un retour en arrière, font part de leurs doutes sur leur coût et



© Anne Paizot

le succès d'une telle démarche... Soit les assistantes maternelles répondent elles-mêmes, soit elles me laissent répondre avec leurs arguments et acquiescent.

La PMI intervient pour que tout le monde entende le même message disant qu'ils sont d'accord avec les informations données et précise qu'elle ne piégera pas les assistantes maternelles sur cet aspect lors des contrôles chez elles.

Le CG rappelle que la réduction des déchets est un enjeu national décliné au niveau départemental, et que les actions menées par le syndicat le sont également ailleurs, que ce n'est pas une lubie de leur territoire.

Ensuite, les échanges continuent pendant le pot de fin de réunion. C'est souvent les parents qui manipulent les produits réutilisables et les élus qui manipulent les couches lavables : ils les touchent, les ouvrent, font des remarques du type : « j'avais les mêmes quand j'étais petit »... Les parents posent des questions mais c'est plus distant : ceux qui n'ont pas de problème avec les couches normales ne cherchent pas à se rajouter du travail supplémentaire.

Ces échanges permettent aux assistantes maternelles de dire qu'elles souhaiteraient essayer les lingettes ou les gourdes et aux parents de dire s'ils sont d'accords. De même, certains parents disent aux assistantes maternelles qu'ils aimeraient que leur enfant bénéficie des lingettes lavables, par exemple.

Certains disent aussi que si l'expérience fonctionne, ils en utiliseront aussi chez eux. Du coup ils me demandent le prix, l'endroit où je les ai achetés.

C'est aussi en fin de réunion publique que les assistantes maternelles font savoir si elles souhaitent participer (si elles ne l'ont pas déjà fait à la rencontre au RAM). Lors de la réunion, je le demande formellement : « qui voudra tester

le produit ? » et je signale qu'il y a une feuille pour s'inscrire.

A la fin de la réunion, je leur dis que je suis disponible pour répondre à leurs questions. Et pour celles qui se sont inscrites, je les revois encore une fois pour leur remettre les produits à tester (ici les gourdes à compotes). Ça se passe au relais ou directement chez elles si elles ne fréquentent pas le relais.

🕒 Éléments d'évaluation - Résultats obtenus

Les assistantes maternelles ayant testé les gourdes à compote continuent à les utiliser. Une assistante maternelle a eu une demande d'enfant avec couches lavables et a accepté. Elle était venue à la rencontre au RAM et à la réunion publique donc elle savait vraiment sur quoi elle s'engageait.

J'ai conseillé une dizaine de familles sur des choix de couches lors des stands sur les foires à la puériculture, mais je ne sais pas si elles ont adopté les couches lavables. Le but du stand est de donner de l'information très librement. Si on demande aux gens de donner leur nom, ils ne reviendront pas la fois d'après pour avoir une info, ils ne veulent pas être stigmatisés sur le sujet des couches lavables.

🕒 Moyens financiers et humains

- Budget global de cette action : 700 € (hors temps de travail de la chargée de mission)
 - 270 € pour 25 gourdes à compote
 - 85 € pour 120 lingettes lavables
 - 185 € pour 1 animation de réunion par une association (la vie simplement)
 - 60 € frais de verres de l'amitié
 - 100 € atelier cuisine de restes et chocolat Noël
- Origine du financement : Programme local de prévention financé par l'ADEME et le CG71
- Moyens humains : 94 jours ETP pour les 3 ans du projet
 - Chargée de mission : 90 jours (soit 30 jours/an)
 - Responsable : 3 jours
 - Élu : 1 jour

Contact

Anne PARIZOT

Chargée de mission réduction des déchets

Sirtom de la région de Chagny (71)

Tel : 03.85.87.62.34

a.parizot-sirtom@orange.fr

Opération « Foyers Témoins » Agents

Conseil Départemental de la Côte-d'Or (21) – 540 000 habitants

Partenaires : ADEME Bourgogne, financeur du Plan Départemental de Prévention des déchets

Public visé : agents des Services Départementaux et leurs familles (21 foyers)

Thèmes abordés : Gestes de prévention des déchets

Date/durée de l'action : septembre 2010 à mai 2011

Contexte et histoire du projet

Dans le cadre de son Plan Départemental de Prévention des déchets (PDP), le Conseil Départemental de la Côte-d'Or a souhaité lancer une opération « Foyers Témoins » auprès de son personnel pour initier la démarche d'éco-exemplarité de ses services, qui est un volet obligatoire du PDP.

Cette opération constituait pour la chargée de mission prévention des déchets, nouvellement arrivée, une bonne occasion de s'imprégner de l'organigramme des Services Départementaux, de commencer à connaître les différents métiers mais aussi de se faire connaître auprès des autres agents. Cela devait lui permettre par la suite de compter sur quelques fidèles pour intégrer les groupes de travail sur le Programme Interne de Réduction des Déchets.

Après validation du principe par le Président du CG21, une note de service a été diffusée à l'ensemble des directeurs pour expliquer le principe de l'opération (des foyers volontaires pèsent leurs déchets 1 mois sans geste spécifique de prévention puis 3 mois en ayant adopté 4 gestes parmi une liste de 10 gestes proposés) et leur demander de faire passer l'information auprès des agents.



© Conseil Départemental de la Côte-d'Or

Objectif

Sensibiliser les agents départementaux pour faciliter ensuite la mise en œuvre d'actions de prévention des déchets en interne au Conseil Départemental.

Montrer la volonté du Conseil Départemental en matière de prévention des déchets, vis-à-vis des autres collectivités et des citoyens de la Côte-d'Or.

● La vie du projet

Septembre à novembre 2010 : lancement d'un appel à volontaires dans la lettre d'information interne au Conseil Départemental ; interventions de la chargée de mission « prévention » dans les comités de direction ; intervention lors d'une réunion de la direction agriculture-environnement.

13 décembre 2010 : réunion de lancement de l'opération : présentation générale de la prévention des déchets, explication du déroulement des 4 mois.

Début janvier 2011 : réunion de distribution des kits « Foyers témoins » (livret de présentation de l'opération, fiches de mesure pour le premier mois, matériel pour effectuer les pesées) ; début des pesées pendant un premier mois sans gestes de prévention.

De janvier à mai 2011 : organisation de réunions d'échanges autour de moments conviviaux, et de visites sur le terrain (visite de l'UIOM et du centre de tri des déchets recyclables du Grand Dijon) ; rédaction et diffusion d'une newsletter hebdomadaire pour illustrer les gestes de la prévention des déchets et recueillir les bonnes pratiques des foyers ; transmission mensuelle des résultats des pesées à chaque famille (en kg/hab/an, en comparant avec les mois précédents et le groupe).

7 mai 2011 : distribution du questionnaire d'enquête pour connaître la satisfaction des participants et savoir s'ils poursuivront leurs gestes de prévention au-delà de l'opération.

20 mai 2011 : réunion de clôture avec présentation des résultats, remise de cadeaux dématérialisés, suivie d'un repas au restaurant.

● Comment se passent les séances ?

Mathilde Mouchet, Chargée de mission prévention des déchets au Conseil Départemental de la Côte-d'Or, raconte...

La première réunion d'échange a permis à chacun d'exprimer ses motivations et de comprendre ce à quoi il s'engageait puisqu'on présentait l'ensemble des dates, les échéances et les rendus attendus. Les motivations des agents étaient variées : certains avaient postulé un peu pour me faire plaisir, certains étaient très convaincus et d'autres avaient peur d'être jugés par rapport à leurs habitudes de consommation (difficulté liée au travail sur la vie personnelle dans un cadre professionnel). L'état d'esprit général était à la fois une certaine envie mais aussi une certaine réserve. Nous étions dans une salle de réunion située sur un site extérieur du Conseil

Départemental (sites éclatés). Ce temps était très convivial, nous avons échangé et commencé à partager des astuces. Certaines personnes dans le groupe étaient très joyeuses et cela a tout de suite donné le ton. A cette occasion, je leur ai expliqué en quoi consistait chaque geste et les outils qui seraient à leur disposition. Les participants avaient déjà eu la liste des 10 gestes (information dans l'encart de la newsletter). On les a réprécisés ensemble. Ils devaient en choisir au moins 1 des trois suivants jugés comme plus importants : « n°1 : conditionnement », « n°8 : composteur ou lombricomposteur » et « n°3 : autocollant stop pub ». Cette liste de 10 gestes

provient de la méthodologie ADEME (kit en ligne – vademécum des foyers témoins). On sait que ce sont les gestes qui ont le plus d'impact sur la réduction des déchets. Le n°10 était une action un peu fourre-tout : fabriquer ses yaourts, faire son pain, lutter contre le gaspillage alimentaire... Il s'agissait d'une action libre, au choix.

Chaque semaine, durant les 4 mois de l'opération, j'écrivais et je diffusais une lettre d'information (14 lettres en tout) à l'ensemble des foyers témoins. Je mettais l'accent sur des gestes qui pourraient sembler faciles (eau du robinet) ou très vastes et pas concrets (réduction des emballages) : c'était alors l'occasion de les préciser. L'objectif était d'entretenir la mobilisation car 4 mois, cela peut paraître long.

Fin janvier une visite du centre d'incinération du Grand Dijon a réuni 12 participants, qui ont pu prendre conscience de l'ampleur des déchets générés par les ménages.

Mi-mars nous avons une réunion d'échange à l'issue du premier mois de mise en pratique : mise en commun des questions et difficultés de chacun, partage des astuces. Cette réunion avait lieu entre 11h30 et 12h30 et était suivie d'un déjeuner au restaurant (aux frais de chacun). Finalement nous sommes dans un cadre professionnel mais en quelque sorte non « conformiste » : échange entre collègues... Lors de cette réunion, j'ai présenté les résultats relatifs à la réduction des déchets par les foyers témoins obtenus à l'issue du premier mois d'expérimentation. Il y avait une baisse de l'ensemble de la quantité des déchets. J'avais présenté une analyse des rapports entre le type de geste réalisé et la réduction de déchets attendue. J'avais mis en évidence les ratios.

Ensuite nous avons repris geste par geste pour repréciser les choses non comprises ou qui posaient question. Par exemple, l'achat en vrac ou de produits moins sur-emballés qui est un



© Conseil Départemental de la Côte-d'Or

geste difficile à mettre en place. L'idée était de donner des pistes de solutions sur les difficultés et sur les pratiques de chacun. Cela permettait de « recharger les batteries ». Des questionnements avaient pu apparaître par rapport à la mise en place de nouvelles idées qui posent problème. C'était essentiellement un temps d'échange autour de choses très concrètes. J'ai pu mesurer à ce moment-là l'importance des compétences d'animation d'échanges, de débats et de connaissance approfondie du sujet. Débutante dans mon poste, il me manquait encore quelques clés dans ces domaines et je n'ai pas pu animer les échanges aussi bien que j'aurais souhaité. J'ai parfois un peu verrouillé le dialogue.

En avril, nous avons visité le centre de tri des déchets recyclables de Dijon. Cette seconde visite s'inscrivait dans la continuité du travail engagé par les « Foyers témoins ». La plupart des agents avaient leurs déchets triés à cet endroit : cela leur permettait de s'identifier, de voir les conséquences concrètes de leurs gestes. Cela nous a aussi permis de communiquer sur l'opération « Foyers témoins » dans le cadre de la Semaine du Développement Durable. Nous avons envoyé un dossier de presse qui présentait la démarche du département (PDP), expliquait le principe de l'opération, donnait les premiers résultats et rappelait pourquoi il fallait se mobiliser. Des journalistes nous ont accompagnés et ont publié 3 articles.

● **Éléments d'évaluation - Résultats obtenus**

Nous espérons une trentaine de participants mais n'avons pu en mobiliser que 22. Sur ceux-là nous n'avons eu qu'un seul désistement au cours des 4 mois de l'opération, par manque de mobilisation à l'intérieur de la famille, c'était trop difficile pour cet agent d'agir seul.

Au final, les 21 « Foyers témoins » ont réduit en moyenne de 11% leur quantité de déchets présentés à la collecte. À l'issue de l'opération, ils étaient prêts à poursuivre une grande majorité des gestes qu'ils avaient testés. Cela a modifié leur vision du déchet en général et l'importance qu'ils accordent au fait de le réduire, le trier...

Le lombricompost a été difficile à mettre en place mais finalement les foyers concernés se sont approprié le sujet. Cela leur a donné envie d'aller vers des choses plus innovantes : recours à des gourdes en silicone lavables pour remplacer les compotes à boire jetables.

Cette opération a permis de favoriser l'interconnaissance entre les différents métiers et notamment celui lié à la prévention des déchets au sein du Conseil Départemental, même si la communication interne et externe aurait pu être plus investie : ce type d'opération est chronophage. Il aurait fallu la valoriser davantage.

Le fait d'interpeller les gens sur leur lieu de travail concernant des questions personnelles reste une difficulté même si la possibilité de se réunir sur le temps de travail est facilitatrice. L'aspect hiérarchique a également pu freiner (temps disponible).

Par contre l'effet direct sur les groupes de travail sur le Programme Interne de Réduction des Déchets est resté limité car très peu de participants à l'action ont pu finalement les intégrer (changement de poste...).

● **Moyens financiers et humains**

- Budget global de cette action : 1 850 € (hors temps de travail)
- Origine du financement : Conseil Départemental 21
- Moyens humains : 0,2 ETP pendant 8 mois (soit 27 jours)

Contact

Mathilde MOUCHET

Chargée de mission prévention des déchets

Conseil Départemental de la Côte-d'Or (Dijon 21)

Tel : 03 80 63 62 01

mathilde.mouchet@cotedor.fr

www.ecotidiens21.fr

Opération « Élus témoins »

Sivom du Louhannais (71) – 40 000 habitants

Public visé : élus du Sivom (10 participants souhaités)

Thème abordé : prévention et tri des déchets

Date/durée de l'action : de novembre 2011 à septembre 2012

Contexte et histoire du projet

Le Programme Local de Prévention (PLP) des déchets a été signé en décembre 2009 sur l'ensemble du secteur du SIVOM soit 45 communes. 92 délégués représentent ces communes.

En 2011, lors d'un colloque national de l'ADEME, la technicienne en charge du programme a assisté à la présentation d'une opération « Élus témoins » menée dans le sud-ouest de la France. Cette présentation lui a donné l'idée de mettre en place une opération similaire sur son territoire afin d'impliquer les élus dans la prévention des déchets et de s'en servir comme d'une action d'exemplarité. Cette action a été la première du programme de prévention.

L'opération « Élus témoins » est calquée sur l'opération « Foyers témoins » dans ses principes : engagement des élus sur 3 mois avec 1 période « sans gestes » de 1 mois où l'on met en place la pesée des déchets (pour avoir un état zéro) ; puis adoption de 4 gestes de prévention au choix parmi une liste de 10 gestes et leur mise en œuvre avec pesées pour l'évaluation de l'impact des gestes sur une période de 2 mois.

Objectifs

- Impliquer nos élus pour montrer à nos usagers que tout le monde peut réduire ses déchets
- Impliquer le plus d'usagers possible en leur montrant que les élus aussi s'impliquent.

Planning / Déroulement

11 novembre 2011 : Intervention à l'assemblée générale du Sivom, afin de présenter l'action et de recruter 10 élus bénévoles

27 mars 2012 : réunion d'information avec les 9 élus volontaires



Avril 2012 : pesées chez les élus pour faire un état des lieux de leur production de déchets

2 mai 2012 : réunion de fin du 1^{er} mois

16 mai 2012 : réunion de milieu de projet après avoir mis des gestes de prévention en place pour voir les éventuels problèmes rencontrés

3 juillet 2012 : réunion de fin de l'opération avec remise des pesées de chacun et restitution du matériel

19 septembre 2012 : réunion bilan avec les élus et leurs familles

● Comment se passent les rencontres ?

Francine Guillemain, Technicienne prévention/communication au Sivom du Louhannais, raconte...

La première réunion d'information :

En réponse à leur déclaration de candidature pour l'action lors de l'assemblée générale, je mobilise les élus volontaires pour la première réunion grâce à un courrier d'invitation leur rappelant le démarrage de l'opération « Élus témoins ».

Lors de la réunion, je réexplique ce qu'est vraiment la prévention, les objectifs du programme de prévention, sa déclinaison sur le territoire du Sivom du Louhannais (démarrage, déchets prioritaires, fiches actions créées...) et le choix de lancer une opération « Élus témoins ». Puis je leur présente le matériel mis à leur disposition pour les pesées : un peson, un bio-seau, un seau, un tableur Excel pour rentrer leurs pesées, un guide du « foyer témoin ». Je leur explique le déroulement de l'opération en détaillant toutes les étapes : premier mois de pesées sans changement de pratiques, puis choix de 4 gestes et pesées pendant 2 mois avec les nouveaux gestes. J'annonce ensuite les dates pour les temps suivants, avec des réunions calées en fin d'après-midi pour que les élus soient disponibles. La pesée des déchets à l'aide d'un peson se fait de manière différenciée, pour chaque catégorie : ordures ménagères résiduelles (poubelles de tous les jours),

emballages recyclables, papiers-journaux-magazines, verres, déchets allant en déchèterie, autres types de déchets concernés par les possibles futurs gestes (alimentaires...).

En fin de réunion, je leur présente la liste des 10 gestes proposés afin qu'ils commencent déjà à y réfléchir. Puis ils repartent avec le matériel nécessaire pour peser leurs déchets pendant 1 mois. Je leur laisse mes coordonnées et les invite à me contacter si besoin.

La réunion de fin du premier mois de pesées :

Cette réunion se tient dans une petite salle conviviale du Sivom durant 1 heure. Certains élus ont renvoyé leurs résultats de pesées avant la réunion, les autres sont venus avec le jour même. Je leur propose d'abord de s'exprimer sur leur ressenti après ce premier mois de pesée, puis je fais un rappel sur le tri des déchets. Je leur explique que pendant 2 mois, ils vont repeser leurs déchets de manière différenciée après avoir mis 4 gestes en place. Je précise qu'il leur faut obligatoirement en choisir un parmi les 3 suivants : « choisir le bon produit et le bon conditionnement », « autocollant Stop Pub sur la boîte aux lettres », « Compostage » qui sont ceux qui nous permettent d'agir sur les déchets déterminés comme prioritaires. Pour le

compost, je leur indique qu'un maître compositeur est aussi à leur disposition. Puis j'énumère la liste globale des gestes parmi lesquels ils devront en choisir 3 autres. C'est un temps où chacun des 10 gestes est expliqué en détail, en prenant des exemples très précis, pour que les élus soient capables de déterminer les plus intéressants pour eux. Je leur donne le guide que nous avons réalisé, reprenant ces gestes de manière très simple et très pragmatique.

Tout cela donne lieu à des discussions entre nous, au cours desquelles chacun échange assez facilement ses « trucs et astuces ». C'est à ce moment-là que j'ai vraiment le sentiment d'accompagner leur changement de comportement.

En fin de réunion, je leur demande sur quels gestes ils veulent s'engager et leur ai par la suite envoyé par mail un tableau récapitulatif de leurs choix pour validation.

La réunion de fin de projet :

Cette réunion visait avant tout à acter la fin des deux mois de pesées avec gestes et à récupérer le matériel de pesée prêté à chacun. Après avoir sollicité leur ressenti, les élus ont avoué que ce sont les pesées plus que les gestes mis en place qu'ils ont trouvé contraignantes pendant ces 2 mois (la pesée prend environ un gros quart d'heure par jour).

Puis j'ai présenté les résultats obtenus (ceux du premier mois sans changement et ceux du premier mois avec changement) pour voir leur évolution et identifier les marges de réduction encore possibles, grâce aux pesées différenciées. Ces premiers résultats montraient déjà des différences avec le mois sans gestes, notamment pour les 4 élus qui ont mis le « Stop Pub » et sont passés à 0 kg de déchets de publicité.

Je précise que les résultats complets seront présentés en septembre, lors d'une réunion

bilan pour laquelle je les tiendrai informés. Puis je les remercie d'avoir participé et les encourage à maintenir leurs nouvelles pratiques dans la durée.

La réunion bilan :

La réunion bilan de l'opération est organisée autour d'un apéritif avec les familles et les enfants. Je rappelle le déroulement des actions, les gestes sur lesquels on a travaillé, je redonne les résultats de la période témoin sans changement et je donne les résultats des 2 mois de prévention. Je donne l'évolution pour chacune des familles de manière anonyme, en les représentant par des numéros sur le diaporama. Si certains demandent leur numéro pour pouvoir s'évaluer, je le leur donne tout en n'invitant pas à la comparaison entre des gens aux modes de vie parfois très différents. En moyenne, sur les 11 participants (incluant ma collègue et moi), il y a eu réduction de 12% des déchets produits au total. Les échanges font ressortir à nouveau que les pesées journalières étaient contraignantes, même si le projet était plutôt ludique.

À la fin de la réunion, je leur remets un document avec les gestes de prévention qu'ils peuvent mettre en place pour les inciter à continuer, et le potentiel de réduction pour chaque geste pour les encourager et leur montrer que ça vaut vraiment la peine : par exemple, une étiquette « Stop Pub » représente une réduction de 13 kg/an.

Le pot offert à la fin est pensé en cohérence avec la philosophie de la prévention des déchets et avec les gestes proposés : gâteaux faits maison, jus de fruits locaux, vraie vaisselle... afin de montrer que le Sivom aussi joue le jeu. Ça a d'ailleurs été l'occasion par la suite de proposer des vrais verres pour nos Assemblées Générales au sein du Sivom...

● Éléments d'évaluation - Résultats obtenus

Les pesées du premier mois « témoin » ont montré que les quantités d'ordures ménagères résiduelles jetées par les élus étaient bien inférieures au ratio national : en moyenne 55kg/an au lieu de 299kg/hab./an au niveau national, soit 72% de moins. L'opération a donc permis d'éviter seulement 15kg d'ordures ménagères par personne pendant un mois, soit 180kg sur un an.

Dans l'ensemble, les élus ont semblé assez contents de leurs résultats mais, étant déjà impliqués dans la réduction des déchets avant l'opération, ils avaient conscience d'avoir une marge de progression limitée. Cette opération a surtout permis de mettre l'accent sur la différenciation et le tri des déchets, et aussi de conforter des pratiques existantes comme le compostage.

Elle a aussi renforcé mes liens avec les élus et sans doute le portage politique des actions de prévention. Elle constituait l'action de lancement du programme. Depuis, d'autres actions vers les habitants se sont mises en place, notamment des ateliers avec les centres sociaux sur les thèmes « cuisiner ses restes », « faire ses produits d'entretien », et beaucoup d'actions de compostage vers les usagers, une action auprès des commerçants pour des commerces engagés... Pour la communication envers les habitants, une collaboration s'est notamment mise en place avec une radio locale pour diffuser de petits spots radio.

● Moyens financiers et humains

- Budget global de cette action : 1 777 € en 2011 et 130 € en 2012 : fournitures pour les réunions, pesons...) hors temps de travail
- Origine du financement : Budget SIVOM dont aides pour le programme de prévention de l'ADEME
- Moyens humains : 75 jours sur 3 ans

Contact

Francine GUILLEMIN

Technicienne prévention/communication

Sivom du Louhannais

71500 Branges

Tel : 03 85 76 09 40

sired.communication@wanadoo.fr

*Cette action est présentée dans une fiche de la base OPTIGEDE
(<http://www.optigede.ademe.fr>) qui a servi de source pour certaines rubriques.*

Concours « Un diner presque sans déchets »

SEVADEC (Syndicat d'Élimination et de Valorisation des Déchets du Calaisis - 62) – 52 communes / 155 000 habitants

Partenaires : SyMPaC (Syndicat Mixte du Pays du Calais) ; Lycée du Détroit ; ADEME ; **Participants** : CIAS des Trois Pays, École de Consommateurs de la Région d'Audruicq, Association MAHRA - le Toit de Calais

Public visé : adultes fréquentant les CCAS, les écoles de consommateurs et les associations d'aide alimentaire

Thèmes abordés : gaspillage alimentaire, éco-consommation

Date/durée de l'action : novembre-décembre 2014 (2 mois)

Contexte et histoire du projet

Durant la phase d'élaboration du Programme Local de Prévention des Déchets, le service « prévention » du SEVADEC s'est fixé comme objectif de réaliser un temps fort consacré au gaspillage alimentaire et au suremballage sur le territoire du Pays du Calais. En effet, une campagne de caractérisations réalisée en 2013 sur le territoire du SEVADEC avait montré que le gaspillage alimentaire représentait 25,6 kg/hab./an, soit 8,70 % des Ordures Ménagères Résiduelles.



© CIAS de la Région d'Audruicq

C'est alors qu'est née l'idée du concours « Un dîner presque parfait » mettant l'accent sur la question de la prévention des déchets d'emballage et du gaspillage alimentaire. Le SEVADEC a contacté les écoles de consommateurs et associations d'aide alimentaire pour participer au concours « Un diner presque sans déchets » dans l'objectif de sensibiliser le public à la prévention des déchets.

A l'École de Consommateurs de la Région d'Audruicq, le groupe de l'atelier cuisine est composé de femmes très volontaires, de différentes générations, qui ont moins l'occasion, les moyens ou l'envie de cuisiner (enfants partis, séparation, veuvage...). Ces ateliers leur permettent de cuisiner pour le groupe, de déguster ensemble, de partager et de reprendre du plaisir à cuisiner. Le concours apparaissait comme une suite naturelle à leur engagement dans cet atelier, en leur permettant d'aller plus loin sur les questions du gaspillage alimentaire. D'autant plus que l'ambassadrice du tri avait fait une séance de

sensibilisation sur le tri des déchets et organisé la visite du centre de tri du SEVADEC et d'un centre d'enfouissement des déchets pour répondre aux nombreuses questions sur le sujet des personnes fréquentant l'école des consommateurs. Ce concours apparaissait donc comme une possibilité d'approfondissement sur les modalités d'action possibles.

● Objectifs

- Créer et présenter au jury un menu complet original (entrée, plat et dessert) à base de produits locaux et de saison.
- Cuisiner en limitant au maximum les déchets produits lors de l'élaboration du repas (gaspillage alimentaire et emballages).
- Faire découvrir au grand public toutes les astuces permettant d'éviter la production de déchets (de la confection du repas aux restes de table).

● La vie du projet

Novembre 2014 : phases de présélections

- Exposition du projet aux membres des structures ciblées
- Présentation des critères de sélection : proposition d'une recette en fonction d'une liste d'ingrédients commune à tous les participants
- Élaboration d'une grille d'évaluation pour les présélections (SEVADEC)
- Ateliers de présélection (3 au total)

Fin novembre 2014 : sélection de 5 finalistes et envoi des résultats par courrier à l'ensemble des participants

11 décembre 2014 : communication de la liste des ingrédients aux finalistes et tirage au sort de l'ingrédient « mystère » attribué à chaque binôme (une finaliste et un élève du lycée du Détroit)

18 décembre 2014 : finale du concours : épreuve théorique le matin (constitution des binômes, distribution des documents et du matériel, rédaction des recettes), épreuve pratique l'après-midi (pesées, confection des plats et dégustation), discours du Président du SEVADEC et remise des lots

● Comment se passe l'accompagnement des participantes ?

Stéphanie Varenne, Animatrice de l'École des Consommateurs de la Région d'Audruicq, raconte...

Lors d'un atelier cuisine, j'annonce aux participantes que j'ai été sollicitée par les animatrices du SEVADEC, et leur explique les finalités et les attendus du concours proposé. Je leur précise bien qu'elles seront accompagnées si elles souhaitent y participer. Je cherche surtout à les ras-

surer par rapport à la lecture du règlement du concours qui peut impressionner. Il s'agit de personnes en difficulté et leurs craintes sont multiples : peur d'être jugées, peur de ne pas y arriver (cuisiner seule, cuisiner sa propre recette...), être en concurrence et se retrouver en

finale avec d'autres personnes venues d'autres structures, d'autres régions, aller à Calais dans un lycée professionnel (mobilité, grande ville, inconnu...).

Quatre femmes sur la dizaine de participantes seront partantes au final pour tenter l'expérience. Avec elles j'énumère toutes les contraintes liées à la confection du repas : plat principal pour 1 personne, liste des ingrédients, respect de l'équilibre alimentaire, présentation (aspect visuel), qualité gustative et prévention des déchets. Ce dernier point fait l'objet d'une case spécifique dans la grille d'évaluation du jury. Puis je leur laisse un temps individuel de réflexion pour écrire sur un papier leurs idées de recettes, en précisant qu'elles pourraient encore les faire évoluer avant les pré-sélections. Je leur laisse également quelques jours pour y réfléchir à la maison, si elles manquent d'idées. Certaines ont même essayé des recettes chez elles.

La veille des pré-sélections, nous nous sommes donné rendez-vous au supermarché et avons fait les courses ensemble. Chacune avait sa liste des ingrédients et des ustensiles dont elle aurait besoin pour cuisiner. Elles étaient libres de choisir les produits ; parfois elles s'interrogeaient sur la taille du conditionnement et s'il était possible de mutualiser des ingrédients entre différentes recettes. Elles ont fait attention au lieu de provenance des produits, au conditionnement des aliments, au suremballage et à la quantité. Ces différents éléments avaient été évoqués avec elles dans le cadre des actions de sensibilisation au tri des déchets (intervention d'une ambassadrice du tri). Les attentes du concours venaient accentuer leur sensibilité à une consommation plus responsable, car ce sont

des personnes qui font déjà attention à leurs achats : elles évitent le gaspillage, cela fait partie de leurs habitudes.

Ensuite nous avons préparé et aménagé la salle ensemble, sur le lieu d'animation habituel équipé d'un point d'eau et d'un four, pour leur permettre de cuisiner le lendemain, en installant les ustensiles et le matériel de cuisine mobile sur les tables.

Le lendemain, le jour de la pré-sélection, les 4 participantes ont donc réalisé leurs recettes. Le jury, composé des 2 animatrices du SEVADEC, a goûté et noté les repas selon une grille d'évaluation préétablie. L'ambassadrice du tri est passée les saluer, ainsi que 2 participantes de l'atelier cuisine. La grille notait un certain nombre d'éléments dont le fait d'avoir eu recours à des astuces pour limiter ou réutiliser des déchets alimentaires, comme laisser les pelures sur un légume ou réutiliser des pelures dans une recette, ou pour la décoration. Comme les animatrices du SEVADEC m'avaient transmis les grilles d'évaluation, j'ai pu les reprendre avec les participantes une fois qu'elles avaient reçu le courrier les informant des résultats.

Une des membres du groupe a été retenue pour la finale. Je lui ai proposé un temps spécifique pour préparer : réflexion à la maison et essai dans la salle d'animation du CIAS avec nous. D'autres participantes de l'atelier cuisine sont venues à cette occasion tester et goûter des recettes, aider à peser les déchets... La finaliste a ensuite choisi les recettes qu'elle allait réaliser lors de la finale. Pour la finale, nous avons proposé de conduire toutes les participantes à Calais mais elles se sont organisées entre elles.

● Éléments d'évaluation - Résultats obtenus

L'animatrice de l'école des consommateurs se dit satisfaite pour plusieurs raisons : des personnes ont bien voulu participer, celles qui ont participé se sont beaucoup



impliquées, l'école des consommateurs a été représentée au concours et les personnes ont été sensibilisées au sujet du gaspillage alimentaire.

Aujourd'hui, les femmes de l'atelier cuisine font attention au tri et à la récupération des restes alimentaires (valorisation en compost ou pour nourrir les animaux). Elles se posent des questions sur la production et le devenir des

déchets. Elles sont attentives à bien acheter ce dont elles ont besoin seulement pour ne pas jeter. Cette préoccupation était moins prégnante avant le concours. Des recettes sont maintenant proposées par rapport aux aliments présents dans la région (légumes de saison, producteurs locaux...), dans une optique de cuisine plus responsable.

Cette action a fait l'objet d'articles de presse et un film, réalisé par le SyMPaC, est en cours de montage. Nous avons également le projet de faire passer un article dans le journal intercommunal pour que cette action puisse sensibiliser plus largement les habitants.

🕒 Moyens financiers et humains

- Budget global de cette opération : 2 000 € (achat des ingrédients et du matériel de cuisine, verre de l'amitié, achat des lots : cours de cuisine, repas deux convives... hors temps de travail)
- Origine du financement : SEVADEC et ADEME
- Moyens humains : pour l'organisation du concours au niveau du SEVADEC
 En interne : Préparation (écriture du projet, communication, démarchage, prise de rendez-vous, devis, réunions, courriers, invitations...) : 3 personnes sur 30 jours.
 Présélections (organisation et classement) : 2 personnes sur 5 jours / Finale (mise en place, pesées, classement...) : 3 personnes sur 1 journée.
 En externe : Fanny COMELLO du SyMPaC sur 15 jours (réunion + lien avec les producteurs + mise en place) et les enseignants du lycée : 2 personnes sur 2 jours (+ 1 journée pour la finale).

Contacts

Virginie BARAFFE / Perrine ANQUEZ

Animatrices prévention des déchets
 SEVADEC (Calais 62)
 Tél. : 03 21 19 58 30
 vbaraffe@sevadec.com /
 panquez@sevadec.com
<http://www.sevadec.fr/>

Stéphanie VARENNE

Animatrice de l'École des Consommateurs
 de la Région d'Audruicq (62)
 Centre Intercommunal d'Action Sociale de
 la Région d'Audruicq
 Tél. : 03 21 00 83 83
 s.varenne@ccra.fr

LE CHANGEMENT DE COMPORTEMENT, PLACE EN ÉDUCATION À L'ENVIRONNEMENT, THÉORIES ET MODÈLES

Le changement de comportement, leitmotiv de l'éducation à l'environnement ?

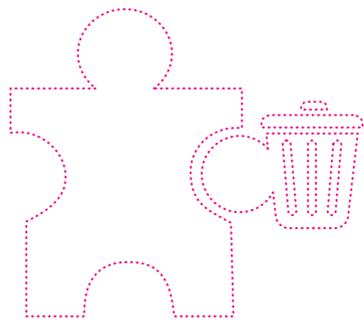
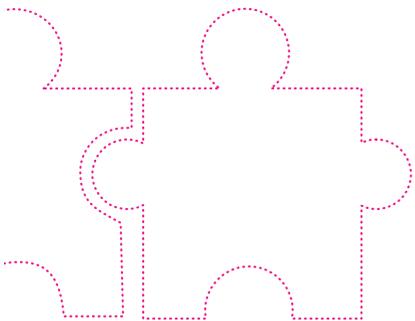
- ⊙ Une éducation centrée sur la sensibilisation mais qui vise l'action
- ⊙ Les changements de comportement suffiront-ils ?
- ⊙ « Changer les comportements », un *a priori* désagréable

Différentes théories investies en éducation à l'environnement pour activer le changement

- ⊙ Quand la communication se préoccupe de changer les gens
- ⊙ Attitudes, comportements et dissonance cognitive
- ⊙ La communication engageante
- ⊙ Des approches basées sur une progression en conscience
 - ▶ Le modèle « transthéorique » ou modèle des stades du changement de Prochaska et Di Clemente
 - ▶ Le modèle de l'approche éducative de l'Activation du Développement Vocationnel et Personnel (ADVP)

Les styles d'apprentissage à l'œuvre dans les expériences d'accompagnement du changement

- ⊙ Le modèle de l'empreinte
- ⊙ Le conditionnement
- ⊙ Le constructivisme ou socioconstructivisme



LE CHANGEMENT DE COMPORTEMENT, PLACE EN ÉDUCATION À L'ENVIRONNEMENT, THÉORIES ET MODÈLES

Le changement de comportement, leitmotiv de l'éducation à l'environnement ?

◉ Une éducation centrée sur la sensibilisation mais qui vise aussi l'action

L'éducation à l'environnement prône la sensibilisation, l'élargissement du champ de conscience, le développement de l'esprit critique, la lecture de la complexité et la compréhension des problématiques environnementales dans toutes leurs dimensions. Une démarche d'éducation à l'environnement ne peut donc se résumer à proposer des actions à mener, encore moins à orienter vers des actions toutes faites, en tout cas pas sans avoir préalablement permis aux personnes de prendre conscience des enjeux auxquels ces actions répondent et de se positionner par rapport à ces actions. Il ne s'agit pas d'emmener les gens malgré eux, à la force d'une communication performante...

Rendre les gens sensibles aux questions environnementales apparaît d'abord comme la pierre angulaire de l'éducation à l'environnement, mais force est de constater que cette éducation vise aussi, à travers l'émancipation des personnes, leur investissement pour un environnement meilleur. On peut donc considérer que l'éducation à l'environnement recherche l'avènement de changements de comportements soutendus par l'engagement conscient et éclairé des personnes.

Même si beaucoup des expériences enquêtées sont centrées sur la phase opérationnelle de mise en œuvre des actions (qui est souvent celle qui sera évaluée), certaines gardent un objectif important de sensibilisation, ancré dans les principes de l'éducation à l'environnement.

● Les changements de comportement suffiront-ils ?

Le mouvement citoyen des Colibris, créé en 2007 sous l'impulsion de Pierre Rabhi, s'appuie sur l'idée de l'importance pour chacun de « faire sa part » (en référence au conte amérindien où un colibri tente d'éteindre un feu de forêt en apportant des gouttes d'eau avec son bec suscitant les moqueries des autres animaux). En effet, une somme de comportements individuels peut avoir un impact, comme dans le cas du tri des déchets (qui diffère de la problématique de la prévention de déchets) où l'arrivée du nouveau système basé sur le recyclage de la matière n'aurait pu voir le jour sans l'adhésion des individus (malgré les nécessaires équipements collectifs mis en place).

Cette vision des choses est cependant soumise à polémiques, comme l'exprime Anne Versailles dans son texte « Les écogestes... une stratégie d'évitement des questions fondamentales ? » (Versailles, 2009) qui souligne la question de l'échelle de l'action individuelle, de son lien (ou absence de lien) avec le collectif et finalement du maintien du système, considérant que ces comportements individuels permettent davantage de se donner bonne conscience que de changer l'essentiel.

On peut également considérer ces changements, si petits soient-ils, comme un premier pas vers plus de sobriété. En effet la prévention des déchets s'échelonne depuis les petits gestes ou « micro-comportements » jusqu'aux modes de vie emprunts d'une philosophie de sobriété. Certains chercheurs (école de Palo Alto) parlent de changements de type 1 (pour ceux qui n'affectent pas le système global) et de changements de type 2 (pour ceux plus importants qui relèvent non pas d'une adaptation à l'existant mais d'un bouleversement remettant en cause le système même). On sait que les changements qui amènent à des modifications globales du mode de vie (vivre dans la sobriété, choisir des modes d'habitat collaboratifs...) se font souvent à la suite d'un parcours personnel spécifique lié à des événements, des rencontres, des voyages... Ce constat n'aide pas forcément les éducateurs à l'environnement pour la construction de leurs actions, il permet néanmoins d'être conscient que l'essentiel nous échappe souvent et que les grands pas se font ailleurs. Il invite aussi à intégrer dans les dispositifs quelques principes favorisant la rencontre entre personnes qui n'en sont pas au même niveau de réflexion et d'action. (➤ « veiller à la composition et à la taille des groupes, p. 94)

Soyons conscients et modestes dans la portée des actions d'éducation à l'environnement en matière de prévention des déchets qui accompagnent plus souvent des changements limités, mais qui peuvent constituer un premier pas... Soyons également prudents sur le fait de qualifier de petit ou grand un changement, car il dépend aussi beaucoup de la personne et du système dans lequel elle évolue : considéré comme aisé et peu impactant pour une personne, un même changement peut constituer un bouleversement plus important pour une autre. De la même façon un changement qui peut paraître petit à première vue (comme apposer un « stop pub » sur sa boîte aux lettres) peut au final faire évoluer le système : le groupe La Poste a ainsi dû faire évoluer son système de distribution des imprimés non adressés pour pouvoir traiter différemment les publicités et les informations des collectivités (afin que les boîtes avec un stop pub ne soient pas écartées de cette information) et certains proposent aujourd'hui une évolution plus radicale : aller jusqu'au styckage des boîtes aux lettres « oui à la pub », pour que l'absence de publicité devienne la norme et que leur adressage doive faire l'objet d'une demande explicite.

À quel moment peut-on alors parler de changement de comportement dans le domaine de la prévention des déchets, quand on a adopté un geste, quand on a modifié une pratique, quand on a mis en place une série de pratiques allant dans le même sens, quand on est pris dans une dynamique qui nous fait reconsidérer petit à petit l'ensemble des éléments de notre mode de vie en allant dans le sens de la prévention, quand on est en capacité après avoir adopté un nouveau geste de continuer à l'améliorer (je me suis mis à composter mais je vais plus loin en décidant de cuisiner les fanes de radis plutôt que de les composter...) ? Toutes ces dimensions y participent à leur mesure.

◎ « Changer les comportements », un *a priori* désagréable

Le vocable répandu de « changement de comportement » peut laisser penser que ce que font les gens n'est pas bon et qu'il faut avant tout le changer pour le changer. Cette approche ne permet pas forcément d'aborder les choses en partant des pratiques existantes dans ce qu'elles peuvent avoir d'intéressant et de valorisable, ni des perceptions et des besoins des personnes, mais place l'action dans une visée de « redressement de torts » qui ne facilite ni son acceptation ni sa menée... Nous remarquons d'ailleurs que malgré l'usage courant qu'on peut constater de cette expression « changement de comportement », elle est peu employée par les porteurs des projets enquêtés, même pour décrire leurs objectifs. Cependant l'idée semble bien présente avec le lot de stigmatisation qu'elle engendre car les animateurs des projets sont souvent dans la crainte de la culpabilisation de leur public et dans l'envie de ne pas paraître moralisateur (on verra plus tard que cela peut les empêcher d'accompagner une réflexion sur les pratiques existantes). On parlera plus souvent d'adopter une nouvelle pratique (qui vient en remplacer une ancienne) qui positionne dans une sémantique plus positive.

Différentes théories investies en éducation à l'environnement pour activer le changement

On peut différencier plusieurs grandes familles d'approches dans le changement de comportement. À côté des approches centrées sur le sujet, où l'essentiel est de bien expliquer les choses, on trouve :

- les approches ajustées à la personne qui souhaite obtenir un changement chez les autres : elles outillent le communicant pour atteindre ses objectifs (actions de communication « descendante »)
- les approches centrées sur les personnes amenées à changer : elles envisagent la façon de les accompagner dans leur volonté de changement (actions bottom-up, comme celle de Compostri – exp. 11)

Dans l'action les nuances peuvent être ténues car un éducateur (ou communicant) reste une personne extérieure agissant pour en faire changer une ou plusieurs autres et certaines façons de faire peuvent avoir des doubles lectures (➤ « La communication engageante », p. 61 et « la liberté de choix comme condition du passage à l'action » p. 75).

◉ Quand la communication se préoccupe de changer les gens

Les sciences de l'information et de la communication ont longtemps travaillé sur la nature des messages à délivrer sur le registre de la persuasion. Si celle-ci reste pertinente dans certaines circonstances, et que la réflexion sur le message constitue toujours un élément important, elle a montré ses limites aussi : un message ne suffit pas toujours à convaincre (les gens peuvent avoir des représentations très ancrées) et ce n'est pas parce que nous sommes convaincus que nous agissons en cohérence avec nos convictions. Le poids de nos habitudes et routines, de nos contraintes, de nos croyances... reste souvent plus important.

◉ Attitude, comportements et dissonance cognitive

Il faut distinguer l'attitude (prédisposition mentale) du comportement (action). L'acte éducatif tel que nous l'entendons serait plutôt focalisé sur un travail autour des attitudes, tendant à les nourrir afin qu'elles puissent s'affiner, se conforter voire se modifier et, dans tous les cas, être au final plus complètes, élaborées et mieux étayées. Ce faisant nous n'agissons cependant pas systématiquement sur les comportements. En effet la relation attitude / comportement est complexe et **une attitude n'entraîne pas nécessairement la mise en œuvre d'un comportement cohérent avec elle.**

La psychologie, et plus particulièrement la psychologie sociale, s'intéresse depuis longtemps à la façon dont se forment et évoluent nos attitudes et nos comportements, et aux conditions qui prévalent à leur genèse.

Ainsi, après avoir longtemps conçu que l'attitude entraînait le comportement, des études ont tendu à démontrer que cette corrélation était en fait très faible (Lapierre, Wicker, cités par Fiske, 2008 et par Michélik, 2008). Cependant les attitudes testées étaient parfois trop générales pour prédire un comportement précis (être globalement « en faveur de l'environnement » n'amène pas forcément à mettre en place un comportement précis en matière de prévention des déchets comme poser un « stop pub » sur sa boîte aux lettres) et une seule attitude ne suffit pas non plus toujours à cela.

Des facteurs permettant de distinguer des attitudes plus ou moins « fortes » ont aussi permis par la suite de nuancer les attitudes plus à même d'engendrer un comportement. Au final **une attitude semble avoir d'autant plus de chances de « prédire » un comportement à venir qu'elle est accessible** (présente à notre esprit), certaine (nous sommes sûr de nous sur cette position), extrême (nous sommes loin d'une position neutre ou moyenne), **basée sur une expérience directe** (c'est notre propre vécu qui en est à l'origine)...

« D'après Kraus (1995), les corrélations entre le comportement et des attitudes fortes et accessibles tournent autour de 50%, alors que pour des attitudes faibles et peu accessibles, la corrélation est d'environ 20%. » (Fiske, 2008, p. 305)

Des facteurs externes liés à l'influence des normes sociales ont aussi été repérés. Enfin des facteurs internes liés à la personne et à sa plus ou moins grande stabilité interne ont aussi permis de tempérer les choses. Ainsi, les personnes qui « ont des principes » ont une plus grande cohérence attitude-comportement que les personnes flexibles, qui ont à cœur de s'adapter en fonction des exigences des situations sociales (Fiske, 2008).

Quand des individus expriment des attitudes et des comportements (ou différentes attitudes) non cohérents entre eux, on parle d'une situation de dissonance cognitive. Cette dissonance sera résolue en faisant évoluer l'un ou l'autre des éléments (attitude ou comportement) et contrairement à ce à quoi s'attendent la plupart des gens (animateurs compris) ce n'est pas spontanément le comportement qui sera mis en cohérence avec l'attitude...

Comme l'être humain est en recherche de cohérence et qu'il n'est pas toujours envisageable pour lui d'agir sur son comportement, il aura tendance à « rationaliser » à partir de ses comportements, même et surtout s'ils sont subis ou non pensés en amont comme étant des applications de sa pensée, de son attitude mentale.

Pour autant faut-il jouer sur cette tendance naturelle à rationaliser pour la mettre à profit en vue d'obtenir des gestes environnementaux ? C'est ce que propose la communication engageante qui cherche à reproduire la façon dont les choses se passent spontanément chez les personnes.

D'autres approches, qui misent davantage sur une perspective éducative, reconnaissent ce fonctionnement spontané mais proposent pour autant un accompagnement selon une démarche rationnelle : de la modification de l'attitude à la modification du comportement. L'idée étant que l'accompagnement des personnes doit permettre de sortir des fonctionnements spontanés pour avancer en conscience : prendre des résolutions d'abord et passer à l'action. La dissonance cognitive devient alors un objet de travail, une amorce à partir de laquelle on peut accompagner un travail conscient et éclairé sur les différentes façons de résoudre ce conflit.

● La communication engageante

La communication engageante est une des propositions issues de la psychologie sociale pour agir sur les changements de comportements. Elle part du principe que nous sommes des êtres rationalisants et que ce sont nos actions qui influent sur nos attitudes davantage que l'inverse. Elle propose donc différents moyens pour obtenir de la part d'une personne un acte dit « problématique » qui éveillera une dissonance (état d'inconfort) qui pourra l'amener à réajuster son attitude initiale pour la rendre plus conforme à l'acte problématique réalisé.

La communication engageante est issue du croisement des domaines des sciences de l'information et de la communication avec la psychologie sociale. Elle a été imaginée pour dépasser les limites de la communication persuasive en s'appuyant sur la théorie de l'engagement qui démontre la puissance de celui-ci pour agir sur nos attitudes et comportements. Elle propose d'intégrer le sujet comme acteur de l'action menée. Elle développe une série de « façons d'agir » dont les plus connues sont : le pied dans la porte, l'étiquetage, le pied dans la bouche...

Elle repose sur le paradigme de la soumission librement consentie (cf. Beauvois et Joule, 2006), où le changement passe par la réalisation d'un acte préparatoire dans un contexte d'engagement, associés au message persuasif.

Le principe de l'acte préparatoire, est de demander un acte peu coûteux allant dans le sens de l'action qu'on souhaite finalement faire faire à la personne (par exemple mettre un autocollant relatif à la cause à défendre sur son frigo) et qui agit ainsi sur l'attitude de la personne pour la prédisposer à accepter l'acte final plus coûteux.

Cela rejoint dans les démarches éducatives, que nous verrons plus loin, le fait de proposer de commencer par de petits pas pour ne pas décourager les personnes avec un changement perçu comme inatteignable – la nuance est dans la transparence ou non de la démarche.

Le **contexte d'engagement** fait appel à l'**effet de gel** mis en évidence par Kurt Lewin selon lequel une fois une décision prise il est plus difficile de revenir en arrière. Il se traduit par des chartes d'engagement, la demande de se signaler publiquement en levant la main... Selon Joule et Girandola (2008), la force de l'engagement dépend de deux séries de facteurs :

- des caractéristiques de l'acte : l'engagement est d'autant plus fort qu'il est public, explicite, irrévocable, répété, coûteux et que ses conséquences sont importantes ;
- du contexte de l'acte : l'engagement est d'autant plus fort qu'il repose sur des raisons internes à la personne et qu'il est pris dans un contexte de liberté (certaines expérimentations rappellent à la personne qu'elle est libre d'accepter ou de refuser la proposition de changement et mesurent que cela fait augmenter le taux d'acceptation (➤ « La liberté de choix comme condition du passage à l'action ? », p. 75). (d'après Girandola et Joule, 2008, cf. aussi Beauvois et Joule, 2006 et 2015)

La communication engageante a beaucoup intéressé les milieux de l'éducation à l'environnement au début des années 2000 par son « efficacité » à faire agir en faveur de l'environnement. Certains se questionnent cependant sur sa cohérence en termes d'éthique avec les valeurs de l'éducation à l'environnement : action en pleine conscience et pleine responsabilité. Dominique Bachelart, chercheuse en sciences de l'éducation, souligne cette difficulté : « Le champ de la communication engageante heurte fondamentalement les valeurs de l'éducation populaire qui prône le modèle d'un individu rationnel, d'un individu qui porte des valeurs éthiques et qui, surtout, est perçu comme autonome. Nous oublions probablement que si nous mettons dans notre champ de valeur «l'autonomie», ce n'est pas pour ça que les gens le sont, ni que nous n'avons pas à les accompagner dans ces processus. » (Réseau école et nature, 2007, intervention de D. Bachelart). D'autres posent la question de son efficacité, notamment à long terme. Gabriel Moser (Moser, 2006) rappelle que « l'application de savoirs voire de théories de la psychologie sociale à des problématiques de terrain se trouve essentiellement face à deux restrictions : (1) elle ne peut apporter que des réponses simples pas nécessairement appropriées aux contextes de l'application (...), d'une part, et (2) elle ne se pose que rarement la question de la pérennité de la manipulation » considérant même que les individus soumis aux traitements issus de cette théorie dans le domaine de l'environnement comme pour le tri des déchets reviennent à leurs anciennes habitudes après un laps de temps assez court.

La communication engageante donne des pistes intéressantes pour aborder le moment du passage à l'action en favorisant le facteur clé de la prise de décision d'agir. Mais elle peut donner l'illusion que tout est réglé à partir du moment où les personnes agissent une fois de la « bonne » façon, ce qui est loin d'être certain. Les démarches basées sur des progressions éducatives visent quant à elles le maintien de l'action dans la durée sans se décourager. La communication engageante est construite pour s'adresser à des individus et semble négliger les dynamiques de groupe qui jouent un rôle important dans les processus de changement dans la durée.

Enfin, la communication engageante vise à atteindre un résultat avec les gens, là où la démarche éducative vise à rendre les gens plus conscients des problématiques et des

choix qu'ils ont à faire. Ce qui différencie ces approches est le degré de transparence sur les buts des activités proposées, du respect du libre arbitre à la manipulation.

◉ Des approches basées sur une progression en conscience

Nous présentons deux modèles d'accompagnement basés sur une progression en étapes franchies de façon consciente par les participants, dans une relation de transparence avec eux. Les étapes se ressemblent globalement ou présentent des correspondances possibles. Les étapes du modèle « transthéorique » décrivent plutôt l'état de la personne et celles de l'« approche éducative » la nature du travail à accomplir.

► Le modèle « transthéorique » ou modèle des stades du changement de Prochaska et Di Clemente

(d'après Boudreau, 2005 et les contenus de formations de Lara Mang Joubert, ► biblio)

Développé dans les années 1980, il est issu d'un travail d'analyse des variables associées au changement confrontées à différentes théories développées en psychothérapie et sociologie, et s'applique d'abord au champ de l'addiction. Il peut donc référer au soin et doit se repenser dans l'accompagnement voire la relation d'aide dans le domaine environnemental. C'est le travail qu'a fait l'association Nature Humaine, à travers laquelle il a fait son apparition dans le paysage de l'éducation à l'environnement depuis quelques années (► Lettres Nature Humaine en biblio).

Elle le présente sous forme de 6 étapes et 8 modes d'accompagnement (tirés des neuf procédés de changement repérés par les auteurs) :

Les 6 étapes du changement :

pré contemplation ► contemplation ► préparation ► action ► maintien ► terminaison

- La pré contemplation est le moment où la personne n'a pas pris conscience d'une problématique : la prévention des déchets, c'est quoi ? et ne peut donc en aucun cas imaginer changer ses pratiques
- La contemplation est le moment où la personne prend conscience de la problématique : il y a un vrai problème en termes de quantité de déchets produits, même si certains peuvent être recyclés
- La préparation est le moment où la personne se projette dans un changement : je suis concernée par la réduction des déchets et ce serait bien que j'agisse à mon niveau
- L'action est le moment où la personne modifie effectivement ses pratiques : je mets en place un composteur
- Le maintien est le travail d'ancrage de la nouvelle pratique dans le temps, nécessitant de passer au-dessus des difficultés rencontrées au cours de l'action : j'ai voulu abandonner mon compost car il sentait mauvais, mais j'ai trouvé la solution en l'humidifiant davantage et j'ai finalement maintenu ma pratique
- La terminaison est le stade où la question de l'abandon ne se pose même plus, la nouvelle pratique étant entrée dans les habitudes de la personne, devenue une routine.

Huit modes d'accompagnement sont aussi identifiés. Dans l'ordre on trouvera :

- la conscientisation et les modifications environnementales (la mise en place d'alternatives techniques et sociales), *pour passer de la pré-contemplation à la contemplation*
 - l'éveil émotionnel et la réévaluation personnelle (du comportement visé) *pour arriver jusqu'à la préparation*
 - l'engagement (moral et concret) *pour arriver à l'action*
 - la récompense, *pour parvenir au maintien*
 - les contre-mesures environnementales (éviter les situations à risque de rechute), *pour parvenir à la terminaison*
 - et tout au long des étapes : les relations aidantes (groupes d'entraide)
- (➤ *Lettre de Nature Humaine n°4, avril 2009*)

Dans le modèle transthéorique on signale que le pic des freins se situe au moment de la contemplation (moment où se situer par rapport au problème envisagé peut engendrer des phases de déni du problème, de marchandage, de tristesse « éco-dépression », avant d'aller vers une acceptation de la réalité et une quête de sens par l'action (➤ travaux d'Elisabeth Kübler-Ross, cités par Lara Mang-Joubert)) et que le risque majeur de retour en arrière intervient au moment du passage à l'action (moment d'exposition au regard des autres et aux difficultés techniques imprévues).

Le modèle transthéorique évolue dans les années 1990 d'une présentation linéaire vers une conception avec des boucles liées à des « rechutes » dans l'étape précédente : celles-ci font partie du processus et n'empêchent pas la progression sachant que le franchissement de l'étape suivante va toujours plus vite la deuxième fois que la première.

► Le modèle de l'approche éducative de l'Activation du Développement Vocational et Personnel (ADVP)

Il fournit à l'Ifreé un certain nombre de points de repères sur la façon d'accompagner les projets des personnes. Il a été établi en 1974 par les canadiens Pelletier, Bujold et Noiseux (professeurs à l'université de Laval, en sciences de l'éducation ou en psychologie, spécialisés dans l'orientation) sur la base de différents travaux de recherche nord-américains : ceux définissant les étapes d'un projet professionnel ou de vie (simplifiées en 4 étapes principales), le modèle de l'intelligence de Guilford, repérant 120 habiletés intellectuelles (réinvesties dans les types de tâches correspondant aux différentes étapes) et enfin l'approche centrée sur la personne de Carl Rogers qui sous-tend le modèle de relation d'aide et d'accompagnement personnel. (d'après Pelletier, 1986 ; Pelletier, Bujold et coll., 1984, et Wikipédia)

L'objectif de l'élaboration de ce modèle était de répondre à la préoccupation des conseillers d'orientation de pouvoir accompagner les personnes qui n'avaient pas spontanément de projet. Se démarquant de l'idée de l'émergence (un projet préexiste chez eux et il faut l'aider à émerger), il se base sur le postulat qu'un projet peut se construire dans le temps en respectant certaines étapes.

Si l'on envisage un changement de comportement comme un projet personnel de mise en œuvre d'une nouvelle pratique, on considère que le modèle ADVP offre des points de repères intéressants.

La démarche éducative a comme finalité de parvenir sur un sujet à travailler avec le plus grand nombre et en particulier avec ceux qui spontanément ne sont pas prêts à agir.

Elle repose sur plusieurs hypothèses de travail :

- L'implication vis-à-vis d'un sujet ne va pas forcément de soi, c'est un processus progressif qui se construit dans le temps en empruntant plusieurs étapes
- Pour accompagner une personne en vue de la prise en compte d'une question et de l'implication dans l'action il est important de situer dans quelle « étape » de la progression cette personne a besoin d'être aidée, c'est-à-dire de repérer l'étape que cette personne n'a pas encore franchie par elle-même.

Cette approche amène à différencier les interventions de l'accompagnateur en fonction des besoins des personnes auprès de qui il travaille.

Les étapes de la démarche éducative sont les suivantes :



À chaque étape correspond donc une activité spécifique

L'exploration : Il s'agit de découvrir le maximum d'informations nouvelles et différentes sur : le sujet que l'on traite, sur les relations que chaque personne entretient avec ce sujet et sur la manière dont les autres perçoivent le sujet.

Les activités d'exploration favorisent l'ouverture aux autres et une perception la plus large possible du thème traité. Elles stimulent la **pensée créative** et la **curiosité**.

La cristallisation : Il s'agit à cette étape non plus de découvrir mais de comprendre. Il s'agit donc de préciser, de différencier, d'identifier les liens (causes, conséquences) qui existent entre différents aspects. Les informations échangées et produites à cette étape fournissent non pas la vision la plus large possible des questions étudiées mais favorisent la production d'explications possibles. Comme pour l'étape précédente on peut travailler sur « soi » (comprendre ce que la prévention des déchets vient remettre en question dans mes habitudes de consommation) sur le « sujet » (comprendre comment la prévention des déchets impacte la gestion des ressources) et sur les « autres » (comment les habitants de tel quartier ont réussi à réduire leur volume de déchets de x%). Les activités de **cristallisation** font appel à la **pensée conceptuelle** et au **besoin d'ordre**.

La spécification est l'étape du choix, de la décision d'agir ou non en toute connaissance de cause. À cette étape on aide les personnes à identifier leurs priorités, ce qui est le plus important pour eux et leurs contraintes, afin qu'ils soient en mesure de faire un choix conscient et assumé entre le désirable et le réalisable.

Les informations échangées et produites à cette étape favorisent la prise de décision et l'engagement. Il s'agit alors de permettre aux personnes de clarifier les diverses influences qui s'exercent sur elles, qu'elles viennent d'elles-mêmes (valeurs, croyances...) ou des autres (influences familiales, professionnelles, culturelles) mais aussi d'identifier les actions à entreprendre qui leur conviendraient le mieux (travail sur le sujet). Les activités de **spécification** sollicitent la **pensée évaluative** et le **sens critique**.

La réalisation consiste à travailler à la mise en œuvre de la décision prise à l'étape précédente. Les informations produites et reçues sont utiles et opérationnelles, elles permettent d'agir. Ici sont mobilisés la **pensée implicative** et le **souci d'efficacité**. Pour la phase de réalisation il est parfois question d'« agir sans se désespérer » pour indiquer qu'il s'agit d'une action surmontant les difficultés dans la durée : cette dernière phase correspond à la consolidation de l'action.

Étapes	Soi	Le sujet	Les autres
Exploration <i>Découvrir</i>	Découvrir notre propre rapport à la consommation par exemple en explorant les sentiments que ça génère chez nous	Découvrir le sujet de la prévention des déchets en explorant le panel des actions qui s'y rattachent	Découvrir le positionnement des principaux acteurs de la société sur la question en prenant connaissance de leurs déclarations
Cristallisation <i>Comprendre</i>	Comprendre les raisons de notre propre difficulté à gérer raisonnablement nos déchets alimentaires, par exemple	Comprendre les liens qui existent entre la prévention des déchets et la préservation des ressources par exemple, en les conceptualisant à travers un schéma	Comprendre pourquoi les habitants du quartier de... ont réussi à réduire leur volume de déchets de x%
Spécification <i>Hierarchiser et choisir</i>	Déterminer mes priorités, composer avec mes contraintes	Déterminer l'action qui me convient le mieux et qui a de l'importance pour la prévention	Parvenir à me positionner vis-à-vis des différentes influences qui s'exercent sur moi par exemple Tenir compte des incidences pour les autres
Réalisation <i>Agir</i>	Me former, me préparer, m'organiser	Obtenir l'information utile, technique, dont j'ai besoin	Mobiliser des personnes ressources, d'autres expériences Prendre en compte l'impact de l'action sur les autres

On voit qu'on est dans une démarche de prise de conscience et que l'action finale n'est pas complètement prédéterminée, ce qui importe c'est de mettre les personnes en mouvement vers une action qui soit réellement appropriée.

Dans la démarche éducative, les freins sont aussi des outils de travail, identifiés à travers les trois angles (appelés « champs thématiques ») : moi, le sujet, les autres. Il n'est pas forcément utile de travailler sur tous les angles de toutes les étapes, mais cette structuration donne des points de repère à l'animateur pour cibler son action là où elle sera le plus utile, c'est-à-dire, là où des freins apparaissent. Par ailleurs des réticences peuvent être observées chez certaines personnes, liées aux types de pensées sollicitées aux différentes étapes (on peut être curieux mais pas ordonné, ou efficace mais pas critique...) : celles-ci auront alors du mal à accepter d'explorer pour de vrai ou alors de faire des choix. La fragilité au moment du passage à l'action est aussi identifiée.

Il s'agit d'une démarche **non linéaire** mais **cumulative**, les différentes étapes pouvant à tout moment être réinvesties sur des sujets connexes qui intègrent les préoccupations des personnes pour avancer dans leur projet.

Les styles d'apprentissage à l'œuvre dans les expériences d'accompagnement du changement

Changer ses pratiques, son comportement c'est aussi « apprendre » de nouvelles façons de faire. L'apprentissage est une dimension importante dans les expériences recensées. Celles-ci révèlent cependant différentes approches de sa mise en œuvre, que l'on rapprochera des trois principaux modèles qui structurent les théories de l'apprentissage.

● Le modèle de l'empreinte

Le premier modèle, celui de **l'empreinte**, se base sur le postulat que la connaissance se transmet. On parle aussi de **modèle transmissif**. Il a été élaboré à partir de deux présupposés : l'apprenant n'a pas de conceptions préalables et si l'exposé est clair et l'apprenant attentif, le message est assimilé tel que transmis.

C'est le modèle d'apprentissage sous-jacent dans la plupart des expériences recensées sans doute parce qu'il est **peu coûteux en temps et en moyens**, que **l'information transmise est fiable** et que **l'acquisition des connaissances est facilitée** (la personne va mémoriser des savoirs élaborés et reconstruits par l'accompagnateur). Ce modèle fonctionne lorsque la personne est motivée, qu'elle cherche des réponses, dispose d'outils intellectuels identiques à ceux de l'émetteur et possède des éléments de connaissance sur l'objet d'apprentissage (Martin et Savary, 2013). C'est le cas dans toutes les expériences basées sur le volontariat. Dans l'opération « Des poules pour réduire mes déchets » (exp. 7), les personnes qui se sont engagées à accueillir et s'occuper de poules se sont montrées motivées et attentives lors de la réunion d'information. A l'issue de celle-ci, elles ont exprimé leur satisfaction quant aux informations qui leur ont été données et manifesté leur intérêt pour passer à l'action, s'informer et se documenter davantage.

Ce mode transmissif ne prend pas uniquement la forme d'exposés ou de vidéo projections comme le montre le cas de l'animatrice des ateliers de Charente Nature (exp. 6), qui sollicite beaucoup les personnes en alternant des temps d'apports de contenus avec des temps d'échanges, de questions/réponses afin d'éviter l'ennui des participants. Cette modalité plus active reste néanmoins dans un cadre de type transmissif et asymétrique : c'est l'animatrice qui transmet l'information, répond aux questions et propose les activités. C'est également le cas des ateliers « éco-pratiques » menés par le CEDER (exp. 5), ou de l'opération « Tuper'turbes ta poubelle » (exp. 4) qui incitent aux échanges avec et entre les participants pour venir enrichir ou faire écho aux contenus mais sans modifier le cours de l'atelier. L'animatrice s'appuie sur ces échanges de l'ordre du témoignage pour illustrer son propos et amorcer un discours préconçu : l'opération est bien sur un mode transmissif. Ce mode transmissif se traduit aussi généralement par des actions de démonstrations par l'exemple : l'animatrice va montrer ce qu'il faut faire, présenter des recettes ou exposer des modèles à reproduire et proposer aux participants de réaliser ensemble à partir de sa démonstration, comme en témoignent l'animatrice du Syndicat Mixte du Pays Thouarsais (exp. 4 - recettes de produits ménagers) ou encore l'animatrice du CEDER (exp. 5 - modèles de sacs en matériaux de récupération). Cette dernière souligne en outre l'importance de susciter l'envie chez les participants grâce à la simplicité ou l'esthétisme des modèles présentés.

● Le conditionnement

Le second modèle, celui du **conditionnement**, est construit sur le principe que la connaissance s'inculque. C'est le behaviourisme. Le postulat de départ est qu'il est impossible d'accéder aux états mentaux des individus (boîte noire), l'apprentissage doit donc s'évaluer à travers des comportements observables. Cette théorie naît des expériences menées par le physiologiste Pavlov – dans la seconde moitié du XIX^e siècle - sur le **conditionnement répondant** ou classique (association d'un **stimulus** à une réponse avec répétition). Les réactions acquises de cette façon deviennent des réflexes lorsque le cerveau fait les liens entre le stimulus et l'action qui suit. Ces travaux ont été repris et développés par le psychologue Skinner au milieu du XX^e siècle, qui définit le **conditionnement opérant** où la mise en œuvre du comportement est conditionnée par l'anticipation de ses conséquences (**récompense/punition**).

Les politiques de mise en place du tri des déchets ont généré beaucoup d'actions dites « pédagogiques » sur le mode du conditionnement répondant, en associant une couleur de bac avec un type de déchet à recycler. On a alors parlé d'une éducation qui abandonnait l'ambition de conscientisation et d'esprit critique pour s'apparenter à un « dressage ». Elle présente le risque que les gens, à défaut d'avoir élaboré ou mesuré par eux-mêmes les enjeux de la gestion des déchets, passent à côté du véritable sens d'un changement de pratique répondant d'abord à l'objectif de réduction des déchets (quand on a « appris » à trier sans se poser de question, par conditionnement, on peut penser que le mieux c'est de mettre le plus possible de choses au tri).

Aujourd'hui, la mise en place de la tarification incitative porte dans son nom même, les principes d'un conditionnement opérant promettant une économie financière à ceux qui produiront moins de déchets résiduels. Cet aspect est souvent mis en avant dans le cadre de la communication associée à sa mise en place alors qu'il n'y a pas

forcément de traduction directe entre la baisse des quantités de déchets individuels et une diminution des dépenses de la collectivité et donc de la facturation pour les ménages (puisque une partie des frais fixes restent constants). Cet argument peut s'avérer contre-productif dans ce cas, induisant une impression de tromperie qui peut décourager. Il s'agit d'un conditionnement où le stimulus n'étant pas à la hauteur des attentes, l'effet attendu n'aura pas lieu.

Ce modèle est également sous-jacent lorsque l'animatrice de Charente Nature cherche à inculquer le réflexe du recours aux produits de nettoyage écologiques : un jeu s'instaure entre elle et les participants qui finissent par donner toujours la même réponse (« vinaigre blanc, bicarbonate ») à toutes ses questions relatives au nettoyage, intégrant ainsi que ce sont des produits multi-usages (exp. 6).

Le béhaviorisme comporte un certain nombre d'avantages en plaçant l'apprenant et non plus la connaissance au centre du dispositif et - le plus souvent - en situation de réussite, guidé pas à pas en fonction de ses possibilités. Par contre il n'y a pas de prise en compte des conceptions antérieures, qui peuvent resurgir devant un problème plus complexe, et le découpage du savoir à acquérir en tâches à réussir cache la vision d'ensemble et ne permet pas forcément de refaire le chemin seul. Pour le conditionnement répondant « la conduite acquise est un automatisme aveugle qui se déclenche dès lors que les circonstances sont réunies. De ce fait, elle n'est ni transférable ni généralisable » (Martin, Savary, 2013).

◉ Le constructivisme ou socioconstructivisme

Enfin, le 3^e modèle de l'apprentissage s'appuie sur l'idée que **la connaissance se construit : apprendre, c'est chercher et résoudre des problèmes**. Dans ce cas, l'apprentissage résulte d'une interaction entre l'individu et son environnement, c'est le **constructivisme** ou le **socioconstructivisme** (si on y ajoute l'effet de l'interaction sociale). La connaissance se construit - chez l'apprenant - grâce aux processus d'équilibration de ses structures cognitives. L'apprentissage s'assimile au développement ; il s'appuie sur l'élaboration de nouvelles structures de connaissances. Proposer des situations d'apprentissage consiste donc à proposer des situations susceptibles de générer des questionnements. Mais ce modèle est coûteux en temps. Il nécessite un haut de niveau de compétence pour la conception des situations d'apprentissage car il est parfois difficile de trouver des situations amenant les personnes à s'interroger. Enfin la phase de questionnements qui génère plus d'incertitude que de réassurance peut être inconfortable pour certains participants. Dans l'expérience des foyers Témoins agents du Conseil Départemental de la Côte-d'Or (exp. 9), les participants apportent une vision critique sur les gestes. Cette expression soulève l'intérêt de leur faire élaborer les gestes dans une vision plus constructiviste, qui va favoriser une implication plus forte, une recherche de solution nouvelle (comme lorsqu'ils entament une recherche pour comprendre pourquoi leur lombricomposteur ne fonctionne pas bien et adapter son usage). On sait qu'on s'approprie mieux les choses quand on les découvre par soi-même. Le fait de réfléchir et de mettre en œuvre une solution va nécessiter des cheminements, des questions, des négociations qui peuvent conduire l'individu ou le groupe à aller vers des alternatives mieux adaptées. L'expérience menée par l'École des consommateurs d'Audruicq propose aux participantes d'élaborer leur propre projet (recette à partir

d'une liste d'ingrédients fournie), c'est donc un projet qui s'appuie sur une vision constructiviste.

Dans les expériences enquêtées les animateurs ne semblent pas forcément conscients des modèles sous-jacents dans leurs propositions d'actions. Seul l'animateur du Repair café (exp. 1) fait une référence explicite au mouvement du Développement du Pouvoir d'Agir (DPA), concept qui s'inscrit dans la lignée de l'éducation populaire, proche des démarches éducatives et des visions socioconstructivistes de l'action (Le Bossé, 2006). Malgré quelques références à la communication engageante ou à des formations de l'Ademe sur l'accompagnement du changement, la mise en œuvre reste globalement intuitive. Ils ont plus à cœur de respecter des principes globaux (il faut qu'il y ait des échanges, il faut que ça vienne d'eux) qui peuvent prendre des places très différentes dans le processus en fonction du modèle. Les propositions sont élaborées de façon intuitive et correspondent généralement bien aux besoins et aux situations : comme ils ont souvent peu de temps et sont sur des « petits gestes », ils privilégient l'empreinte, la démonstration, voire le conditionnement pour créer des automatismes qui facilitent la vie (où on n'a pas besoin de tout repenser à chaque fois qu'on doit mettre en œuvre). Cependant, lorsque ces gestes ne semblent pas si anodins pour certaines personnes, ils rencontrent des difficultés qui pourraient les amener à envisager des modalités plus inductives, comme les approches constructivistes. Nous verrons au fil de la partie suivante comment essayer de dépasser ces situations de blocage.

L'ACTION, AU CŒUR DES EXPÉRIENCES QUI RECHERCHENT LE CHANGEMENT

L'action comme modalité pour découvrir et comprendre

Accompagner le passage à l'action : l'action comme finalité

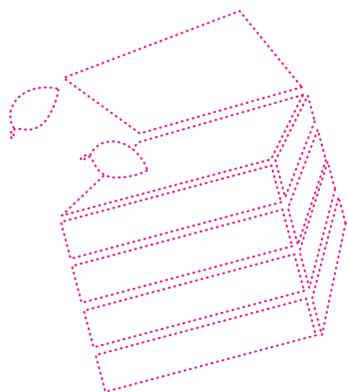
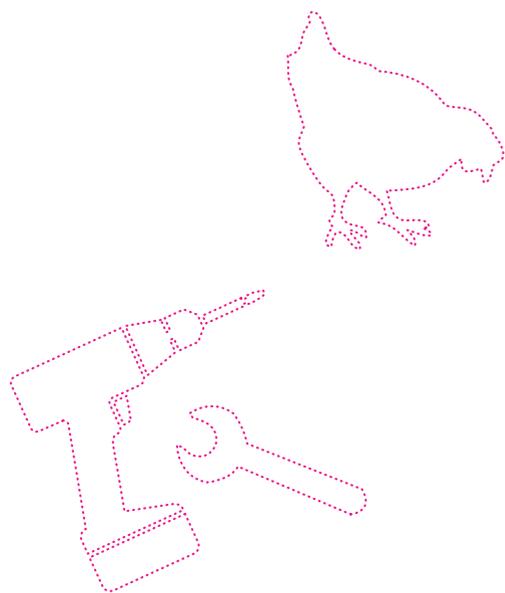
La liberté de choix comme condition du passage à l'action ?

- Aider à choisir
 - ▶ Le choix du comportement, de la pratique qu'on souhaite adopter est souvent restreint.
 - ▶ Pour autant ce choix d'actions préétablies est-il une fatalité ?
 - ▶ Formaliser le choix, acter l'engagement
- Se préparer à agir
- Agir au sens de mettre en œuvre
- Consolider sa pratique, sa capacité à agir

Identifier à quelle étape les participants ont besoin d'être aidés

- Travailler sur les pratiques des participants pour identifier les besoins
- Quand des freins sont exprimés et paraissent des impasses
- Quand les freins ne sont pas exprimés

Élargir le champ de conscience



L'ACTION, AU CŒUR DES EXPÉRIENCES QUI RECHERCHENT LE CHANGEMENT

Globalement les projets enquêtés sont conçus pour que les personnes fassent l'expérience directe d'autres manières de faire, même si ces actions sont souvent très cadrées et les « gestes » prédéfinis. Cette focalisation sur l'action est intéressante et semble cohérente avec la préoccupation du changement de comportement. Elle nous amène cependant à formuler deux points de vigilance : une activité qui ne fait pas l'objet d'un temps d'exploitation ne porte pas tous ses fruits éducatifs, toutes les actions ne sont pas des « passages à l'action » : il faut différencier les « activités » proposées pour découvrir et comprendre une nouvelle pratique, et la mise en œuvre autonome du changement de pratique. Agir ne signifie pas automatiquement « passer à l'action » c'est-à-dire modifier un comportement ou adopter et mettre en œuvre une nouvelle pratique dans son contexte habituel et initier une façon de faire qui va s'ancrer dans le temps. L'illusion du « passage à l'action » qui suivrait la prise de conscience peut nous faire assimiler toute activité menée au cours de l'animation à un « passage à l'action » : si le public agit, c'est forcément gagné ! Il apparaît nécessaire de replacer chacune de ces actions dans la progression éducative afin de nuancer leur portée. Notons que la communication engageante envisage le passage à l'action comme précédant et pouvant induire l'attitude.

L'action comme modalité pour découvrir et comprendre

On a vu qu'une progression éducative visant à aider des personnes à franchir des étapes dans la perspective d'agir différemment, comprenait une phase préalable de découverte et de compréhension du thème, de son rapport au thème et de ce qu'en pensent les autres. Cela correspond à la phase généralement appelée

« sensibilisation » dans les projets d'éducation à l'environnement. Beaucoup de modalités sont envisageables pour faire découvrir l'existence d'une problématique et se confronter à ses tenants et aboutissants (présentation, débat d'idées...) et le contact direct par une activité en est une aussi.

Par exemple, dans les expériences 4, 5 et 6, la fabrication d'un produit ménager écologique constitue une modalité active pour permettre aux participants de découvrir que « ça existe » et à l'animatrice de leur montrer que « c'est faisable » dans l'absolu. Mais l'absence d'adaptation aux contraintes spécifiques de chaque participant ne les aide pas à se projeter dans une réalisation concrète chez eux qui elle seule pourrait être considérée comme un passage à l'action. *Cela ne veut pas dire qu'ils ne pourront pas franchir cette étape seuls, mais rien n'est fait pour le vérifier* ; on a alors le sentiment que les animateurs attendent un effet d'engagement et d'application directe dans le quotidien qui n'est peut-être pas rendu accessible à tous. Du coup, c'est la puissance d'engagement de l'action qui est mobilisée : le fait de faire des choses qui vont dans le sens de la prévention des déchets (récupération, moindre nuisance des produits) est considéré de façon implicite comme pouvant agir sur les attitudes des gens dans ce domaine. Cela n'est pas toujours fait en conscience par l'animateur (même si l'animatrice de l'exp. 5 fait référence explicitement aux techniques de la communication engageante qu'elle essaie d'appliquer entre autres techniques et que l'animatrice de l'exp. 6 dit au contraire se démarquer de ce type d'approche). L'idée est finalement de créer un potentiel, mais sans garantir qu'il puisse se réaliser.

Piste

Pour approfondir ce point, il faudrait par exemple demander aux participants de préparer une expérimentation à faire chez eux, en prévoyant un temps d'échange sur ce qui a marché ou non la fois suivante... L'animatrice du CEDER en a l'intuition lorsqu'elle confie : *avec le recul, j'insisterai plus sur le suivi des changements à la maison et le dialogue autour de ce point à chaque nouvel atelier, alors que j'attendais des retours spontanés sans les demander* (exp. 6).

D'une façon générale il faut oser l'exploitation de l'expérience ! Faire l'expérience des choses est important, mais il faut aussi pouvoir y réfléchir après (Piaget, Réussir et comprendre, 1974). Et ce d'autant plus que le niveau expérientiel est fort (➤ encart p. 76 dans le livret 5). Cette exploitation de l'action est relativement peu investie ou formalisée dans les expériences décrites ici, dont le niveau expérientiel est souvent peu élevé. Les animateurs donnent le sentiment qu'il suffit de faire des choses avec les gens pour qu'ils s'approprient tout seul les enseignements qu'ils peuvent en tirer. La crainte de casser le côté convivial et ludique, de toucher à l'intimité des personnes ou le manque de savoir-faire pour mener une exploitation sont aussi des freins vraisemblables.

Notons que l'animatrice de Charente Nature fait un premier travail dans ce sens en organisant des tours de table à l'issue des ateliers afin de permettre aux participants de s'exprimer. Elle constate que cette expression est un premier pas pour s'approprier les choses, prendre conscience de leurs apprentissages et qu'ils manifestent au final leur envie de poursuivre les expériences réalisées (exp. 6). En effet, quand l'action est une modalité de découverte, donc d'apprentissage, il faut vérifier ce qui a été appris : exprimer ce que l'on retient d'important par exemple de ce qui a été fait... est une modalité pour cela.

Accompagner le passage à l'action : l'action comme finalité

► La liberté de choix comme condition du passage à l'action ?

Le sentiment de liberté (réelle ou illusoire) est incontournable pour l'engagement. On ne peut se positionner sur une question que si on échappe aux systèmes de pressions environnantes et qu'on se sent libre de son choix. Les systèmes de pression créent généralement des réticences et entraînent parfois l'inverse de l'effet recherché (les pressions peuvent être amicales, professionnelles ou d'ordre juridique et même si cette dernière peut être une solution efficace sur certains points, elle reste toujours un moteur externe). Pour permettre aux personnes de s'appuyer sur leurs moteurs internes il faut qu'elles se positionnent en-dehors de tout système de pression. L'animatrice du CEDER comme la plupart des autres porteurs de projets, le ressent et l'exprime ainsi *je n'ai pas de discours moralisateur en disant ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire, en général ça braque les gens* (exp. 5).

La communication engageante exploite cet état de fait en utilisant la liberté de choix comme outil pour pousser vers l'option voulue par le communicant. L'animatrice du CEDER dit s'appuyer sur cette Théorie du libre choix (développée par RV Joule, auteur de « la soumission librement consentie ») quand elle bâtit son discours en formulant clairement qu'elle ne fait que proposer des solutions et laisse le choix final aux participants d'adopter celle qu'ils veulent.

Cette liberté est aussi garantie par les autres animateurs sans en faire un outil pour obtenir le bon choix, mais plutôt par respect du libre arbitre des personnes, qui est à la fois une position éthique (le choix d'adopter ou non un comportement est bien de la responsabilité de chaque personne en dernier recours et l'animateur ne peut pas s'y substituer) **et pragmatique** (si on force la main, on obtient généralement des déclarations inauthentiques, non suivies d'effets et moins la personne sent son libre arbitre remis en cause, plus elle aura de facilité à aller vers une nouvelle proposition). C'est pourquoi il est souvent vain d'essayer de « convaincre », alors qu'il reste utile de mettre à disposition toutes les informations nécessaires pour permettre de se positionner sur une question. L'animatrice de Charente Nature (exp. 6) l'exprime ainsi : *je présente le déroulé de l'atelier et l'esprit : nous allons échanger ensemble, je ne suis pas là pour vous dire ce qu'il faut faire ou ne pas faire, nous allons réfléchir ensemble à comment faire autrement, vous avez sûrement des astuces, on va expérimenter ensemble...* et celle de l'opération « bébé durable » (exp. 8) aussi : *je propose quelque chose, vous prenez ou pas.*

Dans l'approche éducative, la liberté n'est pas un moyen déguisé de permettre au communicant d'atteindre son but mais un principe pédagogique qui veut que les personnes soient toujours libres et responsables de leur niveau d'engagement. Cela se traduit également dans les mises en situations et les consignes données qui doivent toujours être contournables : si on propose par exemple de faire un écrit, il n'est pas « ramassé » (il est pour soi), l'expression est libre, jamais obligatoire...

◉ Aider à choisir

► Le choix du comportement, de la pratique qu'on souhaite adopter est souvent restreint.

Pour certaines expériences ciblées sur une pratique il n'y a pas de choix à proprement parler en-dehors de celui d'« y aller » ou pas. C'est le cas de la mise en place des sites de compostage (exp. 2 et 3), de l'opération « des poules pour réduire mes déchets » (exp. 7) et du Repair café (exp. 1). Les participants à ce dernier sont cependant confrontés à la problématique de pouvoir prendre cette décision dans l'incertitude : pour réparer il faut parfois acheter une pièce détachée sans être sûr qu'elle suffira à surmonter la panne, il y a donc le risque d'un investissement perdu. Les bénévoles aident alors les personnes à se positionner en mettant en place les ingrédients d'une aide au choix : rendre les choses aussi transparentes et compréhensibles que possible (bien expliquer le fonctionnement de l'appareil, l'origine possible de la panne et être clair sur les risques encourus) sans pour autant orienter le choix final : il s'agit d'éclairer la décision à prendre et de renvoyer à la liberté de choix de la personne en fonction de ses propres contraintes (quelqu'un qui peut se permettre de « perdre » le prix de la pièce détachée ne réagira pas de la même façon que quelqu'un qui ne peut pas).

Quand un choix est à faire parmi plusieurs possibilités il est lié le plus souvent à des solutions toutes faites. C'est par exemple la liste type des 10 gestes établie par l'ADEME que l'on retrouve comme base de travail dans les deux opérations « foyers témoins ». Cet état de fait n'est pas tout à fait surprenant car en matière de prévention des déchets les principaux gestes sont connus, ils ont été déterminés à partir des principaux gisements existants, quotidiens ou occasionnels, (les plus impactants, accessibles et visibles pour les personnes) ; il apparaît donc cohérent de proposer ceux-là et de ne pas demander aux gens de les réinventer. On note tout de même qu'ils n'ont pas tous le même degré de prédétermination : certains sont très précis (apposer un « stop pub ») d'autres laissent beaucoup plus de marge d'imagination (« les gestes alternatifs » : faire ses yaourts...).

Ces choix très encadrés, nous explique Patrick Hervier, référent prévention des déchets à France Nature Environnement, correspondent souvent à un catalogue d'actions d'évitement des déchets associées à des objets emblématiques, symboliques (composteur, gobelets) qui facilitent l'action mais ont aussi tendance à enfermer cette action dans une seule façon de faire. Les personnes à qui l'action s'adresse finissent par croire par exemple qu'il n'est pas possible de faire un compost sans composteur dans son jardin, alors même qu'il existe beaucoup de façons différentes de s'y prendre : compost en tas, à l'aide de palettes récupérées, compostage regroupé... De même ces objets peuvent devenir de nouveaux objets de consommation de façon contradictoire avec l'idée de prévention des déchets. Ainsi le gobelet réutilisable arborant le logo de la collectivité devient un objet de communication, mais attention aux regroupements territoriaux entre collectivités qui pourraient disqualifier des gobelets aux « blasons » et slogans disparates...

► Pour autant ce choix d'actions préétablies est-il une fatalité ?

Rarement investie, la marge de manœuvre pour inventer de nouvelles solutions aussi petite soit-elle est pourtant intéressante en soi. D'un point de vue pédagogique, il

s'avère toujours fructueux de permettre aux gens de refaire eux-mêmes le chemin pour élaborer des solutions, même proches des solutions existantes. Avec un groupe qui n'est pas d'emblée motivé, il y aurait donc la place pour une approche de type plus « constructiviste » (➤ p. 69) par laquelle les gens s'approprient mieux les solutions et les adaptent à leur réalité. Ce travail d'élaboration trouve sa place dans la phase d'approfondissement qui précède le travail de hiérarchisation et de choix dans une progression éducative. Bien sûr cette démarche peut s'avérer plus longue et demande un accompagnement.

Des pistes pour faciliter et consolider le choix

D'une façon générale, le moment du choix d'une pratique à mettre en œuvre ne fait l'objet d'aucune réflexion particulière dans les expériences enquêtées. Tout fonctionne comme si les personnes avaient d'emblée, sans avoir besoin d'être guidées pour cela, les ressources pour formuler un choix. **L'animateur n'a alors pas de lisibilité ni de possibilité d'intervenir sur les critères mobilisés par les participants pour faire ce choix.**

C'est pourquoi il nous semble que l'on peut imaginer quelques consignes de nature à aider ou guider ce moment. Avec les personnes qui ont *découvert en faisant* ou *se sont préparées à faire* (exp. 4, 5 et 6) comme pour celles qui testent des pratiques chez elles (exp. de foyers témoins 9 et 10), on pourrait proposer un temps à la fin où on les aide à se projeter dans un choix avec des consignes de réflexion adaptées :

- qu'est-ce que je ne fais *jamais* ?
- qu'est-ce qui aurait du *sens* pour moi ?
- qu'est-ce que j'aurai *envie* de faire ?
- qu'est-ce qui serait possible ? à quelles *conditions* ?

Évidemment les choses peuvent se passer plus naturellement et pour certains choix ce niveau d'analyse peut sembler démesuré. Il reste néanmoins nécessaire de s'assurer du besoin ou non des personnes à être aidées dans le franchissement de cette étape, afin de garantir la portée maximale de la démarche.

Seule l'animatrice de l'exp. 10 propose aux participants de réfléchir à ce qui aurait le plus de sens pour eux au regard de leur production de déchets, ce qui est un début d'aide au choix en fournissant un critère de hiérarchisation des possibilités. Mais cela reste une orientation pour leur réflexion personnelle et non un temps préalable animé en tant que tel et qui aiderait à mettre des étapes dans le choix.

Ainsi, on pourrait regarder d'abord ce qui ferait le plus sens pour chacun, puis se demander à quelle condition les trois premiers choix seraient possibles... ou croiser avec ceux qui feraient le plus envie... pour arriver pas à pas à construire une décision si celle-ci ne s'impose pas comme une évidence.

Dans l'exp. 4 l'animatrice répond aux difficultés de certains participants à se positionner sur un choix sur le mode du conseil, de la proposition. Cela peut être un déclencheur suffisant mais ne garantit pas que la personne ait suffisamment cheminé dans l'élaboration de son choix pour se l'être approprié. Des consignes comme celles que nous avons proposées ci-dessus et celles que nous proposons ci-dessous pourraient constituer une aide dans ce sens.

Accompagner le choix c'est accompagner la réflexion sur le désirable et le faisable. Tant que les personnes n'ont pas exprimé pourquoi elles ont fait tel choix, on ne pourra pas les aider à aller au bout de la réflexion.

Si les personnes n'éprouvent pas de difficulté apparente à faire un choix et qu'on ne mène pas avec elles un travail spécifique pour les y aider, on peut malgré tout **faire un travail de « vérification du choix » après coup, pour vérifier que celui-ci leur corresponde et qu'il soit faisable**. Ceux qui sont sur un choix désirable mais qui n'ont pas mesuré la complexité de la mise en œuvre risquent de déchanter assez vite. Ceux qui ont fait un choix faisable mais qu'ils n'ont pas investi avec leurs raisons propres (qui n'est pas devenu « désirable » pour eux) vont avoir du mal à se motiver dans la durée. Proposer aux participants d'échanger sur les raisons de leurs choix (pourquoi avez-vous choisi tel geste ? qu'est-ce qui vous motive personnellement ? comment vous projetez-vous sur sa réalisation ?) peut suffire à enrichir cette réflexion en prenant conscience des difficultés ou au contraire des facilités repérées par d'autres pour la mise en œuvre et des motivations que chacun met derrière la pratique choisie.

► **Formaliser le choix, acter l'engagement**

De l'intention à la mise en œuvre il y a toujours un pas important à franchir. Le moment du choix est particulièrement important pour cela. **La puissance de l'engagement peut alors être mobilisée pour acter et marquer ce moment symboliquement, facilitant ainsi l'avènement de la nouvelle pratique**. En d'autres mots, **partager son choix, le « socialiser » permet un meilleur ancrage**. Il peut s'agir de signer une « charte d'engagement », une convention... Cette technique est particulièrement utilisée dans la communication engageante dont elle est un des maillons, mais elle n'est pas contradictoire avec des démarches basées sur la progression des personnes dans une perspective éducative. Elle participe alors de l'aide au choix en formalisant la prise de décision avec une forme engageante...

Ces documents permettent aussi de valider « **l'alliance de travail** » entre les porteurs d'un projet et les participants comme c'est le cas dans l'expérience « des poules pour réduire mes déchets » (exp. 7) où la charte stipule à la fois les engagements du Syndicat et ceux du participant intégrant le bon soin des poules, la pesée des déchets, le fait d'assister aux réunions programmées et le droit à l'image facilitant les opérations de communication pour démultiplier l'effet de l'action. Le Repair café (exp. 1) utilise quant à lui le règlement intérieur produit par l'association des Repair café, pensé en termes de clarification de l'esprit et des limites de ce qui peut être attendu. Sa signature est l'occasion de détailler cette alliance de travail avec les gens : vous acceptez de participer à la réparation, à la vie du lieu, de ne pas revendiquer une réparation réussie...

Il ne s'agit pas tant d'acter un choix plutôt qu'un autre que d'acter le fait que les personnes sont d'accord pour s'engager sur un choix contraint ; cette signature intervient donc en début de projet, elle acte leur « entrée » dans le projet.

Dans les expériences basées sur des dynamiques d'accompagnement d'initiatives citoyennes, comme le Repair café ou le site de compostage collectif mis en place par l'association Compostri, les chartes peuvent être établies entre différents niveaux de publics participants : charte entre participants référents de site et participants composteurs, charte mettant l'accent sur la nature de la relation entre bénévoles et bénéficiaires du Repair café.

L'expérience « Tuperturbes ta poubelle » (exp. 4) propose une modalité originale : c'est le participant qui s'envoie à lui-même son acte d'engagement, sous forme d'une carte postale, reprenant le « geste » choisi, qui lui sera postée un mois plus tard, comme une

piqûre de rappel. L'idée est de remettre les personnes dans l'attitude mentale qu'ils avaient au moment où, à l'issue du jeu, des débats et des exercices pratiques, ils avaient formulé une intention d'agir visant une pratique particulière. Elle peut sans doute réactiver des volontés qui se seraient émoussées mais ne pourra pas répondre aux besoins, que l'on peut rencontrer pour consolider une pratique, de résoudre les problèmes qui se posent de façon pratique dans sa mise en œuvre dans la durée.

L'expérience « des poules » (exp. 7) passe aussi par une première modalité engageante avant la signature de la charte par les foyers sélectionnés. Il s'agit du remplissage d'un questionnaire de candidature en ligne pour pouvoir participer à l'opération (recevoir deux poules et participer aux temps d'accompagnement). On peut estimer la portée de l'effet d'engagement de cette démarche au nombre d'appels que le syndicat a reçus de personnes n'ayant pas été retenues et souhaitant malgré tout des informations pour essayer de se lancer par eux-mêmes (une cinquantaine d'appels sur les 200 candidatures reçues, ainsi que d'autres appels provenant de personnes n'ayant pas vu la date limite de candidature).

● Se préparer à agir

Quand les participants ont fait un choix ou se sont engagés à mettre en œuvre le projet proposé, l'étape suivante est la mise en œuvre du choix, qui peut passer par une préparation à l'action. C'est un temps où s'exprime le besoin d'« apprendre à faire ».

Le conseil peut ici avoir toute sa place en fournissant des informations solides, utiles : c'est ce qu'apporte par exemple l'animatrice de l'opération « bébé durable » (exp. 8) qui a été contactée après une réunion publique par des familles et a répondu à leurs questions relatives aux différents modèles de couches lavables.

Réaliser l'action une première fois sans risque est aussi une manière de se préparer à agir : les réalisations proposées dans les ateliers (exp. 4, 5 et 6) jouent ce rôle-là (au-delà de permettre de découvrir leur existence et leur impact sur la prévention des déchets). Elles répondront en tout cas à ce besoin pour les personnes qui en sont là. Parmi les retours qu'ont pu avoir les animatrices de ces expériences on note d'ailleurs que les personnes accueillant le jeu « Tuper'turbe » ou les animatrices des groupes constitués ayant fait appel à l'atelier de Charente Nature – qui étaient donc demandeuses de ces actions –, expriment le fait qu'elles ont reconduit ces pratiques dans leur quotidien à partir de ce moment. Il a donc bien rempli un rôle de préparation à la mise en place d'une nouvelle pratique de façon pérenne chez une personne. Pour les participants, il y a sans doute une disparité plus importante entre ceux pour qui l'activité remplit un rôle de découverte et ceux pour lesquels elle peut prétendre arriver au moment de la préparation à l'action.

Encore une fois, cela ne signifie pas que des personnes qui auraient juste découvert la problématique en faisant l'activité ne puissent pas franchir directement et toutes seules le pas de la mise en place dans leur quotidien. Nous insistons seulement sur le fait qu'on ne peut pas en présager et qu'il est intéressant de vérifier que tous soient en capacité de le faire seuls et de proposer un accompagnement à ceux qui n'auraient pas cette capacité.

L'importance de « faire une première fois sans risque » est illustrée par exemple par la crainte qu'émettent les participants sur le respect des dosages entre les produits dans la fabrication de produits d'entretien et des réactions chimiques dangereuses que cela

pourrait provoquer. Le fait de pouvoir exprimer cette crainte et de recevoir en direct des informations précises et utiles répondant à leurs questions ainsi que la confection du produit sont à même de donner à chacun confiance dans le fait qu'il est en mesure de le refaire seul.

Cette « première réalisation encadrée » peut être très guidée comme dans l'exemple que nous venons de voir ou prendre la forme d'une approche plus constructiviste (➤ p. 69) à travers l'aide à l'élaboration d'une action (en correspondance avec des critères proposés, mais qui seraient travaillés en termes de sensibilisation au préalable). C'est le cas dans l'exp. 11, où l'animatrice propose aux cuisinières, à travers la participation à un concours, d'élaborer leurs propres recettes en respectant une minimisation de la production de déchets. La réalisation est alors prise en main par les participantes et l'animatrice est là pour accompagner, conseiller le cas échéant...

Dans la progression des personnes vers de nouvelles pratiques, c'est au moment de la préparation à l'action que la **formation** apparaît comme pertinente (avant elle ne répondra pas à une attente et après elle ne sera plus adaptée). Ainsi dans l'exp. 7 des formations sont proposées aux participants pour apprendre à s'occuper des poules, pour construire un poulailler en palettes de récupération...

Dans cette expérience on retrouve les trois aspects d'une approche complète de la phase de préparation à la réalisation à travers les trois entrées (➤ p. 66) : le sujet (connaître les poules), moi (se préparer à titre personnel), les autres (vérifier que les autres sont d'accord). Des formations sont ainsi proposées sur l'élevage des poules (leurs besoins, prédateurs, maladies possibles...), sur la fabrication d'un poulailler, et des conseils donnés sur la manière de présenter le sujet à ses voisins et les échanges de bons procédés que l'on peut proposer.

Des outils d'auto-formation sont parfois mis à disposition, sur Internet notamment, pour élargir le public touché par ces actions. C'est un complément intéressant, mais il faut rappeler la limite de la seule mise à disposition d'outils écrits ou même multimédias : ils seront utiles aux personnes qui ont franchi le cap du choix d'y aller et qui peuvent cheminer seules. Ils sont également pertinents quand les personnes sont décidées à s'engager et qu'elles sont en recherche d'informations pratiques. L'animatrice du CEDER le constate et c'est pourquoi elle ne donne pas de documents « tutoriels » aux participants au début de l'activité, mais à la fin lorsqu'ils expriment clairement le fait qu'ils veulent reproduire l'action chez eux (exp. 5).

➤ Agir au sens de mettre en œuvre

On est ici au cœur du « passage à l'action », **il s'agit de mettre en œuvre le changement attendu**, la nouvelle pratique, le nouveau comportement **de manière autonome dans un cadre spécifique**. Pour les produits ménagers par exemple cette étape sera franchie quand (ou si) les gens sont en capacité de fabriquer seuls les produits et aussi de les utiliser chez eux.

Le passage à l'action est un moment où les personnes sont particulièrement fragiles car elles s'exposent et reçoivent les retours des autres ou rencontrent des difficultés concrètes qu'elles n'avaient pas anticipées. Or il est rarement accompagné : l'application de ce qui a été vu ensemble est laissée au bon vouloir/pouvoir de la personne. Les animations sur les produits ménagers, par exemple, ne prennent pas en compte la

vérification du franchissement de cette étape en autonomie ni son accompagnement pour les personnes pour qui elle soulèverait des problèmes particuliers (👉 traitement des freins quand ils apparaissent, p. 84).

Certaines expériences mettent des moyens importants sur l'aide à la mise en œuvre, comme les foyers témoins qui développent un accompagnement spécifique des deux premiers mois de mise en place des nouvelles pratiques avec le suivi des retours des personnes, des rencontres pour voir ce qui ne fonctionne pas et pouvoir parler de son expérience, échanger entre pairs... (👉 « L'intérêt des modalités de travail collectives », p. 119)

C'est aussi un moment où on peut ré-alimenter la pratique en sens.

- Soit en permettant de mieux prendre conscience de l'importance d'agir. Les visites de centres de tri ou d'enfouissement, permettant de mesurer la quantité de déchets produite par les ménages, peuvent servir à cela et sont souvent vécues comme telles (exp. 9). On renforce alors un sens qu'on attribuait déjà : je travaille à la réduction de mes déchets mais je prends conscience de l'importance que ça a.
- Soit en travaillant à donner un sens environnemental à une action dont la motivation de départ était autre. C'est le cas du travail sur les poules avec des personnes s'étant inscrites pour avoir un « animal de compagnie » pour leurs enfants et qui vont découvrir, à travers les pesées, l'importance de cette action pour la valorisation in situ de leurs déchets fermentescibles. (👉 « Choisir l'entrée à privilégier », p. 91)

👉 Consolider sa pratique, sa capacité à agir

Une fois l'action mise en route (sur les premiers temps, selon une durée différente en fonction du type d'action, en général quelques mois), on peut considérer que les personnes sont, pour une pratique donnée, dans un besoin de consolidation sur le long terme.

Il ne s'agit plus d'apprendre à faire puisqu'elles sont déjà dans l'action, ni de parer aux premières difficultés de mise en œuvre dans leur contexte, mais de pouvoir surmonter les difficultés rencontrées dans la durée, les découragements, envisager les façons de rebondir, les prolongements... Cela peut passer par l'échange comme par la valorisation des actions menées qui permettent aussi la remotivation et l'ouverture de nouvelles possibilités. Mettre les participants en situation de retransmettre c'est aussi les consolider (👉 « Offrir différents niveaux d'implication », p. 96).

Cette étape nécessite donc l'**organisation d'échanges entre pairs**. L'observation des séances menées dans les différents projets présentés montre que cet aspect est central, signe que ces actions sont souvent adaptées à tous niveaux de progression et que certaines personnes déjà engagées dans la réduction de leurs déchets saisissent ces expériences comme temps de consolidation. C'est majoritairement le cas chez les élus des foyers témoins élus (exp. 10) par exemple : ils sont déjà très sensibles à la question et pratiquent un grand nombre des gestes proposés, mais vont essayer de faire encore mieux (👉 « Quel public vise-t-on ? », p. 108).

Le changement est individuel, il est donc nécessaire de prévoir aussi un temps de suivi individualisé permettant de s'adapter aux difficultés particulières de chacun. C'est par exemple ce qu'a mis en place l'animatrice de l'opération « bébé durable » (exp. 8) en proposant un bilan annuel avec chaque assistante maternelle, chez elle, pour faire le point sur la nouvelle pratique et les difficultés et réussites de sa mise en œuvre.

L'engagement dans une nouvelle pratique qui fait sens peut aussi être un **premier pas pour mettre en œuvre par la suite d'autres actions qui vont dans le même sens**. Ainsi, suite à une installation de composteur collectif, Compostri (exp. 3) a constaté que les habitants d'un lotissement ont monté un groupement d'achats pour acquérir du matériel de bricolage et de jardinage en commun. *Une personne voulait faire ça depuis longtemps mais n'avait pas pu l'initier seule, le projet de compostage partagé lui a permis de s'appuyer sur une dynamique collective existante*. Au Repair café (exp. 1) certains viennent pour réparer un robot ménager et découvrent qu'ils peuvent aussi réparer leur valise à roulettes !

Consolider sa pratique c'est aussi aller **au-delà de l'adoption d'une nouvelle pratique qui peut se traduire par l'acquisition d'un équipement** : passage aux couches lavables, achat d'un équipement basse consommation... et **s'intéresser à son usage et à son entretien qui s'avèrent parfois plus impactant sur l'empreinte réelle sur l'environnement et la production de déchets**. La durée de vie des équipements électro-ménagers dépend au moins autant de leur bon entretien que de leur qualité initiale. De même l'impact en termes de consommation d'eau et d'énergie des couches lavables dépend du mode d'entretien que l'on adopte : les scénarios d'utilisation peuvent être très différents suivant la fréquence et la température de lavage. C'est ce qui explique la grande variabilité des chiffres des Analyses de Cycle de Vie comparées des couches conventionnelles et lavables (incluant fabrication, utilisation et fin de vie). Certains fabricants donnent ainsi des consignes pour une « utilisation écologique », au-delà de l'« achat écologique » souvent seul pris en compte aujourd'hui. **C'est pourquoi il est intéressant d'inscrire les actions dans la durée en interrogeant l'usage au-delà de l'acquisition de biens écologiques**. Le travail de suivi et d'accompagnement dans le temps n'est donc pas à négliger dans toutes ces expériences.

Identifier à quelle étape les participants ont besoin d'être aidés

Nous avons illustré différentes étapes dans un processus de changement et vu comment les expériences agissaient à différents niveaux à travers la grille de lecture de la démarche. Pour qu'elle puisse devenir un point d'appui pour la construction de nouveaux projets il faut rappeler que **l'idée n'est pas de faire passer son public systématiquement par l'ensemble des étapes** de la découverte à la consolidation en passant par le « passage à l'action ». Il s'agit plutôt d'accompagner un processus dans lequel l'animateur est loin d'être le seul à interagir avec la personne (les médias sont une source importante de découverte et de compréhension de certaines problématiques environnementales, les rencontres, voisins, famille, amis aussi) sans compter la capacité de la personne accompagnée à franchir certaines étapes en autonomie. C'est pourquoi il apparaît nécessaire d'identifier où en sont les personnes avant de leur proposer quelque chose, qui pourrait s'avérer inadapté. L'animatrice de Charente Nature relate ainsi la difficulté qu'elle a eue avec un groupe d'hommes d'un chantier d'insertion qui rechignaient à se lancer dans la fabrication de produits ménagers : de fait, certains n'avaient sans doute pas encore découvert en quoi ils étaient concernés par la problématique et on leur proposait déjà d'agir... (exp. 6).

Si le groupe est hétérogène on peut partir du principe que l'animation ne servira pas à tous de la même façon (découvrir / apprendre à faire). En effet le changement est individuel et même si la démarche peut être collective, elle ne nourrira pas la même étape pour chacun en fonction de sa progression particulière. Dans beaucoup d'expériences on note une diversité du public, voire une division entre « sensibles » et « curieux » : on sait alors qu'on ne peut pas poursuivre le même objectif avec les deux car ils n'en sont pas à la même étape. Les actions peuvent donc avoir un rôle à différents niveaux.

Quand le groupe est plus homogène ou que l'enjeu de répondre aux préoccupations de la majorité des participants est plus forte (petit groupe constitué), ou quand il s'agit d'aller au-delà d'ouvrir des possibles (en offrant une activité que les personnes pourront s'approprier à plusieurs niveaux) et d'être dans un accompagnement plus « resserré », il est intéressant de sonder les étapes franchies et celles qui présentent des blocages. Accompagner un processus de changement pourrait se résumer à laisser les choses qui marchent se faire naturellement et intervenir là où il y a un blocage.

◉ Travailler sur les pratiques des participants pour identifier les besoins

D'une façon générale les animateurs ne semblent pas à l'aise avec l'idée de faire travailler les personnes sur leurs pratiques existantes. Celles-ci relevant souvent de la sphère personnelle, ils craignent d'être intrusifs, culpabilisants ou moralisateurs et de se retrouver ainsi dans une posture contreproductive. La solution adoptée est souvent de partir directement dans la fabrication, sur un acte positif, mettant tout le monde à la même enseigne, en prenant parfois un temps préalable pour présenter les enjeux environnementaux poursuivis par le porteur du projet comme le fait l'animatrice du CEDER (exp. 5) ou pour parler des pratiques « conventionnelles » en général comme le fait celle de Charente Nature (exp. 6) avec le décryptage des étiquettes de produits ménagers du commerce.

Comment alors dépasser cette difficulté et proposer un dispositif permettant de savoir où en sont les personnes et ce qui leur pose problème sans pour autant tomber dans les « pièges » évoqués ?

Rappelons qu'on ne peut pas savoir où en sont les personnes et donc où elles ont besoin d'être aidées si on ne les fait pas parler d'elles. Pour identifier les besoins il faut donc proposer une activité nous donnant accès à leur expérience. Cela peut se faire de différentes façons que nous exposons ci-après, en partant des plus directes jusqu'aux approches décentrées, utiles pour faire émerger des besoins non exprimés mais qui peuvent aussi être utilisées dans tous les cas pour faciliter le travail des participants en ménageant une implication progressive (on ne parle pas de soi tout de suite).

Pistes

Dans le cadre des ateliers pratiques par exemple on pourra, dès le début d'un atelier, demander aux participants d'écrire sur des papiers les deux ou trois produits commerciaux qu'ils utilisent le plus pour faire le ménage, puis leur demander d'écrire ou d'exprimer ce qui leur plaît dedans (pour faire émerger le système de valeurs auxquelles chacun est sensible : légitimité du fabricant, odeur,

tradition familiale, publicité, packaging...) et ce qui leur plaît moins (y a-t-il un début de prise de conscience de la nocivité pour la santé et de l'impact environnemental ?). L'objectif de ce temps préalable est d'aider et de guider l'animateur dans ce qu'il proposera dans la suite de l'atelier. Il permet d'identifier : des manques (des choses qui n'apparaissent jamais et qu'il faudra travailler), des éléments perçus mais pour lesquels ils ne font pas de lien avec leur pratique, des choses ancrées, des croyances, pour lesquelles il faudra apporter des critères permettant de mettre de la nuance, du discernement. Ce travail permet aussi aux participants d'identifier ce qui va faire sens pour eux dans l'activité proposée et de confronter leurs points de vue entre pairs.

● Quand des freins sont exprimés et paraissent des impasses

Les freins identifiés par les animateurs sont souvent vécus comme des blocages insurmontables : *quand une dame dit qu'il faut que ça sente le propre, avec mon vinaigre blanc, je ne peux pas lutter !* (exp. 6) *quand une personne dit qu'elle aime bien lire la publicité et ne veut pas mettre de « stop pub », je ne peux rien dire* (exp. 4).

Les freins sont en fait lus comme des « prérequis » non remplis (cela signifie que l'action ne peut pas s'adresser à tout le monde) : - c'était trop compliqué pour eux comme approche, - ils ne veulent pas y aller parce qu'ils ont l'impression de déjà tout bien faire, - l'odeur du produit qu'on fabrique ne sent pas assez le propre pour eux... On suggère alors que l'action ne peut marcher que si le public est en mesure de : - comprendre des choses complexes, - savoir qu'il est concerné et qu'il a une marge d'amélioration, - mettre en balance d'autres paramètres avec celui de l'odeur...

Or si on accepte de transformer ces « prérequis » en « besoins » on peut alors entrer dans une démarche prenant en compte les personnes là où elles en sont, avec leurs « besoins » particuliers : - disposer d'informations simples et utiles, - explorer la question pour comprendre en quoi elle les concerne, - mesurer l'importance des autres facteurs en jeu que l'odeur et découvrir et comprendre en quoi l'odeur est importante pour eux...

Les freins nous informent donc sur les étapes que les personnes n'ont pas franchies par elles-mêmes : c'est précisément là qu'elles ont besoin d'être aidées.

Parmi les freins identifiés, on distingue ceux d'ordre technique et ceux qui ne sont pas rationnels :

- **Les freins d'ordre technique** (les personnes sont d'accord pour y aller mais rencontrent des problèmes pour la réalisation) peuvent se résoudre par la formation, l'apport d'informations, le conseil... (pour peu bien sûr que l'accessibilité aux alternatives soit techniquement existante). Ce ne sont pas ceux qui laissent les animateurs le plus démunis.
- **Les freins qui ne sont pas « rationnels »** par contre relèvent davantage du système de valeurs des personnes. On peut considérer qu'ils sont profondément ancrés - *c'est viscéral* dit l'animatrice de Charente Nature (exp. 6) pour décrire le frein lié à l'odeur des produits ménagers - dans un système de valeur que l'information ou le conseil seuls ne pourront pas faire bouger. Les animateurs qui tenteraient de « convaincre » (en se basant sur la communication persuasive) pour lutter contre de tels freins feraient fausse route.

Des pistes pour travailler à partir des freins exprimés

Dans l'exemple de la réticence liée au fait que les produits écologiques ne sentent pas autant « le propre » que les produits conventionnels, il peut y avoir un conflit de valeurs entre « ce qui est pour moi un ménage bien fait » et le respect de l'environnement. En éclairant ce conflit et en permettant aux personnes de prendre conscience de tous les aspects (dont celui de leur propre attachement au ménage qui sent bon) on aide à chercher des solutions rendant ces préoccupations compatibles ou à faire un choix en conscience. **Ce frein-là nous indique qu'il y a un travail spécifique à faire sur l'étape du choix (hiérarchiser et choisir).**

La question du ménage qui sent bon peut être l'occasion d'explorer avec les personnes pourquoi il est si important pour elles que le ménage sente « bon » et ce qu'elles qualifient de « bonne odeur ». Les raisons peuvent être multiples : être considérées comme une bonne maîtresse de maison par ses proches, les invités... faire comme sa propre mère ou grand-mère... avoir la satisfaction personnelle du travail accompli... Il s'agit pour les personnes de prendre conscience elles-mêmes de l'origine de ce point de blocage. Tant qu'il n'est pas exprimé, exposé, il reste souvent inaccessible et ne peut donc pas être confronté avec d'autres visions.

Il s'agit aussi de considérer la vision que les autres peuvent avoir d'un ménage bien fait et apprécier l'impact sur l'environnement de ces pratiques (qui peut être porté par la vision de certains autres). Ensuite seulement les personnes peuvent réfléchir aux moyens de mettre en concordance leurs besoins de bonne odeur de ménage et leurs éventuels nouveaux besoins de respect de l'environnement ou des autres (diminution de la pollution). La proposition que fait alors l'animatrice d'ajouter des gouttes d'huiles essentielles à la préparation va tout à fait dans ce sens : elle pourrait faire partie des solutions imaginées pour rendre compatibles les différents besoins et serait sans doute d'autant plus percutante que la nécessité de résoudre un conflit d'intérêt a été mise à conscience. La solution technique arrive alors dans une recherche de conciliation entre différents besoins intégrés par la personne et rentre dans une dynamique de « chercher ensemble des solutions » et de « tester », faire des retours et améliorer (essais de différentes huiles essentielles, de différents dosages).

Si aucune solution technique ne permet de dépasser ce conflit il faut travailler sur la question : « finalement qu'est-ce qui est le plus important pour moi ? par exemple : être fidèle à ma grand-mère ou ne pas polluer ? » en admettant que la réponse ne soit pas donnée d'avance (car même après prise de conscience des problématiques de santé et d'environnement, la fidélité familiale peut rester prioritaire pour la personne). Néanmoins si l'éducateur à l'environnement a suscité l'émergence de cette question-là, il a dès lors rempli sa mission éducative d'accompagnement de la progression des personnes pour permettre des choix plus en conscience.

◉ Quand les freins ne sont pas exprimés

Il arrive que les participants ne souhaitent pas adopter les changements proposés sans donner les raisons de leur refus. Dans l'expérience « bébé durable » (exp. 8) par exemple, une assistante maternelle ne dit pas pourquoi elle ne souhaite pas tester les gourdes à compote réutilisables... S'il n'est donc pas possible d'identifier directement

les résistances, il est préférable d'aller les chercher de façon détournée, non confrontante, car il s'avère souvent inutile d'insister auprès de personnes évasives quant à leurs motivations (j'ai pas envie...).

Des pistes pour faire émerger les freins non exprimés

L'animateur peut alors prendre des chemins détournés en employant une approche décentrée qui permet aux personnes de réfléchir sans implication personnelle, sur un cas d'école. Par exemple : « le relais maternel de telle commune a mis en place des gourdes et lingettes réutilisables et couches lavables, comment ont-ils fait ? » Faire lister les conditions de réussite qu'ils ont dû réunir éclairera l'animateur sur ce qui est important pour les assistantes maternelles de son groupe en particulier. Il pourra alors poursuivre avec une autre consigne du type : « ce serait possible chez nous ou pas ? et à quelles conditions ? » qui mettra en lumière les aspects spécifiques à prendre en compte relatifs à la situation en question. On peut aussi proposer une réflexion directement orientée « solutions » avec une consigne du type : « Pour qu'ici on utilise les gourdes réutilisables, qu'est-ce qu'il faudrait ? » pouvant amener des réponses aussi variées que : que les parents soient demandeurs, que la PMI nous le conseille, que mon entourage ne me « regarde pas de travers »... qui sont autant de pistes de solutions différentes : une sensibilisation des parents, un travail avec la PMI, une communication à destination de l'environnement familial ou amical des assistantes maternelles pour consolider leur argumentaire et leur reconnaissance/légitimation...

Cet exemple montre que le conseil technique ne correspond pas toujours à l'étape où les personnes sont en difficulté et au besoin sous-jacent, alors qu'il est souvent la seule réponse apportée à une situation où un frein s'exprime.

Élargir le champ de conscience

Les expériences choisies pour ce livret ont en commun de viser des modifications ou l'adoption de nouvelles pratiques, elles se situent donc majoritairement sur des accompagnements au choix ou à la mise en œuvre, même si certaines restent plutôt des actions/modalités de découverte. Suivre une progression éducative implique d'aborder le choix et la mise en œuvre quand les phases de sensibilisation (découvrir – comprendre) ont eu lieu ou sont acquises. (Rappelons qu'il n'en est pas de même dans les dispositifs liés à la communication engageante qui peuvent proposer l'action d'abord, comme un acte préparatoire, et sensibiliser par la suite). Cependant il peut être important de ne pas abandonner tout à fait la question de l'élargissement du champ de conscience sur le thème (👉 « Agir au sens de mettre en œuvre », réalimenter la pratique en sens, p. 81). Pour des actions relatives au gaspillage alimentaire par exemple il peut être intéressant de permettre une lecture plus large du problème : aller au-delà de ce qui se passe dans la gestion du réfrigérateur, en abordant la question des pertes dans les lieux de production, de stockage et de distribution, pour lesquels les solutions peuvent être de nature plus organisationnelle et liées à une volonté politique. La force de notre changement n'est pas seulement dans nos actes quotidiens mais aussi dans notre

conscience des implications de nos choix de société. Avoir un esprit critique par rapport au système en place, permettre une réflexion plus large, sont aussi des vertus de l'éducation à l'environnement que ces actions, même centrées sur l'acquisition et l'opérationnalité d'une nouvelle pratique, ne doivent pas oublier.

Les processus de la progression éducative ne sont pas linéaires, ils se cumulent. Ainsi chaque aspect d'une question peut se retrouver à un stade différent : on peut avoir découvert et compris le problème du gaspillage dans notre quotidien mais devoir explorer celui du gaspillage dans le monde ou inversement. C'est ainsi que des activités d'exploration et de compréhension peuvent se mêler à celles de préparation et de réalisation en fonction des besoins.

La question de l'élargissement du champ de conscience permet aussi de sortir de l'action ponctuelle, de l'« éco-geste » pour donner un sens plus complet à une action éducative. Est-ce qu'en agissant ponctuellement sur un élément c'est l'occasion de continuer à cheminer ou juste de se donner bonne conscience ? Dans l'expérience du Repair café, l'animateur raconte que les réparations informatiques ont été l'occasion de sensibiliser bénévoles et usagers aux logiciels libres et à la philosophie qui va avec (exp. 1) : réparer c'est bien, consommer différemment – en favorisant par exemple l'économie collaborative – c'est un complément important !

CONCEPTION ET ANIMATION DU DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT DU CHANGEMENT

Choisir l'entrée à privilégier

- Au regard des motivations initiales
- En prenant en compte les motivations qui naissent en cours de projet
 - ▶ Le levier économique
 - ▶ La faisabilité technique
 - ▶ Le « feed-back »
- En situant le changement possible

S'assurer des bonnes conditions de réalisation du changement

- Veiller à la composition et à la taille des groupes
 - ▶ La mixité des groupes /Faut-il travailler avec des groupes homogènes ?
 - ▶ La taille des groupes/Faut-il privilégier des groupes de petite taille ?
- Soulager les contraintes inhérentes au dispositif
- Assurer la bonne mise en œuvre et le suivi

Offrir différents niveaux d'implication

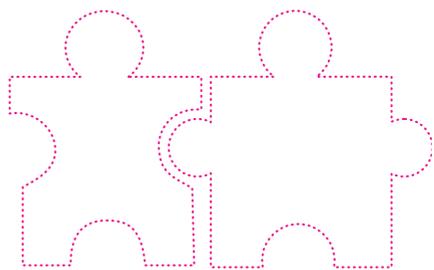
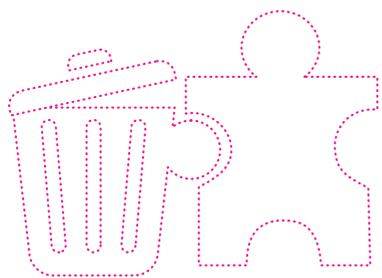
- Permettre des niveaux d'implication variés dans le dispositif
- Faciliter l'implication de bénévoles dans le dispositif
- Les organisateurs : une implication spécifique

Cadre bienveillant, convivialité et échanges

- Proposer un cadre bienveillant propice aux échanges entre les participants
- Privilégier la convivialité et les échanges

La posture de l'animateur

- La place de l'animateur dans le projet
- Les différentes postures vis-à-vis des participants
- Se placer dans ou hors du groupe ?
- L'importance de l'empathie



CONCEPTION ET ANIMATION DU DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT DU CHANGEMENT

Choisir l'entrée à privilégier

Il y a souvent une entrée par la négative (ne pas jeter, réduire ses déchets...) et son pendant par le positif (réutiliser, adopter des poules, faire du compost...). Choisir l'entrée positive donne une tonalité plus attrayante à l'action.

Choisir l'entrée à privilégier c'est choisir le public auprès duquel on va agir et donc tenir compte de ses motivations. **La connaissance de ces différentes motivations peut ensuite conditionner la manière d'appréhender la communication** (choix du message). Choisir des entrées positives et décalées par rapport au thème permet aussi d'atteindre par un autre biais des personnes éloignées des préoccupations des déchets (► « Quel public est visé par le changement ? », p. 107).

On constate qu'il existe des registres de motivation variés, qui peuvent relever de l'ordre du rationnel ou du sensible voire de l'affectif, mais également que ces motivations peuvent à la fois être le moteur initial de l'action comme apparaître au fil du temps, venant conforter voire développer le changement de pratique engagé. Car pour agir il faut avant tout avoir envie d'agir.

◉ Au regard des motivations initiales

- **La motivation écologique** est parfois première pour des personnes qui souhaitent recycler, réutiliser, réparer, composter, limiter leurs déchets... Cependant, on s'aperçoit qu'elle n'est pas toujours centrale et parfois même inexistante chez les publics visés.
- **D'autres motivations reposant sur une base affective peuvent entrer en jeu.** C'est le cas de l'expérience « Bébé durable » (exp. 8) lorsque les parents ou les assistantes

maternelles privilégient le bien être de l'enfant pour guider leurs actions respectives. On retrouve ce même levier quand des familles se réjouissent à la perspective d'accueillir un animal de compagnie dans le cadre du projet « Des poules pour réduire mes déchets » (exp. 7). Ces exemples viennent confirmer l'importance de l'affectivité dans l'adhésion au projet et à la démarche qui s'en suit.

- Une autre source de motivation relève du fait de **prendre part à un défi, à une expérience ludique ou de participer à un concours** comme le relate l'animatrice du Conseil Départemental de la Côte-d'Or (exp. 9) qui a alimenté cet aspect en envoyant régulièrement à chaque foyer participant ses propres résultats en termes de gain de réduction des déchets ainsi que la moyenne du groupe. Dans ce cas, il convient de veiller à ce que l'enjeu de la compétition et de **la recherche d'une performance reste secondaire, au risque de devenir un facteur contre-productif**. L'animatrice de l'école des consommateurs d'Audruicq évoque la difficulté pour son public à dépasser des craintes liées à la modalité « concours » (exp. 11). On peut cependant noter que les approches ludique et créative correspondent à une attente du public : *ce que je vois c'est un engouement et un enthousiasme croissant à mesure que les ateliers se déroulent, jusqu'au dernier où une participante m'a dit « moi j'adore quand vous venez parce que vous nous faites faire quelque chose de chouette, peu importe quoi.* (exp. 5).

Cette entrée trouve un écho dans la tendance actuelle à la « gamification » (transfert des mécanismes du jeu dans d'autres domaines) de situations de travail ou d'apprentissage. Si cette approche montre une efficacité réelle sur l'acquisition d'un comportement ciblé, il faut cependant être attentif à ce que **le caractère ludique reste une entrée qui amène à pratiquer une action en conscience** et non l'objet central dans une dynamique de conditionnement où l'action s'arrêterait avec la fin du stimulus.

● En prenant en compte les motivations qui naissent en cours de projet

Au-delà des motivations initiales, d'autres peuvent apparaître en cours de projet, permettant de renforcer et de poursuivre l'action sans se décourager.

▶ Le levier économique

Bon nombre d'acteurs du changement pensent que le levier économique pourrait être premier. C'est le cas de l'animatrice prévention du Conseil Départemental de la Côte-d'Or (exp. 9) : *Si c'était à refaire je pourrais être plus pédagogique en montrant l'économie financière importante et je pense que cela peut suffire. L'aspect financier est un bon levier : le message écologique a ses limites et aujourd'hui j'insisterais davantage en étant très concrète.* Pourtant, le simple fait d'être soucieux de ne pas trop dépenser d'argent n'apparaît souvent pas suffisant pour adopter des pratiques, quand celles-ci interfèrent avec d'autres priorités, des valeurs, la norme sociale à laquelle la personne se réfère... qui sont autant de freins, parfois irrationnels. Par contre, une fois les personnes engagées dans l'action, les économies peuvent être un élément de renforcement. Les animateurs rapportent des propos de participants tels que « et en plus, c'est moins cher ! », une fois qu'ils ont découvert l'intérêt

intrinsèque d'une nouvelle pratique. Lorsqu'il s'agit d'éviter un surcoût (comme dans le cas d'une tarification incitative) c'est sans doute un peu différent, cela peut devenir un moteur initial (ou pas si les gens se braquent, ou avoir l'effet inverse en provoquant du dépit si les effets sont dilués et donc peu impactants...).

Néanmoins l'argument financier reste souvent une réalité puisque le changement engagé peut générer une économie plus ou moins directe par rapport au budget familial, comme l'évoque l'animatrice de Charente Nature (exp. 6) *un des avantages à agir c'est l'économie générée car cela revient à réduire ses produits ménagers au nombre de deux !*

► La faisabilité technique

La faisabilité technique est un levier important : les personnes engagées ont alors le sentiment de réussir à faire seules quelque chose d'utile, ce qui est très gratifiant. En développant ou renforçant l'estime de soi, ce type d'expérience incite tout un chacun à renouveler l'acte générateur de satisfaction personnelle : c'est précisément ce qu'observe l'animatrice du CEDER à l'issue d'un atelier couture (exp. 5) : *elles se disent : je l'ai fait, en fait ce n'est pas compliqué et je pourrai le refaire toute seule.*

Cette faisabilité renvoie au facteur de « contrôle comportemental perçu » qui a fait évoluer les premières théories du comportement de la théorie de l'action raisonnée (d'Ajzen et Fishbein, 1980) à la théorie du comportement planifié (d'Ajzen, 1991) qui l'inclue. Ce facteur peut se présenter comme la perception qu'une personne a de la difficulté et/ou de la facilité à réaliser un comportement, liée à la fois à ses propres habiletés et aux ressources disponibles (Pruneau et Léger, 2015). Plus le contrôle est perçu comme important, c'est-à-dire que la personne ne perçoit pas d'obstacle dans la faisabilité du comportement, plus l'intention comportementale augmentera, favorisant un passage à l'action (Michelik, 2008).

Ce levier est au cœur des actions qui visent la réappropriation de la capacité à faire à travers le « fait main » ou « Do It Yourself (DIY) ». La faisabilité technique peut être plus ou moins abordable, certaines nécessitant un degré d'expertise plus important que d'autres. Des trucs et astuces de grand-mère facilement accessibles à tous à la réparation d'appareils ménagers, la technicité n'est pas la même. Le Repair café (exp. 1) œuvre réellement dans ce sens en palliant la confiscation du savoir par les experts. Au-delà de redonner une chance à la réparation par rapport au réflexe de consommation, le Repair café met à disposition une technicité et des savoir-faire dont les gens sont habituellement exclus (qu'il s'agisse de conseils sur l'entretien d'un matériel, de « petites » réparations de type bricolage, ou de conseils sur une réparation plus conséquente pouvant faire appel à un professionnel, dont les bénévoles peuvent indiquer l'existence et les coordonnées sur le territoire puisqu'ils les ont répertoriés avant de lancer le Repair café). Ce projet s'inscrit, comme le souligne l'animateur du centre social qui le porte, dans une perspective de « développement du pouvoir d'agir ». En effet, la plupart des gens ne s'autorisent pas à « ouvrir » un objet par peur « d'aggraver la situation » et de renoncer à l'éventuelle garantie.

Il semble donc important de conserver une certaine maîtrise des savoir-faire techniques liés à la vie quotidienne dont la transmission apparaît comme fondamentale. Cela est facilité aujourd'hui par la mode du « Do It Yourself » qui a fait sortir ces pratiques de l'image de marginalité qu'elles avaient avant. Cette transmission peut s'appuyer sur la démonstration par l'exemple (👉 « Le modèle de l'empreinte », p. 67) qui permet aux

personnes guidées de lever des freins techniques éventuels en apprenant à faire elles-mêmes les gestes qui leur sont montrés.

► Le « feed-back »

Les gens sont sensibles au fait d'avoir un retour sur l'impact de leurs actions- surtout si celles-ci ont nécessité un effort particulier. Pour cela il faut que les résultats de leurs actions, de leurs pratiques soient visibles et mesurables. C'est pourquoi il apparaît important d'intégrer cette dimension lors de l'élaboration du dispositif proposé aux personnes. En effet, le fait que les personnes puissent prendre la mesure de leurs actions et apprécier leurs impacts sur l'environnement - au-delà du sentiment de faire quelque chose d'utile ou de « bien » - les encourage à poursuivre dans ce sens. C'est le rôle rempli par les modalités de pesée avant et après l'adoption de nouvelles pratiques dans le cas des expériences des foyers témoins (exp. 9 et 10) et de celle des poules (exp. 7) dont témoigne la chargée de communication du SYBERT : *La première pesée a été vraiment décisive, quand ils ont mesuré la quantité de déchets qu'ils pouvaient détourner grâce aux poules, cela a été un vrai déclic pour eux. Si on n'avait pas demandé de faire des pesées et de nous donner les chiffres, je ne suis pas sûre qu'il y aurait eu la même prise de conscience.*

◉ En situant le changement possible

La mise en place d'un changement de pratique nécessite que la personne soit prête à effectuer ce changement. Il convient donc d'évaluer le niveau d'acceptation du changement : à quel changement mon public est-il prêt ? Quelle prise d'information je réalise pour le savoir ? C'est dans cette dynamique que l'animatrice du SIRTOM de la Région de Chagny a adapté son projet initial : après discussion avec la responsable du relais d'assistantes maternelles elle a mesuré combien ces dernières étaient loin de la pratique des couches lavables qui leur faisait « peur » et a donc proposé de commencer par des changements moins contraignants tels que les gourdes à compote, les lingettes réutilisables...

S'assurer des bonnes conditions de réalisation du changement

◉ Veiller à la composition et à la taille des groupes

► La mixité des groupes : faut-il travailler avec des groupes homogènes ?

La question de la composition des groupes est une question centrale pour les acteurs du changement chez l'adulte puisqu'elle conditionne en grande partie les actions à mener (recrutement, modalités et supports d'animation pour sensibiliser et accompagner à la mise en œuvre, maintien dans le temps du changement...).

L'homogénéité du groupe peut se lire à la fois en termes de critères socio-

professionnels, de genre, d'âge mais aussi de sensibilité environnementale ou vis-à-vis du thème de la prévention des déchets.

On a souvent tendance à composer ou rechercher des groupes homogènes pour tenir un discours ou proposer une activité adaptés à l'ensemble des participants. **Cependant dans le cas d'un public majoritairement éloigné de la thématique et non sensible, l'homogénéité n'est pas toujours à rechercher.** En effet, elle peut alors renforcer les freins et l'impression qu'ils ne sont pas dépassables si les participants ne sont pas confrontés à des points de vue suffisamment variés au sein du groupe. La confrontation des points de vue sur ce qui est important et sur ce qui est problématique pour les uns et les autres (dans les produits ménagers utilisés par exemple) permettra d'élargir la vision et de sortir de l'impression de vérité unique qu'on a parfois sur nos raisons profondes de fonctionnement tant qu'on n'a pas découvert que d'autres n'ont pas les mêmes.

▶ **La taille des groupes : faut-il privilégier des groupes de petite taille ?**

Les initiatives recueillies mobilisent presque toujours des petits groupes. Ainsi le SYBERT a volontairement choisi de limiter le nombre de participants à l'opération « Des poules pour réduire mes déchets » (exp. 7) afin de préserver la qualité de l'accompagnement et des échanges lors des réunions. Cela permet de donner toute sa place à la dimension humaine en étant au plus près des personnes et de leurs besoins en termes d'accompagnement au changement. C'est important surtout pour les projets menés dans les temps de loisirs des personnes où la dimension humaine prévaut souvent.

◎ **Soulager les contraintes inhérentes au dispositif**

Accompagner le changement nécessite une gestion des contraintes inhérentes au dispositif pour qu'elles ne s'ajoutent pas aux freins liés au changement. Dans l'expérience des foyers témoins menée par le Conseil Départemental de la Côte-d'Or (exp. 9), l'animatrice témoigne par exemple des retards accusés par certaines personnes dans le rendu de leur fiche de suivi et de la nécessité pour elle de les relancer. On peut alors supposer que ces personnes ont besoin d'aide pour transmettre leurs données (problème technique, manque de temps...). Dans ce cas, l'animatrice du dispositif peut venir en appui et remplir leur fiche de suivi avec elles ou à leur place, car l'enjeu ne consiste pas à autonomiser les personnes sur cette partie-là du dispositif, qui s'arrêtera avec la fin de l'expérimentation, mais bien sur les nouvelles pratiques de prévention mises en place (compostage, achat de produits moins sur-emballés...). Il s'agit bien ici de prendre toutes les précautions pour que les nouvelles pratiques s'installent dans un environnement favorable, tenant compte de l'environnement des personnes concernées (contexte familial et professionnel, aptitudes techniques...) sans que les éléments de contrainte du dispositif d'accompagnement ne deviennent des freins.

◎ Assurer la bonne mise en œuvre et le suivi

Tout au long du projet, l'animateur doit assurer un travail de suivi qui garantit la bonne réalisation de l'action. Soucieux de faire se réaliser un maximum de réparations, l'animateur du Repair café (exp. 1) n'hésite pas, en les contactant par téléphone en amont, à vérifier que les conseillers en réparation et les demandeurs de conseils d'un même pôle de compétence (électronique, couture...) puissent être présents au même rendez-vous afin de se rencontrer. De la même façon l'accompagnatrice du projet « Des poules pour réduire mes déchets » (exp. 7) explique qu'elle a relancé toutes les familles quelques jours avant la remise des poules, pour s'assurer qu'il n'y avait pas de soucis matériels (certains participants construisaient eux-mêmes leur poulailler et ont fini la construction la veille !) et garantir ainsi le bon accueil des poules le jour J, considérant que cela faisait partie de son travail de suivi.

Offrir différents niveaux d'implication

◎ Permettre des niveaux d'implication variés dans le dispositif

Pour diverses raisons (habitude, culture...), les porteurs de projets ont tendance à ne proposer à leur public qu'une seule manière de s'impliquer dans l'opération. Or c'est sans doute un frein ou quelque chose qui peut rebuter, notamment pour l'engagement dans les projets collectifs porteurs de changements de comportement. Le fait de **permettre aux personnes de s'impliquer ou de s'engager de façon souple**, en choisissant leurs niveaux, leurs manières et la durée de leurs engagements, **peut justement favoriser l'implication de davantage de personnes. Il peut donc être intéressant de préétablir différents niveaux d'implication possibles dans l'action.** L'animatrice de Charente Nature (exp. 6) propose ainsi deux niveaux d'implication : la participation à un atelier sur la prévention des déchets et - pour ceux qui le souhaitent - une implication dans la prochaine « Faites de la récup » en proposant à ces personnes « d'aller plus loin » en animant leur propre atelier lors de cette fête. Dans le cadre du Repair café (exp. 1), l'animateur du Centre Socio-Culturel de Chemillé propose aux participants la possibilité de s'impliquer dans l'organisation même du Repair café, cassant ainsi la distinction participant/organisateur. C'est une porte ouverte non une obligation, qui permet à chacun de trouver la place qui lui convient : *Les personnes qui viennent avec des motivations écologiques, sont d'abord usagers et, une fois qu'ils ont vu le lieu, nous proposent parfois leur aide. Ils repartent en bénévoles, en acteurs. Les personnes qui ne savent pas réparer peuvent aussi contribuer au bon fonctionnement du projet en choisissant une autre façon de s'impliquer si le projet est ouvert : faire le café, aider à l'accueil... Une bénévole a proposé de mettre en place un coin enfant pour les familles qui viennent avec leurs enfants, elle a acheté un tapis de jeux, des jouets à réparer et cela permet aux enfants d'avoir leur place.* Dans l'exemple de l'école des consommateurs de la Région d'Audruicq (exp. 11), l'animatrice travaille simultanément avec deux groupes différemment impliqués : les personnes mobilisées au sein de l'atelier cuisine et quatre femmes qui ont accepté de participer au concours « Un dîner presque sans déchets ». Lorsque ces femmes concourent, les autres membres de

l'atelier cuisine peuvent participer soit en tant que spectateurs (pré-sélection), soit pour apporter des idées, goûter les réalisations culinaires ou aider à peser les déchets produits par les repas (préparation à la finale). Cela permet de maintenir des liens et une articulation entre les deux groupes. On retrouve cette souplesse évoquée dans l'expérience du Repair café même si la « perméabilité » entre les différents niveaux d'implication n'est pas tout à fait la même (une personne ne peut pas s'engager dans le concours en cours de route). Cependant, on pourrait imaginer une évolution de cette implication à long terme, comme le pressent l'animatrice de l'école des consommateurs d'Audruicq qui souhaite inviter d'autres participantes à concourir l'année suivante.

L'expérience du composteur collectif de quartier menée par l'association Compostri (exp. 3) est emblématique de la manière dont on peut proposer aux personnes participantes des niveaux d'implication différents. Ici les personnes peuvent être des « composteurs ordinaires », des ambassadeurs (communication sur le projet, porte à porte lorsqu'il s'agit d'organiser ou d'aider à organiser une réunion publique dans le quartier préalablement au lancement de l'opération), des témoins pour venir présenter l'expérience vécue à des personnes d'un autre quartier, des référents de site en se formant au titre de « guide composteur », des personnes venues profiter du lien social sans composter lors des « rendez-vous hebdomadaires du compost » : *Chacun vient pour des raisons diverses, certains seulement pour discuter. Ces lieux restent des espaces ouverts qui contribuent à la vie du quartier.*

Parfois les participants s'impliquent d'eux-mêmes d'une façon différente de celle qui avait été envisagée par le porteur du projet. C'est ce que constate l'animatrice de Madeleine Environnement (exp. 2) lorsque des participants apportent d'eux-mêmes des gâteaux lors d'un atelier. Il n'est pas toujours évident de reconnaître et d'accepter ces implications spontanées qui peuvent constituer un moteur et une richesse pour le projet si elles sont utilisées et valorisées.

◉ Faciliter l'implication de bénévoles dans le dispositif

Les acteurs du Repair café (exp. 1) sont soucieux de faciliter l'implication de l'équipe d'une trentaine de bénévoles en choisissant d'espacer les rendez-vous Repair café pour limiter la « pression sur le bénévolat » et en proposant un dispositif de participation souple (positionnement 15 jours avant sur un calendrier en ligne) et dont l'engagement est modulable en fonction des possibilités et des volontés de chacun : *Ils ne viennent pas par obligation mais bien par plaisir. Nous maintenons l'envie du bénévolat en minimisant la contrainte souvent associée à l'engagement bénévole.* Le projet de composteur collectif de Noailly (exp. 2) a lui rencontré une réelle difficulté concernant l'engagement bénévole puisqu'il n'a pas pu recruter un référent de site. L'animatrice a poursuivi cette quête avec ténacité, identifiant ce manque comme un problème et interpellant les membres du groupe sur sa résolution. Ils ont ainsi multiplié les campagnes de communication à l'aide d'affiches « wanted », renforçant les esquives. *Soit les gens sont déjà prêts à s'engager et on arrive au moment opportun, soit il faut les aider à franchir les étapes qui peuvent mener à l'engagement, tout en gardant à l'esprit qu'il n'y a pas de certitude sur le choix final d'engagement ou non.* Mais faire plus de communication ne peut pas suffire à inciter les gens qui ne sont pas

partants (➤ Watzlawick, 1991, qui montre que « toujours plus de la même chose » entraîne « toujours plus du même résultat »). Par ailleurs, interrogée sur le fonctionnement du site et l'implication des membres du groupe, l'animatrice reconnaît volontiers qu'ils assurent tous le suivi de fait (mais ne veulent pas s'engager à le faire). Visiblement l'engagement demandé est trop fort : être « la » personne référente, avoir son numéro de téléphone personnel diffusé auprès de la population... Un calendrier en ligne où les gens qui peuvent passer sur le site la semaine suivante s'inscrivent librement, à l'instar de ce qui se pratique au Repair café, serait une alternative. En tout cas, la possibilité d'imaginer une autre forme d'engagement aurait sans doute permis de dépasser cette difficulté.

● Les organisateurs : une implication spécifique

On peut également relever les différents niveaux d'implication qui découlent, de fait, de la position des personnes dans le dispositif. Ainsi, les organisateurs des groupes constitués (animateur, référent famille dans un centre socio-culturel, responsable technique de chantier d'insertion...) et les particuliers qui invitent des proches chez eux (exp. 4 « Tuper'turbes ta poubelle ») ont sans doute un temps d'avance sur le reste du groupe. Pour eux l'expérience peut alors correspondre à l'étape de l'accompagnement à l'engagement dans l'action alors que pour le reste du groupe, les expérimentations proposées auront plutôt le statut d'une modalité de découverte d'une nouvelle pratique. (➤ « L'action comme modalité pour découvrir et comprendre », p. 73 et « accompagner le passage à l'action : l'action comme finalité », p. 75).

Cadre bienveillant, convivialité et échanges

● Proposer un cadre bienveillant propice aux échanges entre les participants

C'est l'installation d'une relation de confiance entre les participants et l'animateur et entre les participants eux-mêmes qui incite chacun à s'exprimer librement, sans crainte d'être jugé ou critiqué par les autres. C'est une condition nécessaire pour aborder la phase de changement qui fragilise nécessairement les personnes. L'expérience initiée par le SIRTOM de la région de Chagny (exp. 8) mobilise des assistantes maternelles par le biais de la responsable du relais d'assistantes maternelles qui est une personne de confiance pour elles, levant ainsi leurs craintes potentielles vis-à-vis de l'animatrice, qui leur est inconnue. Il s'agit à la fois de s'appuyer sur des personnes que les gens connaissent, avec lesquelles ils se sentent en confiance, mais également d'intervenir dans des lieux qui leurs sont familiers. C'est pourquoi l'animatrice du SIRTOM propose aux assistantes maternelles de se retrouver dans un lieu habituel où elles se sentent à l'aise et où elles pourront faire état de leurs doutes : *C'est quand on est au relais, dans leur cocon, là où elles ont leurs habitudes qu'elles posent des questions. Les réunions publiques sont moins intimes (il y a les élus, l'ADEME, le Conseil départemental, les parents...) en général*

elles écoutent mais ne posent pas de questions à ce moment-là. L'action du syndicat Mixte du pays du Thouarsais (exp. 4) s'appuie sur le modèle des réunions « Tupperware » qui s'intègrent également dans un cadre familial en organisant la réunion chez une personne dont le rôle est de mobiliser son entourage proche. Les participants se réunissent chez quelqu'un qu'ils connaissent, dans un lieu où ils peuvent parler sans crainte de préoccupations communes et poursuivre les échanges au-delà de l'animation, une fois l'animatrice partie.

Pour mettre les personnes à l'aise, en situation de participation active, il semble également important de se situer dans un registre d'échange habituel pour les personnes concernées (être attentif à leurs codes, leur vocabulaire, leur rythme...) et de proposer un sujet qui les intéresse, favorisant l'implication dans la discussion. L'animatrice de Charente Nature (exp. 6) a pu expérimenter l'importance de ce dernier aspect dans le cadre des ateliers de fabrication de produits ménagers écologiques avec des hommes, montrant du désintérêt voire un certain rejet pour ce sujet de préoccupation inhabituel, celui de l'intime ménager.

◉ Privilégier la convivialité et les échanges

La **convivialité** est généralement un facteur positif pour toute action.

- Dans le cas de personnes volontaires se rendant disponibles sur leurs temps de loisirs, elle devient même une **condition majeure pour le bon fonctionnement du projet**. L'animatrice du SIRTOM (exp. 8) le repère et l'exprime ainsi : *C'est important que ce soit un moment convivial à vivre ensemble et pas un temps de cours sur les produits durables.*
- C'est aussi un **élément de motivation ou de remotivation au fil du projet** : *Ils ne viennent pas que pour le compostage. Je crois qu'ils viennent aussi pour passer un bon moment*, explique l'animatrice de Madeleine Environnement (exp. 2). C'est aussi ce que constate celle du Conseil Départemental de la Côte-d'Or (exp. 9), dans une configuration où les personnes viennent pourtant sur leur temps de travail : *Les moments conviviaux de partage d'expérience, qui ont jalonné l'opération, ont parfois permis de remotiver des participants.*

Les **temps informels** qui permettent à la fois de créer des liens directs et personnels entre participants et avec l'animateur sont souvent recherchés. L'animatrice de Madeleine Environnement (exp. 2) évoque ainsi le rangement collectif de la salle après l'animation qui suscite des échanges plus personnels entre les personnes, emprunts du souci de l'autre. Ces temps informels sont également l'occasion pour certains participants plus timides de **poser des questions sur le projet**, comme en témoignent l'animatrice du CEDER (exp. 5) : *des questions ressortent pendant le rangement avec les participantes* et la chargée de communication du SYBERT : *Durant ce moment, les familles ont aussi posé des questions qu'elles n'avaient pas osé poser dans la salle, au bureau d'étude, à moi, à ma collègue...*

Pendant la valeur accordée par les participants à ce qui a été échangé de façon informelle n'est pas la même que pour un temps formalisé. L'animateur ne peut donc partir du postulat que les informations importantes vont s'échanger dans ces moments-là. Il doit, d'une façon ou d'une autre, aborder les points majeurs de façon explicite dans des temps formalisés.

Pour autant les échanges des temps formalisés peuvent présenter un caractère d'échanges libres et devenir une matière à travailler pour faire progresser les participants. Le jeu « Tuper'turbes » (exp. 4) prévoit ainsi des échanges libres régulés par l'animatrice : *On démarre le jeu. Suite à la question, s'il y a un échange qui se crée je laisse les choses se faire, sauf si les propos deviennent hors sujet.* C'est aussi le cas dans l'expérience du Repair café de Chemillé (exp. 1) où un échange est balisé entre un conseiller en réparation et un participant autour d'un café pour évoquer la réparation : *C'est quelque chose de très important car c'est comme ça qu'on donne « l'esprit » Repair café.*

La posture de l'animateur

● La place de l'animateur dans le projet

L'animateur n'a pas toujours la même place dans le projet.

- Son intervention peut relever de **l'accompagnement d'une initiative citoyenne** : c'est le cas du Repair café de Chemillé et du composteur collectif dans le quartier de Sully à Nantes (exp. 1 et 11).
- L'action peut également relever de **l'initiative de l'animateur qui va lui-même être force de proposition** : proposer un atelier à des groupes constitués (CEDER – exp. 5, Charente Nature – exp. 6) ou constituer lui-même un groupe autour d'un projet (Foyers témoins et dispositif « des poules... »).

Dans ce dernier cas l'animateur devra bien évaluer si cette invitation à accompagner le changement rencontre effectivement une « vraie » demande. Ainsi l'expérience menée par le SYBERT, qui consiste à proposer aux habitants du territoire d'accueillir des poules afin de réduire la quantité de déchets alimentaires, a rencontré un écho très favorable puisque 200 foyers se sont manifestés alors que le syndicat prévoyait d'en sélectionner 16 : *même les gens qui n'ont pas été choisis nous ont appelés pour avoir des conseils : il y avait une vraie demande* (exp. 7). À contrario, la mise en place d'un composteur collectif dans le centre-bourg du village de Noailly (exp. 2) par l'association Madeleine Environnement a rencontré des difficultés importantes, en partie parce que ce projet ne correspondait peut-être pas aux attentes des habitants du centre-bourg. L'expérience menée par le SIRTOM de la région de Chagny (exp. 8) illustre un cas de figure intermédiaire où, suite à la détection d'une problématique relative à l'augmentation de la tarification incitative pour les assistantes maternelles, l'animatrice du syndicat a élaboré une proposition qui puisse y répondre (lingettes et couches lavables, gourdes réutilisables pour la compote). Il aurait pu être intéressant d'associer des assistantes maternelles (comme cela a été fait avec les acteurs de proximité : CAF, Conseil Départemental, responsable du Relais des Assistantes Maternelles, représentants des parents...) dès la définition d'alternatives possibles pour réduire la production de déchets liée à leur activité professionnelle. L'animatrice du SIRTOM aurait peut-être rencontré plus d'adhésion à son projet (au final 15 assistantes maternelles sont impliquées sur les 200 présentes sur le territoire) ? Mais rappelons aussi l'intérêt de partir avec les motivés pour permettre à d'autres de se joindre au mouvement dans un deuxième temps et l'intérêt de revenir vers les institutions avec les

résultats d'un premier test pour envisager sinon une généralisation du moins un essai...

● Les différentes postures vis-à-vis des participants

La personne qui accompagne des adultes dans leurs changements de comportements est amenée à adopter des postures tour à tour différentes : **animatrice d'une démarche** qu'elle fait vivre dans le temps, **experte du sujet** (ici la prévention des déchets) capable de conseiller et de proposer des alternatives techniques en cas de difficultés, mais également **accompagnatrice à l'écoute des besoins des personnes**, **prête à cheminer à leurs côtés sans faire à leur place**.

Les expériences recensées illustrent bien ces trois postures possibles. Dans le cas du Foyer témoin élu mené par le SIVOM du Louhannais (exp. 10), c'est l'animatrice qui porte le projet : *Je veux lancer mon programme et je vais chercher des gens pour le mener à bien*. Elle adopte ainsi une posture proactive et se place bien en animatrice de la démarche encourageant les élus participants qu'elle qualifie de « courageux » dans ses diaporamas. Au contraire, l'animateur du Repair café (exp. 1) se place davantage dans une posture d'accompagnateur global du projet : *Là où je suis le plus utile ? C'est quand je ne suis pas là. Les samedis où je ne suis pas présent et que je dis aux bénévoles : c'est à vous de gérer le Repair café. Dans ce cas, ils ne sont plus en attente que j'organise mais ils sont vraiment acteurs du Repair café*. Ces deux exemples illustrent bien des dynamiques intérieures différentes : l'animateur va donner de l'énergie au groupe, à la personne accompagnée, alors que l'accompagnateur va laisser la place à la personne pour agir à ses côtés.

Ces postures - ainsi que celle d'expert - sont complémentaires et interviennent tour à tour dans une démarche d'accompagnement du changement. Mais elles nécessitent des attitudes différentes et elles ne font pas appel aux mêmes compétences. En ce qui concerne les compétences requises pour accompagner le changement, les expériences décrites mettent en exergue les savoir-faire suivants : **la maîtrise technique du thème**, **l'animation de collectifs et de séances de travail** (réunions publiques, groupes de travail) et parfois même **l'animation de réseaux de dynamique territoriale**.

Ainsi, l'animatrice du Conseil Départemental de la Côte-d'Or (exp. 9) fait mention à plusieurs reprises de l'importance pour elle de **maîtriser le thème**, de pouvoir conseiller les participants, d'être en capacité de leur proposer des alternatives techniques si besoin. Elle sait qu'aujourd'hui elle se sentirait plus à l'aise pour accompagner techniquement les participants sur le sujet des couches lavables notamment : *Mon conseil en la matière était un peu limité à l'époque. Je n'avais pas assez de connaissances. Aujourd'hui je pourrais répondre concrètement aux questions et faire face aux freins techniques, j'illustrerais davantage*. Cette expertise technique est importante, à la fois parce qu'elle permet aux personnes accompagnées de résoudre leurs difficultés, de lever des freins pour poursuivre l'engagement mais aussi parce qu'elle confère à la personne qui accompagne une certaine légitimité vis-à-vis du groupe. Une fois reconnue légitime sur le sujet, l'accompagnateur pourra demander plus « facilement » aux personnes accompagnées de réaliser des changements par nature engageants. Il est à noter que dans tous les cas l'expertise est nécessaire, elle

doit être présente, portée par l'accompagnateur ou non. S'il n'est pas tenu par l'animateur lui-même, le rôle d'expert peut être recherché comme une compétence extérieure dont on fait bénéficier le projet : compétence complètement extérieure (bureau d'études qualifié sur les poules – exp. 7) ou compétence que l'animateur s'adjoint. L'animatrice de Charente Nature (exp. 6) l'a bien senti en faisant intervenir une bénévole de l'association de formation médicale (ancienne infirmière) lors des ateliers de confection de produits d'entretiens pour anticiper les freins relatifs à la problématique de la désinfection : *Je lui laisse la parole à ce moment-là pour expliquer que les besoins en désinfection d'une maison sont différents de ceux d'un hôpital par exemple.*

L'animatrice du Conseil Départemental de la Côte-d'Or (exp. 9) nous fait également part de la **nécessité de pouvoir animer un collectif de travail**, lorsqu'on lui demande ce qu'elle ferait différemment : *À l'époque je n'étais pas capable de recadrer les débats donc j'essayais qu'il y en ait le moins possible pour ne pas avoir à le faire. Aujourd'hui je leur proposerais d'exprimer leurs préoccupations et je pourrais mieux répondre à leurs besoins.* En effet, l'animation des temps de face à face avec le public demande une véritable compétence : certains porteurs de projet mis en situation ont ainsi pu mesurer leurs besoins de formation dans ce domaine.

Lorsqu'un animateur a fait naître des compétences et des relais sur son territoire, il peut parfois ensuite se retrouver en difficulté pour **animer un « réseau de référents / ambassadeurs / personnes ressources »**. En effet, cela nécessite d'être en capacité de fédérer un groupe autour d'un objet de travail commun, de savoir décrypter le jeu des acteurs locaux en place, de savoir détecter les besoins des personnes du réseau et de pouvoir leur transmettre le bon outillage au fil du temps... Ainsi l'association Compostrî (exp. 3) a su distinguer les deux missions au sein de sa structure, accomplies par deux salariés différents. L'un assure la mise en place du projet et le suivi technique du compost et l'autre anime le réseau des « référents et guides composteurs ». Il s'agit à la fois d'occuper des places différentes dans la dynamique du projet et d'assumer des postures différentes vis-à-vis des publics.

● Se placer dans ou hors du groupe ?

La mise en œuvre de pratiques alternatives pour réduire la quantité de déchets relève d'actions du quotidien ou de la sphère privée. De ce fait, pour sortir d'une approche théorique du sujet et développer une approche pratique plus pertinente d'accompagnement des personnes qui vivent ce type d'expérience, cela implique presque toujours que les animateurs en fassent l'expérience dans leur sphère personnelle. Leurs propos en témoignent : *Je le pratique moi-même, J'ai ma propre recette de yaourts maison, J'ai testé les couches lavables sur mes deux enfants...*

En-dehors de la pratique personnelle qui donne une légitimité à l'animateur dans le conseil ou l'échange, il y a la question de son **positionnement dans le collectif de travail**. Il peut être extérieur dans un rôle d'animateur, d'expert ou d'accompagnateur et il peut se situer dans le groupe comme participant et partager au même titre que les autres - ou presque - ses savoir-faire, idées, astuces voire ses envies et découragements. L'animatrice des foyers témoins élus (exp. 10) explique : *on est plus*

crédible quand on partage la même expérience. Je leur dis : « Je vous accorde que je trouve la pesée un peu contraignante, chez moi aussi ça ronchonne... » mais du coup on continue tous ensemble. L'animatrice de Charente Nature (exp. 6) fait de même : *J'en profite pour échanger avec les gens sur mes propres tests.* Il se crée ainsi une forme de solidarité dans l'expérience avec les gens qui peut être intéressante surtout quand le dispositif a des contraintes importantes.

L'échange entre pairs, qui vient conforter les personnes dans leur changement de pratique, peut donc ou non inclure l'animateur en fonction de la posture de ce dernier. Cette question du positionnement à l'extérieur ou dans le groupe fait débat : en effet la relation d'égalité n'est jamais tout à fait réelle car l'animateur a toujours plus de connaissances et d'expérience sur le sujet donc cumulé plus d'idées, d'astuces, d'anecdotes. Si le but est de permettre aux personnes d'élaborer des solutions alternatives par elles-mêmes, l'implication de l'animateur peut alors avoir un effet inhibiteur (➡ livret 4, p. 116 : créer un rapport d'égalité/réciprocité), comme le pressent l'animatrice du dispositif « Tuper*turbes ta poubelle » (exp. 4) qui laisse les participants échanger entre eux leurs idées sans intervenir. On peut sans doute souligner l'intérêt d'être extérieur quand on est en position de « maître du jeu » ou d'animation d'un temps d'atelier, et l'intérêt de rechercher une relation de réciprocité quand on vit une expérience commune. C'est ce qui se passe pour les deux animatrices des foyers témoins qui réalisent l'expérience elles-mêmes au même titre que les autres et se mettent à leur niveau dans les échanges même si elles animent les réunions.

● L'importance de l'empathie

L'empathie est la capacité à s'intéresser réellement aux personnes, à ce qu'elles pensent et ressentent. Comme cela a été développé précédemment, il convient, pour accompagner des personnes dans leurs changements de pratique, de savoir identifier « où elles en sont » pour pouvoir leur proposer quelque chose qui corresponde à leurs besoins (➡ « Identifier à quelle étape les participants ont besoin d'être aidés », p. 82). Si le public n'est pas connu à l'avance et s'il n'y a pas de temps initial réservé à l'expression des besoins, l'attitude empathique aidera l'animateur à repérer les indices qui lui montreront où les personnes se situent par rapport au sujet, à l'activité prévue, aux objectifs de la séance, au dispositif ou encore au changement envisagé. Ainsi, l'animatrice de Charente Nature (exp. 6) repère qu'un atelier n'aura pas la même répercussion chez tous les participants, car elle identifie que certains choix de pratique sont « viscéraux » chez des personnes. Cette posture empathique centre l'accompagnateur sur la compréhension des personnes. Il ne s'agit pas de « se mettre à leur place » en imaginant nos propres réactions dans leur situation, mais de comprendre ce qui se passe pour elles, de « comprendre la situation, non pas depuis [notre] cadre de référence, mais en décodant [le leur] » (Giordan, 2010). On est dans une dynamique d'écoute bienveillante, plutôt que d'être polarisé sur l'idée de leur faire intégrer ce qu'on souhaite transmettre. L'aptitude à l'empathie est donc un élément de posture important dans l'accompagnement du changement, elle permet d'identifier que tout le monde n'est pas confronté aux mêmes freins et de tenter d'adapter ses propositions en fonction des personnes accompagnées.

Elle présente aussi l'intérêt de pouvoir valoriser et s'appuyer sur leurs expériences, connaissances, savoir-faire, qui s'avèrent déterminants surtout dans une démarche où l'on souhaite que les personnes s'investissent dans la production de solutions qui leur sont adaptées.

Il est important de noter que l'empathie doit aussi permettre de s'intéresser au fond du discours en faisant fi de la forme. Si quelqu'un fait une boutade ou lance une pique sur le ton de l'énervement, ce n'est pas le ton ni la façon de le dire qui retiendra notre attention et sur laquelle nous réagirons, mais l'idée exprimée. Pour rester sur la mise en lumière et la compréhension de ce que perçoivent, ressentent, pensent les personnes, il importe aussi de rester sur un discours factuel et d'éviter tout jugement de valeur (c'est bien, c'est mal), toute disqualification et toute gratification. Bien sûr la gratification peut être motivante : dans la communication engageante on parle d'« étiquetage positif » de la personne. L'animatrice du CEDER (exp. 5) le décrit dans son témoignage : *J'essaie de rebondir sur ce qu'elles disent et de les valoriser. Je fais de l'étiquetage selon les principes de la communication engageante en disant qu'elles font déjà des choses bien.* Mais le fait d'entrer dans un jugement de valeur, qu'il soit positif ou négatif, nous fait changer de registre de discours et quitter le « fond » de la question. Cela ne permet pas d'élucider ce qui fait problème ou ce qui est moteur.

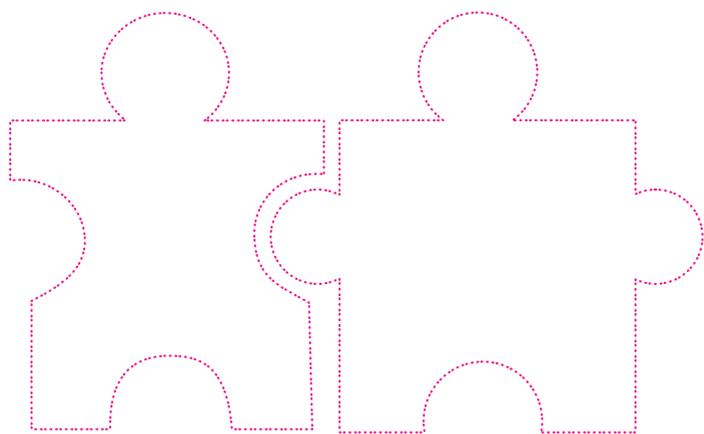
QUEL PUBLIC EST VISÉ PAR LE CHANGEMENT ?

Constituer son public direct

- Quel public vise-t-on ?
 - ▶ Vouloir travailler avec des publics non convaincus
 - ▶ De l'intérêt de travailler avec les convaincus
 - Donner l'occasion de mettre en acte la réduction des déchets
 - Permettre de diffuser plus largement
- Comment recruter le public visé ?
 - ▶ Mobilisation au niveau individuel
 - ▶ Mobilisation de groupes constitués

Élargir le public touché

- Comment activer l'effet levier ?
- Rôle d'ambassadeur des participants
 - ▶ Être ambassadeur : une évidence
 - ▶ Devenir ambassadeur : un apprentissage ?
 - ▶ Être ambassadeur dans sa famille ?
- Essaimage du projet



QUEL PUBLIC EST VISÉ PAR LE CHANGEMENT ?

Le public potentiel d'une action peut se définir avec de multiples critères : zone géographique, caractéristiques socio-professionnelles, âge, genre, sensibilité au thème... Bien définir le public à qui on destine notre action est un préalable indispensable. Il permet de vérifier que l'on vise les personnes adéquates. L'expérience « Bébé durable » (exp. 8) illustre bien la recherche du public adapté à l'action. En souhaitant développer l'usage des couches lavables chez les jeunes parents, l'animatrice du SIRTOM a réalisé que les assistantes maternelles devaient être sensibilisées aussi (contexte où les assistantes maternelles sont le mode de garde quasi-exclusif). Elle a donc orienté son action en priorité vers la sensibilisation des assistantes maternelles pour qu'elles ne refusent pas la garde d'un enfant pour cause de couches lavables. **Dans les projets collectifs il est encore plus important de vérifier qu'on travaille avec les personnes concernées.** À Noailly, les habitants réunis pour les temps de travail sur la mise en place du composteur ne sont pas au final les habitants du centre bourg n'ayant pas de jardin, à qui l'équipement était destiné (exp. 2). Pour autant le projet n'est pas fermé et chaque réunion reste ouverte à tous, mais de fait il ne touche pas le public visé... Le portage politique et la présence des élus municipaux sur les différents temps du projet ont sans doute occulté l'absence du public directement concerné et la compatibilité du projet avec le besoin auquel il veut répondre. L'animatrice perçoit cette difficulté quand elle envisage ce qui serait à refaire autrement : elle privilégierait le porte à porte dans le centre bourg pour aller directement au contact du public recherché. À l'école, par contre, le besoin a été évalué avec les personnes concernées et le projet de composteur collectif a été abandonné (au profit de séances de sensibilisation auprès des élèves) après constat que les déchets fermentescibles étaient presque tous utilisés pour la nourriture animale par les cantinières et cuisiniers. (exp. 2)

Plus un public est défini, plus il est facile d'envisager les modes de recrutement adaptés. Quand le public visé est plus large, la question se pose souvent de savoir s'il faut plutôt viser les convaincus ou les non-convaincus, à laquelle il est répondu quasi unanimement : il faut chercher à atteindre et impliquer les non-convaincus sinon ça ne sert à rien ! Dans le cas des projets visant le passage à l'action chez les participants, il nous semble qu'on peut largement tempérer ce cri du cœur.

Constituer son public direct

◉ Quel public vise-t-on ?

► Vouloir travailler avec des publics non convaincus

Comment travailler avec les publics moins sensibles ? Quels changements peut-on attendre ? Certains porteurs de projets souhaitent explicitement s'adresser à des publics non sensibilisés. C'est le cas du dispositif « Tuper'turbes ta poubelle » (exp. 4) conçu spécialement pour aller vers les publics que le Syndicat Mixte du Pays Thouarsais ne rencontre pas d'habitude sur ses événements, ceux qui ne connaissent pas les gestes de prévention et ne sont pas à priori sensibles à la question. Au final l'animatrice réalise que les personnes qui prennent contact pour accueillir chez elles l'animation et y convier quelques amis ou voisins, sont déjà relativement sensibles au thème, ce qui est somme toute assez compréhensible... Cependant, une autre modalité de recrutement non prévue au départ lui permet finalement d'atteindre ce public. C'est le cas où le responsable d'un groupe constitué (groupe de malades longue durée à l'hôpital, chantier insertion), sensibilisé à la question, prend contact avec elle pour lui demander d'animer un atelier. Le groupe est alors généralement composé de personnes à priori non sensibilisées, puisque réunies autour d'une autre préoccupation. Plus modestement, l'animatrice des ateliers pour adultes du CEDER (exp. 5) dit vouloir travailler avec les « non avertis, non réfractaires » : en s'appuyant sur un groupe d'adultes constitué pour réaliser des activités au sein du CCAS, elle profite surtout de leur ouverture aux propositions nouvelles en matière de pratiques créatives.

Amener des personnes qui n'ont pas développé de sensibilité environnementale à adopter des comportements en faveur de la prévention des déchets peut procéder de différentes façons de penser les choses :

- soit on pense pouvoir se passer de développer une attitude préalable favorable et on **mise sur la réalisation d'une action propice** à engendrer cette attitude dans un deuxième temps (ce sont les présupposés de la communication engageante : faisons d'abord agir et les personnes intégreront les valeurs sous-jacentes à l'action par processus de rationalisation à posteriori) (➡ p. 61).
- **soit on choisit une entrée détournée** pour amener les gens à ces actions sans forcément développer, au moins dans un premier temps, la conscience de l'impact sur l'environnement (travaillée dans un deuxième temps) : c'est le cas de l'expérience 7 où pour certains l'adoption de poules n'a rien à voir avec des préoccupations de réduction des déchets et où la prise de conscience se fait en cours de projet grâce aux pesées (feed-back) (ça ne deviendra peut-être pas pour autant la motivation principale mais la conscience est là...). (➡ p. 94)
- soit on nourrit l'illusion de pouvoir aller très vite et **faire découvrir, comprendre et adopter de nouveaux comportements dans le temps restreint d'une séance**. Souvent, comme nous l'avons vu dans la première partie, nous confondons alors l'action-modalité de découverte et l'action-engagement dans la durée. Or le pas à franchir pour passer d'une attitude positive à l'égard d'une question à un comportement en sa faveur est très grand (pour ceux qui estiment que les choses doivent être accompagnées dans ce sens : d'abord forger l'attitude puis aider à mettre le comportement en cohérence). On trouve beaucoup de projets d'éducation à

l'environnement qui semblent le sous-estimer et annoncent « sensibiliser pour modifier les façons de faire ». Or sensibiliser peut être un premier pas mais il suffit rarement à engager la personne dans de nouvelles pratiques si l'élaboration, le choix et la mise en œuvre de celles-ci ne sont pas accompagnées (➤) « Accompagner le passage à l'action », p. 75).

- **soit on a la possibilité de s'inscrire dans la durée**

Travailler avec un public à priori non sensible à la question, en se basant sur un accompagnement de la progression des personnes depuis la prise de conscience à l'élaboration de choix et à la mise en œuvre, nécessite du temps. Dans l'expérience de l'école de consommateurs d'Audruicq (exp. 11), l'accompagnement d'un groupe sur une longue durée permet de dérouler cette progression, même si elle n'a pas été élaborée en amont : après une phase de découverte et d'approfondissement à travers des présentations et visites de terrain (visite du centre de tri...), la proposition de participer à un concours de cuisine a été l'opportunité de mettre en œuvre des gestes de prévention lors de l'atelier cuisine : *Nous avons beaucoup de questions des personnes qui participent à l'école des consommateurs au sujet de la gestion des déchets. Ce concours était donc dans une sorte de suite à leur questionnement en testant les modalités d'action possibles.*

► De l'intérêt de travailler avec les convaincus

Dans l'exp. 4, l'animatrice qui visait réellement des publics novices reconnaît aussi l'intérêt de travailler avec des personnes sensibilisées : *Les particuliers chez qui j'interviens sont en recherche d'infos, d'astuces, ils ont envie de connaître de nouvelles pratiques allant dans le sens de la prévention des déchets et je crée cette opportunité, répondant à une attente qu'ils ont.*

Donner les moyens de mettre en acte la réduction des déchets

Largement relayées par les médias, les préoccupations liées aux problématiques environnementales touchent aujourd'hui une grande partie de la population. Sur la thématique qui nous intéresse c'est à nuancer car la très grande majorité des personnes n'a pas véritablement conscience de la spécificité qui caractérise la prévention des déchets : les amalgames avec le tri des déchets existent même chez les personnes assez sensibles, comme le montrent les opérations foyers témoins ou « Tuper'turbes » lors desquelles certains participants disent avoir découvert cette distinction. Mais on peut se positionner globalement en faveur d'une dynamique sans maîtriser tout à fait conceptuellement ce qu'elle recouvre. Admettons donc qu'aujourd'hui la sensibilité environnementale est assez importante dans la population et que la prévention des déchets en fait partie.

Toutes ces personnes « favorables », même les plus convaincues, ne mettent pas forcément en œuvre des comportements en cohérence avec leurs idées. Il y a donc un travail intéressant à mener auprès d'elles pour que le potentiel de pratiques de prévention se réalise au mieux. Certains convaincus ne feront jamais seuls le premier pas dans l'action, il faut alors leur en fournir l'occasion et les moyens.

S'il s'agit d'une pratique collective nécessitant quelques cadres techniques ou juridiques, elle demande d'autant plus à être accompagnée. C'est ce que fait l'association Compostri (exp. 3) quand elle se met en position de détecter ou de faire remonter les envies, projets, besoins des habitants. Elle communique sur l'existence de

son accompagnement technique, logistique et opérationnel en utilisant différents moyens : site Internet bien référencé, présence sur des événements, organisation de réunions publiques... Elle travaille aussi en lien étroit avec les équipes de quartier de la Ville qui aident à repérer de futurs référents de sites. Elle ne cherche donc pas seulement à sensibiliser la population à l'intérêt du compostage, mais surtout à faire connaître la possibilité d'être guidés pour ceux qui souhaitent monter un projet et se lancer en toute sécurité. Plutôt que de devoir créer une association de riverains, faire seuls des démarches dans les dédales de l'administration des collectivités, chercher à se former, à rencontrer d'autres porteurs de projets similaires, recruter des foyers participants... l'association propose de prendre en charge ces aspects avec les personnes, leur permettant de réaliser le projet sans s'investir de façon démesurée. Elle conforte ainsi la faisabilité de ce qui est déjà désiré.

Permettre de diffuser plus largement

Partir avec les motivés est aussi un moyen d'initier une action qui pourra générer un effet levier (➤ p. 112) et entraîner un public plus large que les seuls participants à l'action.

Certaines actions déclinent ainsi plusieurs niveaux de publics visés : les participants directs et le grand public sur lequel un effet est escompté. Les objectifs ne sont alors pas tous au même niveau : on souhaite généralement **faire évoluer les pratiques des participants et sensibiliser un public plus large**.

Dans le projet « Des poules pour réduire mes déchets » (exp. 7), cet aspect est prioritaire : les porteurs parlent clairement d'une action de communication pour faire connaître cette pratique et parler de la réduction des déchets fermentescibles. L'animatrice de l'opération « élus témoins » (exp. 10) évoque aussi cette expérience comme une action de communication auprès des usagers s'appuyant sur l'exemplarité d'un groupe d'élus. Au vu du petit nombre de personnes participant aux actions décrites en général, la recherche d'un effet levier semble effectivement intéressante. Pourtant s'il est souvent recherché, les moyens investis pour l'activer ne semblent pas toujours à la hauteur de l'enjeu.

Pour les actions qui se développent au sein des collectivités, à destination de leurs agents ou élus (comme c'est le cas des deux opérations foyers témoins présentées), la question de l'exemplarité est sous-jacente. Longtemps vécue comme une question de « cuisine interne », permettant à l'organisme d'être au clair avec lui-même et ses valeurs, d'être irréprochable avant de demander aux autres de l'être, et sur laquelle il n'y avait pas lieu de communiquer, l'éco-exemplarité devient aujourd'hui, en tout cas sur le thème de la prévention des déchets, un outil de sensibilisation d'un plus large public.

⊙ Comment recruter le public visé ?

Le recrutement des participants aux animations portant sur la mise en œuvre d'actions de prévention semble souvent problématique. Deux grands types d'actions prévalent dans ce domaine : celles qui ciblent les habitants, le grand public ou une catégorie spécifique (agents, élus) mais s'appuient sur l'interpellation des personnes de façon individuelle, et celles qui s'appuient sur des groupes constitués, interpellés en tant que groupe, souvent à travers leur responsable ou animateur.

► Mobilisation au niveau individuel

Pour cibler le niveau individuel et notamment des habitants, les moyens mis en œuvre par les porteurs de projet sont généralement les moyens traditionnels de la communication/média (réseaux sociaux, flyers dans les boîtes aux lettres, affichages en mairie et dans les commerces, site Internet, articles dans la presse locale, radio, télévision...). Cependant certains concèdent volontiers que ces moyens n'ont mobilisé personne et que tous les participants ont fait l'objet d'un contact direct. L'animatrice de l'expérience « Tuper'turbes » (exp. 4) reconnaît qu'aucun accueillant volontaire ne s'est inscrit dans cette démarche par le biais de la communication classique mais via des rencontres ou des contacts téléphoniques sur d'autres sujets. L'animatrice de l'expérience agents témoins (exp. 9) parle de gens qui viennent pour lui faire plaisir, celle de l'expérience élus témoins (exp. 10) admet qu'elle a démarché individuellement tous les élus qui se sont portés volontaires, l'animatrice de l'expérience « bébé durable » (exp. 8) explique qu'elle connaît les assistantes maternelles partantes pour l'expérimentation avant la réunion plénière de lancement où se fait l'appel à volontaire officiel. Il convient donc de s'interroger sur cette difficulté à ne pouvoir recruter au-delà du cercle des connaissances (le réseau) et reconnaître l'intérêt de créer un effet levier ou de travailler avec des groupes constitués (► p. 112). Les médias apparaissent finalement souvent peu efficaces pour le recrutement mais utiles pour l'essai (► p. 117).

L'opération « Des poules pour réduire mes déchets » (exp. 7) offre un contre-exemple intéressant : 200 candidats se sont manifestés pour 16 places disponibles. Ce succès inattendu pose alors la question de l'opportunité d'amplifier le dispositif. Devant la difficulté compréhensible de réorienter un projet déjà dimensionné avec un certain nombre de partenaires et prestataires, les porteurs du projet ont fait le choix de pallier les frustrations générées par des outils de communication plutôt que de saisir l'occasion d'envisager une suite à donner ou un accompagnement plus à distance (par exemple : initier l'accompagnement de nouvelles familles par les foyers déjà engagés). Si bien que la chargée de mission estime que si c'était à refaire, elle essaierait de gagner du temps en faisant un questionnaire plus sélectif dès le départ pour ne pas avoir à traiter 200 demandes et à refaire un questionnaire plus sélectif. Or le fait pour les gens d'avoir pu poser leur candidature a sans doute été une occasion de prendre acte de leur envie d'adopter des poules, ce qui peut faciliter un passage à l'action dans ce domaine. Ce premier questionnaire large et qui a rencontré un grand succès n'est donc peut-être pas étranger au succès global de l'opération et à la diffusion de cette pratique dans la population... Rester ouvert aux opportunités et aux surprises que le projet apportera et ne pas les considérer que comme des éléments dérangeant le programme prévu peut être l'enseignement à retenir... **L'accompagnement des projets nécessite parfois de quitter la logique de programmation pour aller vers la logique de progression à même de prendre en compte des réorientations désirables au fil du projet.** Le projet de compostage collectif en site urbain (exp. 3) a pu, lui, intégrer de telles modifications (même si on conçoit qu'elles sont moins impliquantes en termes de modification de la dynamique du travail à mener et de consommation de temps que pour l'expérience des poules) : *Lors du 1^{er} porte à porte nous avons mobilisé une vingtaine de foyers. Après la 1^{ère} réunion publique on a vu qu'on serait plus de 25 foyers. Il fallait donc faire évoluer le projet. J'ai fait des allers et retours avec les services de la ville pour augmenter la taille du composteur car sinon cela nous aurait contraint à limiter le nombre de participants. Aujourd'hui 36 foyers participent.*

► Mobilisation de groupes constitués

Pour recruter des groupes constitués, on note l'importance de s'appuyer sur des structures d'accueil. C'est le cas des expériences centrées sur les ateliers « faire soi-même » de Charente Nature (exp. 6) et du CEDER (exp. 5), tout comme une modalité de recrutement plébiscitée par l'animatrice des ateliers « Tuper'turbes ta poubelle » (exp. 4). Concernant la série de cinq ateliers menée par le CEDER avec le groupe d'adultes du CCAS de la commune, les deux formes de recrutement sont mixées puisqu'il s'agit à la fois de fidéliser les adultes participant (ce qui marche plutôt bien grâce à l'intérêt suscité par les ateliers proposés) et d'élargir ce public en l'ouvrant à tous. La flambée de la participation pour le dernier atelier, liée à l'implication d'un autre groupe du CCAS (celui des personnes en alphabétisation) et non à une arrivée massive de personnes extérieures, illustre d'ailleurs l'efficacité du recrutement de groupes constitués.

Élargir le public touché

Élargir le public qui sera finalement atteint par l'action mise en place peut prendre différentes formes : on peut s'appuyer sur l'action et les participants actuels pour chercher à en recruter de nouveaux (dans le cas d'une action qui s'inscrit dans la durée), on peut aussi s'appuyer sur l'exemplarité de l'action pour donner envie à d'autres personnes de s'y mettre dans d'autres cadres, on peut aussi solliciter les participants pour un rôle d'ambassadeur des actions mises en place auprès d'autres personnes. On peut enfin permettre à d'autres structures de s'approprier le projet pour le reproduire ailleurs.

⊙ Comment activer l'effet levier

Tout au long du déroulé de l'action l'effet levier peut être activé par la **communication**. Cette communication vise à **faire découvrir l'existence des pratiques**, notamment pour les moins connues. L'animateur du Centre social de Chemillé (exp. 1) le constate pour la réparation : *les personnes que l'on croise en-dehors du Repair café et à qui on dit de venir pensent souvent que leurs objets sont trop anciens, pas réparables ou que cela ne vaut pas le coût de les réparer.*

Elle peut viser à **recruter de nouveaux participants** dans le cas d'une action au long cours et ouverte. L'expérience du Repair café est assez emblématique de cette double dynamique d'accompagnement des personnes et de communication vers l'extérieur, à laquelle les participants sont d'ailleurs fortement associés (► mobilisation des relais et le rôle d'ambassadeurs des participants). La conférence organisée dans le Repair café a permis par exemple de faire venir un nouveau public et de faire découvrir le projet à une soixantaine de personnes. De même dans l'expérience « Des poules pour réduire mes déchets » (exp. 7) un café associatif très fréquenté a été choisi pour son effet démultiplicateur de l'information.

La communication sur ces actions ne joue pas que sur une question d'image de la structure, elle participe à faire évoluer la norme sociale en forgeant de nouvelles références. Or on sait que c'est la **norme sociale** qui fait basculer la majorité tardive dans une pratique, comme le montre le sociologue américain Everett Rogers, qui s'est

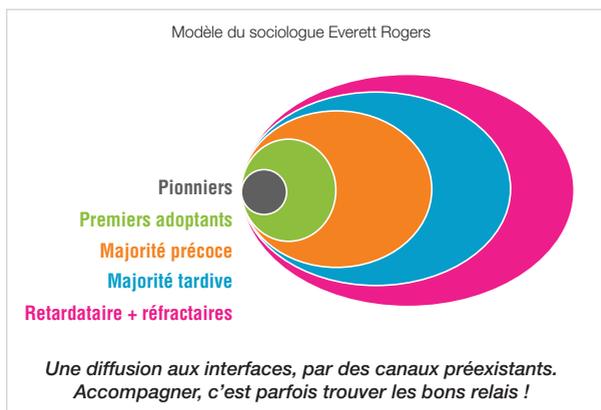
intéressé au processus de diffusion des innovations dans la société et les groupes sociaux. Ses enseignements, repris et présentés dans la Lettre n°5-2009b de Nature Humaine (➤ biblio), sur laquelle nous nous appuyons, mettent en évidence 5 catégories de personnes au regard de l'adoption d'un nouveau comportement :

- Les innovateurs, qui représentent 2,5% de la population, qui ont envie d'expérimenter dans ce domaine et se sentent comme une petite communauté. Ils vont influencer l'imaginaire lié à cette innovation
- Les premiers adoptants (13,5% de la population), qui voient les potentialités de cette nouveauté et prennent les premiers le risque de l'adopter. Ils créent un effet de démonstration et amorcent la diffusion
- La majorité précoce (34%) à qui un temps de réflexion et d'évaluation plus important est nécessaire mais qui reste facile à conquérir. Son adhésion amènera la nouveauté à être adoptée par la moitié de la population, ce qui renversera le rapport de force entraînant la normalisation sociale de la nouveauté
- La majorité tardive (34%) qui se pliera à la pression sociale, professionnelle ou économique
- Les retardataires/réfractaires (16%) qui ne perçoivent pas l'intérêt ou sont opposés à cette nouveauté et qui ne l'adopteront que contraints et forcés.

Les trois premières catégories sont plutôt constituées de groupes sociaux ayant des ressources matérielles, cognitives ou sociales importantes (Nature Humaine citée par Boutaud, 2009). Participer à enrichir les ressources cognitives et sociales sur le thème n'est donc sans doute pas vain...

Notons qu'en termes de relais pertinents, les plus proches sont souvent les meilleurs. Ainsi faire témoigner des pionniers devant des « tardifs » ne fera sans doute que renforcer leurs résistances, car leurs préoccupations et leur capacité d'investissement sont bien moindres. C'est toujours le profil juste précédent qui sera le meilleur relais vers le suivant car ils partagent le plus de caractéristiques communes. « La diffusion de l'innovation s'effectue aux interfaces entre deux sous-groupes qui se comprennent. » (d'après les contenus de formation de Lara Mang Joubert, ➤ biblio).

Attention donc aux effets d'élite qui peuvent être créés et faire peur aux autres (dans une autre expérience un groupe travaillant sur le développement durable dans une



Diffusion du changement dans la société

(source :
 Contenus de formation
 de Lara Mang Joubert)

intercommunalité a été qualifié « d'ethnie Développement Durable » montrant la distance qui s'instaurait avec les autres agents) ou aux effets d'exclusion que le groupe peut amener (si une personne du groupe n'est plus en capacité de se conformer à la nouvelle norme sociale du groupe).

De la même manière, le sentiment d'appartenance à un groupe qui développe une norme sociale valorisant les gestes de réduction est motivant pour les personnes concernées. Une norme sociale définit des manières d'agir au sein d'une société ou d'un groupe social qui traduisent les valeurs et les idéaux dominants de la société ou du groupe. Les normes peuvent être formelles (lois, codes et règlements) mais aussi informelles (mœurs, habitudes...). La plupart des membres du groupe accordent une valeur à celles-ci et s'en éloigner peut engendrer une exclusion. (d'après wikipédia) L'importance de la norme sociale dans l'adoption d'une pratique est illustrée par exemple, dans le cas du composteur de Sully par le comportement d'étudiants étrangers présents sur le territoire, comme l'explique l'animatrice : *Le projet fonctionne bien, de nouveaux foyers s'inscrivent. Il est intéressant de noter que certains étudiants étrangers viennent spontanément participer à cette démarche, ce geste faisant partie de leur quotidien dans leurs pays d'origine* (exp. 3).

Cette communication vise de façon ultime à donner envie à d'autres personnes de « s'y mettre ». L'expérience « des poules » (exp. 7) montre le déploiement d'un effort de communication important pour permettre aux personnes non retenues dans le dispositif mais intéressées par la thématique d'avoir **des points de repères pour se lancer seules** (documents et vidéos en ligne...).

Il s'agit de faire la preuve par l'exemple que les actions de prévention ne sont **pas insurmontables** et que, près de chez nous, d'autres les mettent en place. Les foyers témoins sont vraiment conçus sur ce modèle : l'objectif n'est pas de généraliser cette opération à toute la population, mais bien de s'appuyer sur l'expérience de quelques-uns pour montrer à tous les habitants que c'est possible et les inciter à **s'engager dans des pratiques similaires**. Les foyers témoins misent généralement sur l'identification possible à un foyer d'habitants ordinaires du territoire. Les deux expériences présentées ici sont un peu particulières : en plus de l'identification d'habitant à habitant, elles s'appuient sur l'exemplarité des élus et des agents, qui passent à l'action avant de demander les mêmes efforts aux administrés.

Cependant ces actions sont tellement énergivores qu'elles épuisent souvent la dynamique nécessaire à leur exploitation postérieure. Or l'exemplarité ne sert à rien si elle reste confidentielle. Il faut prévoir des allers retours permanents entre l'accompagnement des personnes et le fait de communiquer plus largement, pendant mais aussi après l'action si celle-ci est ponctuelle. L'expérience des « élus témoins » mobilise ainsi la presse locale pour rendre compte de chacune des réunions du groupe tout au long des trois mois de l'opération, mais elle n'est pas beaucoup investie après coup, alors qu'elle avait été pensée comme un déclencheur. De même l'expérience « Agents témoins » aurait pu développer une communication interne et externe encore plus ambitieuse pendant mais aussi après l'opération. Dans l'idée de foyers « témoins », le « témoignage » sur ce qui a été vécu et mis en place devrait être plus investi pour aller au bout de la démarche. À titre d'exemple quelques pistes sont évoquées.

Pistes pour activer l'effet levier pour une collectivité

En interne, pour avoir un effet levier par rapport aux autres agents, en plus des éléments mis en place comme la publication des résultats de l'action et d'astuces dans la newsletter des agents et dans le magazine du département, on pourrait faire des articles dans le magazine externe, une exposition photographique sur le projet, faire un point presse, un petit déjeuner sur les différents sites pour présenter le projet et ses résultats en direct (en allant à la rencontre des services et des équipes sur des horaires adaptés à chaque équipe), proposer à l'élu d'y faire référence dans son discours de vœux au personnel ou aux partenaires, apposer une signature de mail précisant « l'expérimentation foyers témoins est en cours »... On peut enfin s'appuyer sur des événements nationaux ou européens comme la semaine de la réduction des déchets pour tenir un stand valorisant l'expérience à l'accueil du bâtiment principal du Conseil départemental avec des agents qui témoignent voire recrutent de nouveaux agents.

En externe, présenter le projet dans tous les dispositifs en place pour faire passer de l'information entre niveaux territoriaux : commission thématique Environnement ou Développement durable, regroupement organisé par l'Etat, petit déjeuner trimestriel lors duquel le Directeur Général des Services d'une intercommunalité présente l'actualité aux élus communaux. Notons que l'animatrice de l'expérience élus témoins (exp. 10) a participé à une présentation au Conseil départemental sur le plan de prévention des déchets auprès d'un certain nombre de collectivités réunies et a également présenté le projet en assemblée générale du SIVOM pour inciter les élus à impulser la démarche dans leur commune. Faire témoigner les élus entre pairs favorise un portage politique plus fort pour proposer des actions aux habitants de leurs territoires. Presse, gazettes municipales, événements festifs, exposition tournante dans les différentes mairies des villages, newsletter ou affichettes pour les mairies, boitage, réunion publique... sont encore des modalités qui peuvent être exploitées pour donner du relief à une action réalisée et mettre en perspective les futures actions, projets, propositions en s'appuyant sur ce premier résultat.

Quand une opération relève d'un défi, il faut être attentif à ce qui peut influencer sur les résultats pour ne pas rendre le message contre-productif par des résultats qui ne seraient pas encourageants. Les deux opérations foyers témoins (exp. 9 et 10) ont ainsi pointé des difficultés liées à une augmentation conjoncturelle du volume de déchets pendant la période de test (crémaillère, fruits et légumes de saison...). Cela a peut-être participé au manque de motivation pour communiquer de façon plus soutenue sur les résultats et sur le projet. Cela pose la question de pouvoir communiquer plus finement sur les aspects mis en lumière par l'opération sans considérer l'état zéro comme un état figé mais comme une première mesure des efforts existants en le comparant à une moyenne nationale ou régionale (ce qui est fait en général pour faire un retour aux participants).

● Rôle d'ambassadeur des participants

Dans l'optique d'un effet levier de l'opération menée avec quelques personnes on envisage souvent un rôle d'ambassadeur pour les participants, qui peut faire l'objet d'un accompagnement spécifique.

► Être ambassadeur : une évidence !

Certaines expériences partent du principe que les participants peuvent être considérés de fait comme de potentiels ambassadeurs ce qui est sans doute vrai auprès de leur entourage proche. Une élue ayant participé à l'opération foyers témoins considère qu'elle a fait des émules autour d'elle quand les gens la voyaient se donner la peine de peser ses déchets. L'animatrice du CEDER (exp. 5) raconte que les personnes les plus investies dans la confection des sacs en emballage en ont fait faire à leurs petits-enfants... *Je les invite à montrer ce qu'ils ont fait parce que d'autres gens peuvent faire pareil. L'idée est qu'ils deviennent ambassadeurs même si je n'utilise pas ce terme avec eux.* Pour l'expérience « Bébé durable » (exp. 8), les assistantes maternelles sont considérées de fait comme ambassadrices des pratiques d'usage de matériel réutilisable auprès des autres. Le projet exploite ainsi une voie de communication très active existante, qui est souvent la plus efficace. En effet les changements se diffusent davantage par les canaux existants que par des canaux créés pour l'occasion (d'après les contenus de formation de Lara Mang Joubert, ► biblio). L'animatrice sait que les assistantes maternelles partagent souvent leurs problématiques professionnelles, notamment lors de leurs rencontres au relais. Elle sait aussi qu'elles échangent beaucoup avec les parents auprès de qui elles ont la légitimité d'être des « professionnelles de la petite enfance ». **Le caractère d'« expertise » que revêt le rôle d'ambassadeur renforce alors son efficacité.** L'animateur s'appuie sur un expert relais pour faire passer le message et favoriser la nouvelle pratique.

► Devenir ambassadeur : un apprentissage ?

Compter sur ce qui se mettra en place naturellement et utiliser les bonnes conditions existantes pour activer le rôle de relais des participants est une chose, **les préparer à assumer et remplir ce rôle en est une autre**, à laquelle les porteurs de projets ne semblent pas toujours avoir réfléchi. L'animatrice de Charente Nature explique avoir abordé cet aspect-là : un temps de réflexion collective sur la façon dont les participants pouvaient atteindre d'autres habitants du quartier a été formalisé à l'issue des ateliers de fabrication de produits ménagers avec un groupe de personnes d'un centre social. Cela les a amenés à proposer des ateliers aux bénéficiaires de l'épicerie sociale lors d'une animation où ils sont devenus acteurs aux côtés de Charente Nature.

Dans l'expérience du Repair café (exp. 1), le rôle d'ambassadeur – pas tant au niveau du geste de réparation mais plutôt de la communication sur l'existence de l'action et donc aussi sur la possibilité de réparer - est aussi proposé à l'ensemble des participants. Chacun est mobilisé pour diffuser l'information auprès de ses connaissances : *Nous demandons à chaque usager de relayer l'information auprès de ses proches, de l'ensemble de ses contacts mails...*

Dans l'expérience de compostage collectif en zone urbaine (exp. 3), les habitants participant au compostage sur un site peuvent être amenés à témoigner de leur expérience lors d'une réunion préparant d'autres projets similaires. Ici il ne s'agit pas d'être ambassadeur du geste mais de la motivation et du bon déroulement d'un projet pour rassurer les futures personnes impliquées. Il ne s'agit plus d'une invitation à « porter la bonne parole autour de soi » mais d'un cadre offert pour devenir ambassadeur de projets par le témoignage de son vécu. Compostri propose également des temps de co-formation à la fonction d'ambassadeur à travers des séances de réflexion commune dans le cadre de réunions de référents de site. La dynamique mise en place dans ces projets, autant portée sur le geste écologique que sur le lien social

favorise aussi sans doute l'engagement des personnes dans un rôle de relais et d'ambassadeur spontané. D'une certaine façon l'expérience « Des poules pour réduire mes déchets » (exp. 7) réunit les bonnes conditions pour que la fonction d'ambassadeur puisse se réaliser en demandant aux participants d'accepter en amont les sollicitations qui pourraient intervenir pour communiquer sur le projet. Ce rôle d'ambassadeur anticipé et rendu possible est encadrée par la réalisation d'une vidéo présentant les motivations et la participation des familles à l'opération et des sollicitations pour des reportages à la télé à l'occasion.

Notons que des rôles de relais déjà bien formalisés dans leurs missions existent dans le domaine de la prévention des déchets, ouvrant l'opportunité que l'animateur recrute et forme ces accompagnants : guides composteur, relais stop pub, conseillers réparateurs. C'est un axe spécifique de son intervention complétant ses moyens, démultipliant l'activité de « sensibilisation » pour la prévention.

► Être ambassadeur dans sa famille ?

Du fait que les comportements ciblés sont des gestes du quotidien le relais est souvent attendu auprès des familles. Car si de fait le public visé est celui du foyer, le public participant se limite souvent à une seule personne du foyer, qui devrait ensuite porter la bonne parole auprès des siens, au risque de se retrouver en décalage et non outillé pour cela... une personne des foyers témoins agents dit avoir abandonné l'expérience car c'était trop difficile d'être seul à porter cette envie dans son foyer. L'expérience sur l'adoption de poules (exp. 7) est la seule qui mène réellement une action au niveau de la famille. C'est d'ailleurs ce qui a conditionné le choix de ne retenir que 16 foyers, afin de pouvoir accueillir l'ensemble de leurs membres dans des salles limitées à 60 places... La question de la famille comme lieu de changement de comportement environnemental est sans doute à nuancer : toutes les familles n'ont pas la même capacité d'adaptation, qui dépend du fonctionnement familial mais aussi des intentions d'agir et perception des normes sociales intérieures et extérieures à la famille de chacun de ses membres (Pruneau, Léger, 2015).

● Essaimage du projet

Au-delà du rôle d'ambassadeurs des nouvelles pratiques ou du projet il y a aussi la question de la **démultiplication du projet** lui-même. L'essaimage consistant en l'éclosion d'autres projets similaires représente un effet levier potentiel non négligeable qui impacte au final la diffusion de nouvelles pratiques ou modifications de comportements dans la société. Cette dimension ne fait pas souvent l'objet d'un travail spécifique, elle arrive le plus souvent comme une « bonne surprise » pour les porteurs de projet. Le rôle des médias classiques dont on a vu la limite dans le cadre du recrutement de participants (➤ « Mobilisation au niveau individuel », p. 111), semble plus important pour l'essaimage des projets : ils permettent de valoriser, donner à voir, rendre compte et donner envie à d'autres structures ou territoires de s'engager. Le Repair café (exp. 1), qui a développé une communication importante à travers les journaux, un passage aux informations à la télévision, un site Internet (en plus d'une page Facebook, qui ne suffit pas toujours à étayer l'existence du projet) a ainsi intéressé de nombreuses communes alentour : 15 structures de la région sont venues le visiter pour mettre en place une action sur leur territoire. De fait l'animateur constate qu'il y a une dynamique de création de Repair café importante en Pays-de-la-Loire (alors qu'il

n'était que le 4^e de France à voir le jour sous cette appellation « contrôlée ». L'exemple du site de compostage collectif de Noailly (exp. 2) est assez intéressant à cet égard : considéré comme ayant du mal à trouver son public au sein de la commune, la communication (articles de presses, guide méthodologique de mise en place du compostage collectif en milieu rural...) et les séances de démonstration dont il est le support ont pourtant permis à sept autres sites de compostage collectifs de se créer dans l'ouest roannais. S'il faut garder une idée de ces effets inattendus, c'est peut-être celle de l'intérêt de l'ouverture du projet sur l'extérieur et de la communication. **Faire avec les participants c'est bien, le faire savoir et le montrer à d'autres c'est une deuxième étape à intégrer.** On peut donc prévoir au fil du projet ou sur des temps spécifiques l'accueil de personnes avec des projets similaires.

Outre la bonne surprise qui arrive en cours de projet et la communication qui booste les envies, l'essaimage peut aussi être favorisé par la mise en place de formations. Le CEDER est ainsi clairement identifié comme intervenant ou « formateur » de relais dans le changement de comportement et l'éco-consommation, à travers ses formations-actions auprès des animateurs de groupes constitués (exp. 5).

DE LA MOBILISATION DE L'INDIVIDU ET DU COLLECTIF

Les actions de réduction des déchets se déclinent à trois niveaux : au niveau des gestes individuels quotidiens, au niveau de dynamiques collectives voire collaboratives et enfin à l'échelle du système socio-économique dans lequel ces actions s'inscrivent. Ces trois niveaux sont indissociables et interrogent chacun d'entre nous, au plan individuel, professionnel et citoyen, quant à la place qu'il souhaite occuper comme acteur de la société : que souhaite-t-il investir ? Comment s'organise-t-il - avec d'autres et dans un cadre défini - pour ce faire ? Comment ces actions font-elles évoluer les normes sociales en place et quels sont les points de vigilance à avoir à l'esprit à ce sujet ?

L'intérêt des modalités de travail collectives

La plupart des expériences présentées proposent aux participants une modalité d'action basée sur un groupe, qui permet l'échange entre pairs nécessaire pour tester de nouvelles pratiques. Par pairs on entend des personnes de même situation sociale, titre ou fonction et par extension des personnes qui rencontrent les mêmes préoccupations, vivent la même expérience. Ces échanges entre pairs proposent aux personnes de bénéficier des expériences de chacun, ce qui multiplie les chances de trouver des réponses, des idées, des alternatives. Ainsi, les sentiments de doutes ou de découragement éprouvés individuellement au fil d'un projet se trouvent amoindris par la découverte de l'existence de situations similaires chez les autres participants. L'échange entre pairs est très prisé dans les expériences recensées pour remotiver les personnes, maintenir une mobilisation dans le temps et éviter les essoufflements voire les abandons. Les témoignages des animatrices des foyers témoins l'illustrent (exp. 10 puis 9) : *« Ils racontaient surtout la manière dont cela se passait pour eux. L'échange était permanent et leur a permis de tenir même s'ils étaient un peu réticents au départ ; On échangeait sur les difficultés et les pratiques de chacun, cela permettaient de « recharger les batteries. Quand d'autres expliquent qu'ils ont adopté une pratique et y arrivent cela a plus de poids que mes arguments »* constate aussi l'animatrice de « Tuper'turbes » (exp. 4), qui y voit également un appui technique ou créatif : *« C'est entre eux-mêmes qu'ils se donnent des astuces qu'ils connaissent ou dont ils ont entendu parler.*

Les échanges entre pairs sont menés et régulés par l'animateur mais la dynamique de groupe qui s'instaure peut aussi générer des échanges importants hors du temps encadré. C'est le cas dans l'expérience 4 : *Les échanges se poursuivent après mon départ* et dans l'expérience du SYBERT, où la chargée de communication explique (exp. 7) : *La page Facebook que les participants ont créée était pour eux un moyen d'être en contact rapproché au début de la mise en œuvre pour pouvoir échanger quand il y avait un problème. Le fait d'être en contact entre néophytes les rassurait.*

L'engagement dans un projet collectif

Il convient de différencier le collectif de travail de l'engagement dans un projet collectif : certains projets restent à l'échelle individuelle même si le cadre de travail est collectif (dans la mise en œuvre individuelle on reste seul avec le besoin d'un accompagnement personnalisé) et d'autres projets sont en eux-mêmes collectifs (les expériences de composteurs collectifs). Ceux-ci supposent, en plus du changement individuel de pratique, l'engagement dans un projet collectif et pas seulement dans un collectif de travail qui prendra fin à un moment donné.

L'engagement dans le projet est alors un élément à part entière à gérer, il ne fait pas appel aux mêmes ressorts que le changement de pratiques. Il faut accepter de respecter un cadre et ses contraintes, partager les décisions... Or tout le monde ne possède pas une culture de l'engagement. Il convient donc pour l'accompagnateur du changement d'agir sur ces différents niveaux : le changement de pratique et l'engagement dans un projet.

Parfois l'envie est déjà là et la structure offre le cadre. Les personnes intéressées par le sujet de la prévention des déchets ou souhaitant agir sur ce champ peuvent se documenter et s'essayer seules, mais elles peuvent aussi avoir envie de s'inscrire dans une dynamique plus collective comme l'explique l'animatrice de l'association Compostri, qui leur propose alors une aide au montage et suivi de projet. Les objectifs de cette association liés à la mise en place d'un projet collectif mettent d'ailleurs explicitement au même niveau la réduction des déchets et le développement du lien social. Le Repair café (exp. 1) s'est aussi mis en place parce que des citoyens volontaires et actifs ont trouvé le cadre du Centre social pour les aider à porter leur projet.

Le fait de s'inscrire dans une action collective développe l'interconnaissance entre les personnes et permet de « faire groupe » en créant une cohésion sociale entre elles. Le Repair café de Chemillé propose et construit avec les gens un espace de rencontres et d'échanges sur la base du respect mutuel, indépendamment des goûts et opinions personnels et dans la perspective d'un « vivre ensemble ». L'animateur observe qu'une véritable mixité sociale et générationnelle est apparue autour de la création d'une « communauté de « conseillers réparateurs », entre des gens modestes qui viennent réparer du matériel parce qu'ils n'ont pas les moyens de le racheter et des personnes de mouvance écologique qui viennent par conviction, entre des personnes aux compétences manuelles ici valorisées et d'autres plus intellectuelles, entre des habitués du centre social et d'autres qui avaient des préjugés sur le public de ce type de structure avant de fréquenter le Repair café.

De la même façon que la mise en œuvre d'une pratique de prévention peut en entraîner une autre, l'engagement dans un projet collectif peut impulser une dynamique qui permet la réalisation d'un autre projet collectif, qui peut d'ailleurs renforcer le projet existant. C'est le cas du projet de composteur de Sully (exp. 3) qui a conduit les habitants à mener d'autres projets dans une dynamique collective, telle la réalisation d'une fresque racontant l'histoire du quartier sur le mur au dos du composteur partagé. C'était un vieux projet du gérant du bar restaurant du quartier qu'il n'avait jamais pu faire aboutir. A plusieurs on se sent plus armé pour mener à bien des projets plus ambitieux.

Porter les actions au niveau de la sphère publique

La simple bonne volonté individuelle ne suffit pas pour mettre en œuvre bien des pratiques de prévention des déchets, qui nécessitent de s'intégrer dans un environnement favorable (infrastructure technique existante, accord de la hiérarchie). Ainsi, une personne vivant dans un habitat collectif ne pourra pas mettre en place de compost si elle ne peut pas s'appuyer sur une démarche de composteur collectif et pour cela il convient d'avoir l'accord du bailleur ou du syndicat qui gère les espaces communs... De même pour des habitants du centre-ville sans jardins ou avec des jardins de toute petite taille, qui vont avoir besoin d'un accord de la collectivité pour écouler leur propre compost dans les parcs de la ville... Il convient donc pour l'animateur de s'assurer que de bonnes conditions de réalisation des gestes individuels existent, voire de les favoriser. C'est le cas dans le projet « Bébé durable » (exp. 8), où l'animatrice s'est assurée de l'approbation du service de la Protection Maternelle et Infantile (PMI) du Conseil départemental et de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) qui accompagnent et contrôlent le travail des assistantes maternelles avant de proposer à celles-ci de s'engager dans un tel dispositif : *Nous ne voulions pas qu'il y ait de contradiction entre ce qu'ils préconisent pour le bien être de l'enfant et nos propositions. Nous leur avons donc présenté les lingettes, gourdes et couches réutilisables avec le mode d'entretien pour qu'on soit bien d'accord sur la compatibilité de ces pratiques avec leurs critères de contrôle. Une fois l'assentiment de ces structures obtenu, nous avons pris contact avec les Relais d'Assistants Maternelles pour leur présenter le projet.* A l'inverse, dans le cas du projet « Des poules pour réduire mes déchets » (exp. 7) la chargée de communication du SYBERT a découvert et pris en compte l'existence d'une contrainte réglementaire forte pouvant empêcher la réalisation du projet : *Un certain nombre de règlements d'urbanisme interdisent les poulaillers ou les basse cours (à partir de 5 poules). On savait que sur une des communes de notre territoire d'action, c'était inscrit dans leur Plan Local d'Urbanisme (PLU). De ce fait, des personnes qui avaient candidaté n'ont pas pu être retenues.*

Un système est comme un ensemble de briques qui tiennent ensemble, en bouger une en déstabilise forcément d'autres. Au-delà de la mise en place d'une pratique, qu'elle soit individuelle ou collective, personnelle ou professionnelle, il faut donc envisager, anticiper dans la mesure du possible ou réajuster au fur et à mesure, les éléments déstabilisés du système. En effet, il est important de prendre en compte l'impact du geste sur les autres acteurs du système. C'est dans cette dynamique que se situe le

Repair café de Chemillé (exp. 1) : *Les gens (journalistes, élus, usagers) nous demandaient souvent si la mise en place d'un Repair café ne risquait pas de nuire aux réparateurs locaux et de les empêcher de travailler en leur faisant concurrence. Or les bénévoles ont fait le tour des magasins qui réalisent de la réparation sur notre territoire pour leur expliquer le projet du Repair café et comprendre leurs propres problématiques. À cette occasion, le service après-vente du commerçant d'électroménager leur a expliqué qu'il envoi systématiquement en réparation les objets sous garantie, alors que lorsque ce n'est plus le cas, il est obligé de passer du temps à établir un devis qui, la plupart du temps, n'est pas accepté. La réparation de modèles qui ne sont plus sous garantie dans le cadre du Repair café n'est donc pas vécue comme une concurrence. Concernant le textile, la couturière-repriseuse locale a davantage insisté pour que les travaux faits au Repair café ne concurrencent pas son travail. Les bénévoles se sont engagés à ce que leur pôle couture fournisse des conseils pour une réalisation par les personnes elles-mêmes mais ne fasse pas les reprises à leur place, n'atteignant donc pas la clientèle qui porte ses habits à reprendre par manque de temps et de savoir-faire expert. Concernant l'informatique, nous faisons en sorte que les gens aient été d'abord dans une entreprise informatique avant de venir au Repair café et nous faisons uniquement des réparations que les réparateurs ne feraient pas car elles prennent trop de temps (et sont donc trop chères). De ce fait, il n'y a pas de tension, nous servons même de relais : les bénévoles ont réalisé un livret des réparateurs du territoire. De plus, en venant au Repair café, les gens sont sensibilisés au temps nécessaire pour effectuer une réparation et à la difficulté de réparer et sont de ce fait plus enclins à faire réparer leurs objets par des professionnels.* Dans ce cas, l'initiative cherche bien à s'inscrire dans la réalité de l'offre du territoire. Car travailler avec l'ensemble des acteurs du système permet que tous aillent dans le même sens et ainsi d'anticiper les freins techniques et sécuriser les processus, dans une visée plus large de mise en cohérence avec le système.

Or cette dynamique ne va pas de soi ; le témoignage de l'animateur du Repair café de Chemillé nous montre aussi la difficulté à articuler une initiative citoyenne de réparation des objets avec un système sociotechnique de récupération des matériaux déjà en place : *Nous avons eu un souci pour faire mettre une affiche indiquant l'existence du Repair café à la déchetterie. C'est une entreprise privée qui la gère et plus elle va récupérer d'éléments d'électroménager pas trop abimés, plus elle gagne de l'argent... Le Repair café est donc vécu comme une forme de concurrence.* En effet, les déchets représentent aujourd'hui une ressource pour un certain nombre d'entreprises spécialisées dans leurs retraitements. La gestion des déchets est même au centre d'une activité de collecte et de recyclage en forte expansion. Aujourd'hui, l'État accompagne les acteurs industriels dans la transition vers une économie circulaire, objectif inscrit dans le projet de loi de transition énergétique pour la croissance verte en soutenant des projets de recyclage et de valorisation des déchets. Mais les projets qui visent à augmenter la durée de vie des produits, séquence bien identifiée dans l'économie circulaire, peinent à émerger. L'évolution et l'inertie d'un socio-système basé sur le tri peut alors apparaître en contradiction avec la volonté de réduire la production des déchets, notamment à l'échelle individuelle. **Il semble donc important de prendre en compte le système dans lequel doit s'inscrire le changement de comportement voire d'articuler la co-évolution du système et des comportements dans le temps.** Pour le Repair café, au bout d'un an et demi de discussions avec la structure gérant la déchetterie, il a finalement été possible d'arriver à ce que les agents

de valorisation communiquent sur l'existence du Repair café et même d'envisager une convention pour qu'ils puissent mettre de côté des pièces permettant de réparer des objets au Repair café.

Pour bon nombre de personnes la responsabilité en matière de prévention des déchets est entièrement renvoyée aux acteurs, comme le relate l'animatrice du Syndicat Mixte du Pays Thouarsais (exp. 4) lorsqu'elle relaye la parole des participants : « *On a l'impression de faire beaucoup d'efforts alors que ce ne serait pas à nous de les faire : pourquoi essayer de nous faire acheter en grand contenants plutôt qu'en emballages individuels ? Ils n'ont qu'à pas en vendre si ce n'est pas bien !* ». Or l'expérience nous montre que la pression citoyenne peut faire évoluer les lois, comme par exemple pour l'interdiction des sacs plastiques dans les supermarchés.

S'il importe de s'inscrire dans un système en place et que celui-ci soit favorable aux alternatives introduites, on sait que le système peut également évoluer sous le poids des actions individuelles et collectives.

BIBLIOGRAPHIE ET RESSOURCES

POUR ALLER PLUS LOIN

- ALEC, *Accompagner le changement de la théorie à la pratique*, les dossiers de l'Alec n°9, décembre 2011, 16 p.
<http://www.alec-grenoble.org/4508-accompagner-le-changement-de-la-theorie-a-la-pratique.htm>
- BERNARD, Françoise, « Communication engageante, environnement et écocitoyenneté : un exemple des migrations entre Sciences de l'Information et de la Communication et psychologie sociale », *Communication et organisation*, 31, 2007, p. 26-41
<http://communicationorganisation.revues.org/94>
- BOUDREAU, Gaston, *Théorie modèle du changement de comportement*, Université de Moncton, 2005.
<http://www8.umoncton.ca/littoral-vie/ecosage/Gaston2.rtf>
- DUPRÉ, Mickaël, *De l'engagement comportemental à la participation : élaboration de stratégies de communication sur le tri et la prévention des déchets ménagers*. Psychology. Université Rennes 2; Université européenne de Bretagne, 2009, 408 p.
<https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00462107/document>
- FISKE, Susan, *Psychologie sociale*, Traduction : Valérie Provost, Sophie Huyghues Despointes, Révision : Jacques-Philippe Leyens, Collection : Ouvertures psychologiques, Bruxelles: De Boeck Supérieur, 2008, 764 p.
- GIRANDOLA Fabien et JOULE Robert-Vincent, *La communication engageante*, Revue électronique de Psychologie sociale, n°2, 2008, p. 41-51.
<http://psychologiesociale.eu/files/reprs2.girandola-joule.pdf>
- JOUFFRAY Claire, *Approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir et démarche d'action conscientisante : un lien qui réfère au développement durable*, 6 p.
http://aifris.eu/03upload/uplolo/cv154_56.pdf
- JOULE Robert-Vincent et BEAUVOIS Jean-Léon, *Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens*. Nouvelle version. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, Collection Vies Sociales, numéro 2, édition revue et augmentée, fév. 2015, 318 p.
- JOULE Robert-Vincent et BEAUVOIS Jean-Léon, *La soumission librement consentie*, Paris, Presses universitaires de France, 5^e édition corrigée, 2006, 215 p.

- LE BOSSÉ Yann, VALLERIE Bernard, « Le développement du pouvoir d'agir (*empowerment*) des personnes et des collectivités : de son expérimentation à son enseignement. », *Les Sciences de l'éducation - Pour l'Ère nouvelle*, [3/2006 (Vol. 39), p. 87-100 ; DOI : 10.3917/Isdle.393.0087
www.cairn.info/revue-les-sciences-de-l-education-pour-l-ere-nouvelle-2006-3-page-87.htm
- LÉGER, Michel T. et PRUNEAU, Diane, « Vers l'adoption de comportements environnementaux dans la famille - Perspectives théoriques ». *Éducation relative à l'environnement : regards, recherches, réflexions*, vol 12, 2015, p. 153-168.
- MARTIN Jean-Paul, SAVARY Émile, *Formateurs d'adultes, Se professionnaliser - Exercer au quotidien* - 6^e édition revue et augmentée, Lyon, Chronique Sociale, co-éditeur CAFOC de Nantes, Collection : Pédagogie formation, avril 2013, 391 p.
- MICHELIK Fabienne, « La relation attitude-comportement : un état des lieux », *Éthique et économique*, 6(1), 2008, Centre de recherche en éthique de l'UdeM (CRÉUM)
<https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/3417>
- MOSER Gabriel, « Psychologies sociales. Psychologie sociale, application de la psychologie sociale et psychologie sociale appliquée », *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale* 2006/2 (Numéro 70), p. 89-95.
DOI 10.3917/cips.070.0089
http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=CIPS_070_0089
- PELLETIER Denis, « Le projet ou l'élaboration cognitive du besoin », *Revue Éducation Permanente*, 86, 1986, p. 29-39.
- PELLETIER, Denis, BUJOLD, Raymonde, et coll., *Pour une approche éducative en orientation*, Gaëtan Morin Editeur, 1984, 465 p.
- Réseau École et Nature, *Actes de la journée de réflexion « L'éco-citoyenneté : Éduquer pour s'engager au quotidien ? »*, vendredi 30 mars 2007, 66 p.
http://reseauecoleetnature.org/system/files/actes-congres-2007_0.pdf
- PATRUX Romain, *Sensibiliser pour engager – associer psychologie sociale et sensibilisation pour un changement durable des comportements en réponse aux défis écologiques*, Union nationale des Centres permanents d'initiatives pour l'environnement, déc. 2014, 43 p.
http://plateforme.cpie.fr/IMG/pdf/Guide_SensibiliserEngager_5-2-VF.pdf
- PIAGET Jean, *Réussir et comprendre*, Paris : Presses Universitaires de France, 1974, 250 p.
- PRUNEAU, Diane, DOYON, André, LANGIS, Joanne, VASSEUR, Liette, OUELLET, Eileen, MCLAUGHLIN, Elizabeth, BOUDREAU, Gaston et MARTIN, Gilles, *Description du processus de changement d'enseignants ayant choisi bénévolement d'expérimenter des comportements responsables envers l'environnement*, Université de Moncton, Mars 2003, 26 p.

<http://www8.umoncton.ca/littoral-vie/ecosage/article-changement.rtf>

- VERSAILLES, Anne, « Les écogestes... une stratégie d'évitement des questions fondamentales ? » intervention lors des *Rencontres romandes en EDD* du 12 septembre 2009 à Fribourg, <http://nature-humaine.fr/wp-content/docs/articles/Lesecogestes-unestrategiedevitement.pdf>
- Contenus de formation de Lara Mang Joubert, consultante sur le changement de comportement :
http://rhone-alpes.ademe.fr/sites/default/files/files/parteneriats_reseaux/reseaux/12e-rencontre/introduction-cadrage-changement-comportements.pdf (pour les schémas sur la diffusion du changement)
http://www.ddrhonealpesraee.org/doc/ddrhonealpes/LaraJ-CVTDS_RAE_LMJ.pdf (pour le schéma de Kubler-Ross)
<http://www.graine-rhone-alpes.org/DOC/9RREE/9RREE-TR-LMangJoubert.pdf>
- Réseau Idée, *Comment changer les comportements ? Symbioses*, Le magazine de l'éducation relative à l'environnement, n°70, mars, avril, mai 2006, 24 p. et traces en ligne du colloque « changements de comportements » :
<http://www.symbioses.be/pdf/70/symbioses-70.pdf>
<http://www.reseau-idee.com/changements-comportements/>
- GIORDAN, André, « Comment favoriser le changement de comportement ? » *Éducation thérapeutique, Médecine des maladies Métaboliques*, Elsevier Masson SAS, septembre 2010, vol. 4, n°4, p. 467-472
www.andregiordan.com/edtherap/changercomp-1.pdf
- WATZLAWICK, Paul, *Comment réussir à échouer. Trouver l'ultra solution*, réédition 1991, éditions du Seuil, 117 pages

Les publications de Millénaire 3, GrandLyon, en lien avec le changement de comportement :

- BOUTAUD, Aurélien, *Écologie : de la sensibilisation au changement de comportement*. Un rapport Millénaire3, 30/12/09, Dossier réalisé en partenariat avec Claire Harpet et le Ciridd (Philippe Jury), pour le compte de Millénaire3 / Soutenabilité
<http://www.millenaire3.com/ressources/ecologie-de-la-sensibilisation-aux-changements-de-comportement>
- *L'avenir qui s'invente : Pratiques, représentations et attentes sociétales du développement durable*, - Étude, 17/02/2010, Grand Lyon, Millénaire 3, 38 p.
<http://www.millenaire3.com/ressources/l-avenir-qui-s-invente-pratiques-representations-et-attentes-societales-du-developpement-durable>
- *Comportements et espace*, Étude, Le regard des sciences humaines et sociales sur les comportements – 1, Millénaire 3 / Modes d'action, Rapport de Sylvie Mauris-Demourieux, Mai 2015, 46 p.

<http://www.millenaire3.com/ressources/comportements-et-espace>

- *Comportements et normes*, Étude, Le regard des sciences humaines et sociales sur les comportements – 2, 10/06/2015, Rapport de Sylvie Mauris-Demourieux, Mai 2015, 38 p.
<http://www.millenaire3.com/ressources/comportements-et-normes>
- *Comportements et apprentissage*, Étude, Le regard des sciences humaines et sociales sur les comportements – 3, Rapport de Caroline JANUEL, 10/06/2015 Millénaire 3 / Modes d'action, Mai 2015, 52 p.
<http://www.millenaire3.com/ressources/comportements-et-apprentissage>
- *Comportements et technique*, Étude, Le regard des sciences humaines et sociales sur les comportements – 4, Rapport de Caroline JANUEL, 10/06/2015 Millénaire 3 / Modes d'action, 46 p.
<http://www.millenaire3.com/ressources/comportements-et-technique>
- *Les nudges, du concept à la mise en œuvre*, Étude, Rapport de Marianne Chouteau - frv100, Juin 2015, 25 p.
<http://www.millenaire3.com/ressources/les-nudges-du-concept-a-la-mise-en-oeuvre>

Les Lettres Nature Humaine : <http://nature-humaine.fr/la-lettre/lire-la-lettre/>

Auteur principal : Séverine Millet

Lettre Nature Humaine n°15 et n°16 – Adapter nos stratégies d'action à nos publics (1) et (2) – janvier 2015, 12 p. et avril 2015, 13 p.

Lettre n°14 – L'écologie et les émotions – juillet 2014, 15 p.

Lettre n°13 – Les besoins au service de l'écologie et de nos métiers – juin 2014, 11 p.

Lettre n°12 – 4 stratégies pour lever les résistances – janvier 2014, 10 p.

Lettre n°11 – Puissance... ou impuissance, toute-puissance ? – septembre 2013, 11 p.

Lettre n°10 – Du conseil... à l'écoute. – juin 2013, 14 p.

Lettre n°9 – Les grands paradoxes du changement. – avril 2013, 12 p.

Lettre n°7 – L'écologie, le temps et l'urgence – avril 2010, 25 p.

Lettre n°6 – Un projet écologique collectif est-il possible ? – novembre 2009, 21 p.

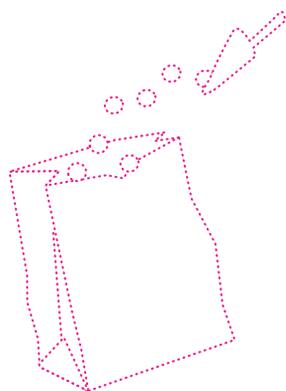
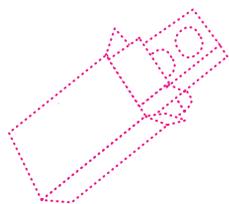
Lettre n°5 – L'écologie, l'individuel et le collectif – juillet 2009, 20 p.

Lettre n°4 – Écologie, les étapes du changement – avril 2009, 18 p.

Lettre n°3 – Écologie : comprendre le processus de changement – janvier 2009, 20 p.

Lettre n°2 – Les freins à l'action – août 2008, 20 p.

Lettre n°1 – Les moteurs de l'action – mai 2008, 22 p.



« Réduisons-vite nos déchets, ça déborde. » disent les campagnes nationales à l'intention des citoyens. Les éducateurs à l'environnement sont souvent confrontés à la volonté de changer les comportements individuels, mise en avant par les commanditaires de leurs actions. Dans le domaine des déchets, la généralisation des plans de prévention des déchets dans les collectivités donne une actualité nouvelle à cette réalité. Mais comment aborder cette question du changement ?

Changer de comportement est un processus complexe pour la personne concernée et qui nécessite souvent d'être accompagné.

Ce livret présente une dizaine d'expériences d'accompagnement des personnes dans un changement de pratique lié à la réduction de leurs déchets, à travers des modalités variées qui vont des ateliers « faire soi-même » au compostage collectif, du repair café aux opérations « foyers témoins ».

La partie « points de repères » aborde à la fois différentes théories existant dans le domaine du changement, la place de l'action aux différents stades du processus, la conception et l'animation du dispositif d'accompagnement du changement, la définition et la mobilisation du public concerné et enfin, l'articulation de l'individu et du collectif dans ces démarches. Car les changements de pratiques individuelles prennent du sens dans les dynamiques collectives et nécessitent une co-évolution avec le système socio-technique en place. Cette partie propose aussi des pistes concrètes pour dépasser les difficultés liées à tout changement de pratique chez les adultes.

Avec le concours financier de la Région Poitou-Charentes,
de l'ADEME et du Conseil départemental des Deux-Sèvres



et le soutien du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

